RÉGIE DE L'ÉNERGIE

DEMANDE DE DÉCLARER PROVISOIRE LE TARIF
D'EMMAGASINAGE E-4 APPLICABLE AU SITE DE
POINTE-DU-LAC, DEMANDE D'APPROUVER LA MÉTHODE DE
PLAFONNEMENT DES REVENUS COMME BASE D'ÉTABLISSEMENT
DES TARIFS D'EMMAGASINAGE DE GAZ NATUREL D'INTRAGAZ À
COMPTER DU 1er MAI 2011 ET DEMANDE DE FIXER LES TARIFS
D'EMMAGASINAGE D'INTRAGAZ À COMPTER DU 1er MAI 2011

DOSSIER : R-3753-2011

DEMANDE DE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZ MÉTRO
AFIN DE L'AUTORISER À RÉCUPÉRER, PAR L'INTERMÉDIAIRE
DE SES TARIFS, LES COÛTS ASSOCIÉS À L'UTILISATION DES
SITES D'ENTREPOSAGE DE POINTE-DU-LAC ET DE ST-FLAVIEN
APPARTENANT À INTRAGAZ

DOSSIER : R-3754-2011

RÉGISSEURS : Me LOUISE ROZON, présidente
M. MICHEL HARDY
M. JEAN-FRANÇOIS VIAU

AUDIENCE DU 20 JUIN 2011

VOLUME 1

CLAUDE MORIN et ROSA FANIZZI
Sténographes officiels

COMPARUTIONS

Me JEAN-FRANÇOIS OUIMETTE
procureur de la Régie;

REQUÉRANTES :

Dossier R-3753-2011

Me LOUISE TREMBLAY
procureure de Intragaz, Société en commandite;

Dossier R-3754-2011

Me VINCENT REGNAULT
procureur de Société en commandite Gaz Métro
(SCGM);

INTERVENANTS :

Me GUY SARAULT
procureur de l'Association des consommateurs
industriels de gaz (ACIG);

Me ANDRÉ TURMEL
procureur de Fédération canadienne de l'entreprise
indépendante (FCEI);

Me DOMINIQUE NEUMAN
procureur de Stratégies énergétiques et Association
québécoise de lutte contre la pollution
atmosphérique (SÉ/AQLPA):

Me VINCENT REGNAULT
procureur de Société en commandite Gaz Métro
(Dossier R-3753-2011);

Me LOUISE TREMBLAY
procureur d'Intragaz, Société en commandite
(Dossier R-3754-2111).

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 3 -

TABLE DES MATIERES

	PAGE
LISTE DES ENGAGEMENTS	4
LISTE DES PIÈCES	5
PRÉLIMINAIRES	6
PREUVE D'INTRAGAZ (DOSSIER R-3753-2011)	
ROCK MAROIS	
ÉMILE GUILBERT	
INTERROGÉS PAR Me LOUISE TREMBLAY	11
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me GUY SARAULT	58
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL	103
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me DOMINIQUE NEUMAN	119
INTERROGÉS PAR Me JEAN-FRANÇOIS OUIMETTE	155
INTERROGÉS PAR M. MICHEL HARDY	190
INTERROGÉS PAR LA PRÉSIDENTE	196
PREUVE DE GAZ MÉTRO (DOSSIER R-3754-2011)	
FRÉDÉRIC MOREL	
MARIE-STELLA DOWNS	
INTERROGÉS PAR Me VINCENT REGNAULT	206
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me GUY SARAULT	218
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL	234

LISTE DES ENGAGEMENTS

- E-1 (INTERGAZ) : Donner le niveau de revenus d'exploitation à partir duquel, premier tableau les activités d'Intragaz génèrent un « cashflow » positif et deuxième tableau là où les revenus permettent d'opérer. 118
- E-2 (INTRAGAZ) : Pour les années deux mille onze (2011) et deux mille douze (2012), indiquer les actifs qui arrivent à la fin de leur durée de vie utile et indiquer également les impacts sur le revenu requis deux mille onze (2011) et deux mille douze (2012) (demandé par la Régie). . . 157
- E-1 (GM) : Existe-t-il des contraintes légales qui empêcheraient que Gaz Métro puisse se porter garante des obligations financières d'Intragaz en tenant compte de la pièce B-0056 du dossier tarifaire (demandé par ACIG) 231
- E-2 (GM) : Quantifier l'impact de chacun des scénarios alternatifs présentés à la page Gaz Métro-1, Document 1, page 23 de 26 relatifs au revenu d'optimisation des crédits STS-RAM (demandé par FCEI). . . 241
-

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 5 -

LISTE DES PIÈCES

	PAGE
B-51 :	Pages 37 et 38 révisées d'Intragaz-1, Document 1 (R-3753-2011). 13
B-52 :	Présentation Intragaz. 13
B-0028 :	(Gaz Métro-1, Document 2) Présentation - Renouvellement d'Intragaz. . . 210

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 6 -

L'AN DEUX MILLE ONZE, ce vingtième (20e) jour du
mois de juin :

PRÉLIMINAIRES

LA GREFFIÈRE :

Protocole d'ouverture. Audience du vingt (20) juin
deux mille onze (2011), dossier R-3753-2001,
demande de déclarer provisoire le tarif
d'emmagasinage E-4 applicable au site de
Pointe-du-Lac, demande d'approuver la méthode de
plafonnement des revenus comme base d'établissement
des tarifs d'emmagasinage de gaz naturel d'Intragaz
à compter du premier (1er) mai deux mille onze
(2011) et demande de fixer les tarifs
d'emmagasinage d'Intragaz à compter du
premier (1er) mai deux mille onze (2011); et
dossier R-3754-2011, demande de Société en
commandite Gaz Métro afin de l'autoriser à
récupérer, par l'intermédiaire de ses tarifs, les
coûts associés à l'utilisation des sites
d'entreposage de Pointe-du-Lac et de Saint-Flavien
appartenant à Intragaz.

Les régisseurs désignés dans ces dossiers
sont maître Louise Rozon, présidente de la

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PRÉLIMINAIRES

- 7 -

formation, de même que monsieur Michel Hardy et monsieur Jean-François Viau. Le procureur de la Régie est maître Jean-François Ouimette.

Les requérantes sont : Dossier R-3753-2011, Intragaz, Société en commandite représentée par maître Louise Tremblay; et R-3754-2011, Société en commandite Gaz Métro représentée par maître Vincent Regnault.

Les intervenants sont :

L'Association des consommateurs industriels de gaz, représentée par maître Guy Sarault;
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, représentée par maître André Turmel;
Stratégies énergétiques et Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, représentées par maître Dominique Neuman.

S'ajoutent comme intervenantes : au dossier R-3753-2011, Société en commandite Gaz Métro; au R-3754-2011, Intragaz, Société en commandite.

Y a-t-il d'autres personnes dans la salle qui désirent présenter une demande ou faire des représentations au sujet de ce dossier? Je demanderais par ailleurs aux parties de bien s'identifier à chacune de leurs interventions pour les fins de l'enregistrement. Aussi auriez-vous

l'obligeance de vous assurer que votre cellulaire est fermé durant la tenue de l'audience. Merci.

LA PRÉSIDENTE :

Merci, Madame la Greffière, et bonjour à vous tous. Alors, j'aimerais tout d'abord compléter la présentation de l'équipe qui nous assiste dans ce dossier. Alors, aux membres de la présente formation et aux procureurs de la Régie s'ajoutent monsieur Phi Dang, qui est le chargé de projet; mesdames Esther Falardeau et Rita Metta, ainsi que messieurs Gaston Bilodeau et Jean-Pierre Léveillé qui agissent tous à titre de spécialistes pour les deux dossiers.

Alors, aujourd'hui, la Régie tient une audience publique en ce qui a trait aux demandes d'Intragaz et de Gaz Métro respectivement dans les dossiers R-3753-2011 et R-3754-2011. Depuis le dépôt de ces demandes, la Régie a rendu trois décisions, dont la décision D-2011-050 où elle a déclaré provisoire à compter du premier (1er) mai deux mille onze (2011) le tarif E-4 présentement en vigueur pour le service d'emmagasinement souterrain de gaz naturel au site de Pointe-du-Lac.

Alors, pour le déroulement de la présente audience, la Régie entend respecter l'horaire

mentionné dans le calendrier d'audience qui vous a tous été envoyé. Cet horaire sera de neuf heures (9 h) à quinze heures (15 h) aujourd'hui, demain le vingt et un (21) juin, et jeudi le vingt-trois (23).

Dans un premier temps, nous allons inviter Intragaz à présenter sa preuve en chef sur sa demande ayant comme objet l'approbation de la méthode de plafonnement des revenus comme base d'établissement de ses tarifs d'emmagasinage de gaz naturel et la fixation de ses tarifs à compter du premier (1er) mai deux mille onze (2011).

Dans un deuxième temps, nous allons inviter Gaz Métro à présenter sa preuve en chef sur sa demande d'autorisation en vue de récupérer, par l'intermédiaire de ses tarifs, les coûts associés à l'utilisation des sites d'entreposage de Pointe-du-Lac et de Saint-Flavien.

Par la suite, la Régie entendra la preuve des intervenants selon l'ordre annoncé dans le calendrier d'audience et, si nécessaire, elle entendra la contre-preuve des demandeurs. Évidemment, les participants pourront contre-interroger les panellistes à la fin de leurs témoignages. Les argumentations des participants

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PRÉLIMINAIRES

- 10 -

vont débiter jeudi matin et nous allons terminer
cette audience avec les répliques des demandeurs.

Avant de débiter, nous aimerions savoir si
vous avez des remarques préliminaires ou des
observations à soumettre avant de débiter
l'audience? Je ne crois pas. Alors, Maître
Tremblay, la parole est à vous.

PREUVE D'INTRAGAZ (DOSSIER R-3753-2011)

Me LOUISE TREMBLAY :

Bonjour, Madame la Présidente; bonjour, Messieurs
les Régisseur. Louise Tremblay pour Intragaz. Alors
nous sommes prêts à procéder. Je demanderais à
madame la greffière de bien vouloir assermenter les
témoins.

L'AN DEUX MILLE ONZE (2011), le vingtième (20e)
jour de juin, ONT COMPARU :

ROCK MAROIS, président d'Intragaz, ayant son
adresse d'affaires au 6565, boulevard Jean-XXIII,
Trois-Rivières (Québec);

ÉMILE GUILBERT, directeur Finances et

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PREUVE INTRAGAZ

- 11 -

Administration, ayant son adresse d'affaires au
6565, boulevard Jean-XXIII, Trois-Rivières
(Québec);

LESQUELS, après avoir fait une affirmation
solennelle, déposent et disent :

INTERROGÉS PAR Me LOUISE TREMBLAY :

Q. [1] Bonjour, messieurs. En débutant, on va procéder à l'adoption des différentes pièces qui ont été déposées au dossier. Alors, je vous réfère d'abord à la pièce Intragaz-1, Document 1, qui constitue la preuve qui a été déposée au soutien de la demande, il s'agit des pièces B-3 et B-4 de la Régie; ainsi qu'à l'ensemble des pièces qui ont été déposées sous les sections 2 à 8 et qui constituent les réponses tant aux demandes de renseignements de la Régie que celles des intervenants, il s'agit des pièces B-10 à B-16 des pièces de la Régie, et B-19 à B-42, B-44 et B-48; vos deux curriculum vitae également ont été produits comme B-49 et B-50. Alors, je vous demanderais d'abord, est-ce que ces pièces ont été préparées par vous ou sous votre supervision?

M. ROCK MAROIS :

R. Oui.

Q. [2] Avez-vous des correctifs ou des modifications à apporter à ces pièces?

R. Oui, effectivement.

Q. [3] Juste une minute, Monsieur Marois. Est-ce que les pièces ont été finalement... Très bien. Pouvez-vous les distribuer s'il vous plaît? Juste un petit moment, Monsieur Marois.

Très bien, vous pouvez procéder, Monsieur Marois.

M. ROCK MAROIS :

R. Oui, effectivement, nous proposons une légère modification à la pièce Intragaz-1, Document 1 aux pages 37 et 38. Je pourrai élaborer ultérieurement c'est quoi le motif de la révision.

Q. [4] Alors, Messieurs, est-ce que vous adoptez ces pièces, l'ensemble des pièces que j'ai mentionnées au tout début, telles qu'amendées, pour valoir à titre de preuve écrite dans le cadre du présent dossier?

R. Oui.

Q. [5] Je vais vous demander maintenant, Monsieur Marois, de présenter sommairement la demande d'Intragaz ainsi que les conclusions qu'elle recherche dans le présent dossier. Je comprends que

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
Me Louise Tremblay

- 13 -

vous avez préparé une présentation écrite que j'ai demandé à madame la greffière là, de distribuer. Est-ce que vous avez des changements à apporter à cette présentation-là?

R. Non.

Q. [6] Alors, vous l'adoptez comme étant également là, faisant partie de votre témoignage écrit pour les fins du dossier?

R. Tout à fait, oui.

Q. [7] Alors, on va donner à cette pièce-là la cote Intragaz-1, Document 2. Et je réalise qu'il va falloir officiellement coter sous B-51 les pièces 37 et 38, les pages 37 et 38 révisées là, qui viennent d'être déposées. Alors, ce sera les pièces B-51.

B-51 : Pages 37 et 38 révisées d'Intragaz-1,
Document 1 (R-3753-2011).

Et B-52, ce sera la présentation écrite de monsieur Marois. Est-ce que ça vous va?

B-52 : Présentation Intragaz.

Alors, Monsieur Marois, je vous laisse procéder.

R. Merci beaucoup. Bonjour tout le monde. Merci pour l'opportunité de résumer notre preuve. Je voudrais d'abord débiter en résumant pourquoi nous considérons que notre demande est équilibrée. Tout d'abord, notre demande offre de la protection à plusieurs égards tant au niveau des clients, du client que d'Intragaz. Entre autres, notre demande offre une réduction immédiate des tarifs de quatre virgule trois millions (4,3 M\$) en deux mille onze (2011) et de cinq virgule quatre millions (5,4 M\$) en deux mille douze (2012), pour un total de neuf virgule sept millions (9,7 M\$).

Ce que nous proposons aussi, c'est une approche transparente et prévisible. Même si notre proposition est basée sur un horizon de quinze (15) ans, la fixation des tarifs se fera annuellement et nous ferons aussi un rapport annuel à la Régie sur les résultats réels en fin d'année.

Nous proposons aussi de plafonner l'excédent de rendement à zéro virgule soixante-quinze pour cent (0,75 %) qui offre à la fois une protection pour le client et à la fois un incitatif pour Intragaz. Et nous proposons aussi de mettre à niveau aux cinq ans tous les paramètres de notre demande. Même si on parle d'un horizon de quinze

(15) ans, à chaque cinq ans, on se présenterait devant la Régie pour faire une révision à fond.

On propose la création aussi de trois comptes d'écart : un pour les coûts de réglementation; l'autre pour les coûts d'entretien et réparation; et un troisième pour le taux de rendement sur la base de tarification. Je spécifie le taux et non le montant. Ces comptes d'écart-là font en sorte que le client en bout de ligne ne paiera que le coût réel pour ses composantes. De plus, ce qu'on propose, c'est que nous ferions des demandes d'autorisation préalable pour tout projet exceptionnel ou projet de développement de capacité des sites.

Notre demande est aussi axée sur l'efficacité et l'efficience. Premièrement, on parle d'un maintien d'un outil très important pour Gaz Métro et les consommateurs du Québec. Notre proposition nous permettrait aussi d'obtenir un financement optimal qui, en bout de ligne, réduirait les coûts. Puis on parle d'une approche allégée qui, naturellement, permettrait de réduire les coûts de réglementation et le fardeau réglementaire qui est particulièrement important de le contexte d'Intragaz où nous avons des ressources

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 16 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
Me Louise Tremblay

très limitées.

 Finalement, notre approche permettrait le maintien d'une culture entrepreneuriale d'Intragaz. Je vais revenir souvent sur la notion de culture. D'après moi, c'est peut-être une des choses les plus importantes pour la Régie parce qu'avec la culture qui a été développée chez Intragaz à travers les années, la Régie peut être confiante que Gazifère (sic) est gérée de façon optimale, que les coûts sont maintenus au minimum possible ainsi que les investissements.

Me LOUISE TREMBLAY :

Excusez, Monsieur Marois, vous avez dit « Gazifère ». Je pensais que c'est moi qui ferais cette erreur-là.

M. ROCK MAROIS :

R. Moi et Louise, nous avons un pari le premier qui le dirait. J'ai perdu. J'ai été là, plus longtemps, ça fait que... Ça allège le... en parlant d'allègement. Puis aussi une composante importante dans le maintien de la culture d'Intragaz, c'est de pouvoir continuer à bénéficier d'un incitatif. Parce que l'incitatif historique chez Intragaz a joué un rôle important dans le développement de la culture. Aujourd'hui, on se ramasse dans une

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 17 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
Me Louise Tremblay

situation, on ne veut pas changer la culture, on veut tenter de la maintenir. Puis la fourchette de rendement qui permettrait à Intragaz de conserver une partie des excédents de rendement et la mise à niveau aux cinq ans permettrait aussi à Intragaz de bénéficier des économies qui pourraient être réalisées pendant une période de cinq ans.

Force est de constater que l'approche allégée des vingt (20) dernières années a donné des bons résultats. Nous, on propose de poursuivre dans la même veine.

En quoi consiste notre demande? Notre demande consiste effectivement de faire la transition au coût de service en vertu d'un mode allégé en date du premier (1er) mai deux mille onze (2011) pour les deux sites combinés. Mais la réalité est très différente pour chacun des sites. Madame la Présidente, elle a mentionné avec raison que, pour le site de Pointe-du-Lac, il y a une décision qui a été émise par la Régie qui déclare le tarif provisoire en date du premier (1er) avril.

Nous n'avons pas fait une demande similaire pour le tarif de Saint-Flavien pour une simple raison, que le tarif est encore en vigueur pour deux ans. Puis le contrat qu'on a pour

Saint-Flavien qui est aussi en vigueur pour deux ans a été donné en garantie à notre institution financière. Ça fait que, pour nous, d'être en mesure de briser ce contrat-là de façon prématurée, il faut avoir quelque chose pour le remplacer. Il faut avoir un nouveau contrat qu'on peut donner à la banque ou à une autre institution financière pour sécuriser du nouveau financement pour respecter notre engagement.

Ça fait que, nous, ce qu'on a fait auprès de la Régie, c'est qu'étant donné qu'on ne peut pas déclarer ce tarif-là provisoire, on s'est engagé à rembourser à Gaz Métro la différence entre les montants perçus en vertu du tarif existant de Saint-Flavien et du tarif ultimement approuvé par la Régie tant et aussi longtemps que la décision de la Régie nous permet d'effectivement conclure une entente qui nous permettra de respecter nos engagements et d'obtenir du financement, du nouveau financement.

Pourquoi demandons-nous cette transition-là, la méthode des coûts évités, la méthode du coût de service allégée? Tout simplement parce que les scénarios les plus bas de coûts évités forceraient Intragaz à mettre fin à ses activités. Des

scénarios à six millions (6 M\$), huit millions (8 M\$) ne fonctionnent tout simplement pas. Ça fait que, dans ce contexte-là, il faut voir l'ouverture du contrat de Saint-Flavien comme étant une mesure exceptionnelle pour pallier à une situation exceptionnelle.

Notre demande constitue vraiment une bonne nouvelle pour les consommateurs. Premièrement, il y aurait une baisse immédiate des tarifs de l'ordre de dix-huit virgule cinq pour cent (18,5 %), surtout entraînée par l'ouverture prématurée du contrat de Saint-Flavien, qui, en soi, permettra une économie d'environ dix millions de dollars (10 M\$) sur deux ans. Qui, en passant, témoigne vraiment de l'engagement des associés pour le maintien du stockage au Québec.

Mais ce n'est pas tout. Aussi, une baisse prévue sur quinze (15) ans d'environ cinquante pour cent (50 %) en dollars constants deux mille dix (2010). Ceci procurera une stabilité et une prévisibilité au niveau des coûts de stockage pour Gaz Métro et ses clients. Puis naturellement l'autre bonne nouvelle, c'est que ça permettrait le maintien du seul outil de stockage au Québec, un outil performant et situé chez nous. Donc, en

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 20 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
Me Louise Tremblay

somme, une solution gagnante-gagnante.

Une chose que je voulais spécifier, c'est que notre dossier couvre vraiment deux horizons distincts. Oui, ça couvre une période de quinze (15) ans, mais il y a l'année deux mille onze (2011) qui doit être vue comme une année de transition, pour au moins deux raisons. Une, c'est que c'est une période de seulement huit mois pour nous ramener sur une base de calendrier, mais l'autre plus importante encore, c'est qu'elle reflète notre structure de capital réel qui est prévue à être trente-cinq pour cent (35 %) dette et soixante-cinq pour cent (65 %) équité pour deux mille onze (2011) seulement.

(9 h 17)

Dans ce sens-là c'est une année de transition parce que présentement nous sommes en phase de remboursement de notre dette étant donné que notre principal contrat, le contrat de Saint-Flavien arrive à échéance en deux mille treize (2013). Ça fait qu'à chaque mois notre niveau d'endettement baisse, baisse, baisse, puis ça va se poursuivre en deux mille onze (2011).

Mais dès qu'on aura une décision de la Régie, décision qu'on espère favorable, ça nous

permettra de se refinancer. Ça fait que c'est pour ça qu'à l'intérieur de notre demande deux mille onze (2011) est une année de transition, mais dès deux mille douze (2012), on vise une structure de capital basée sur cinquante-quatre pour cent (54 %) dette, tout comme Gaz Métro.

Puis tout ceci a un effet important. On part de l'année de transition avec un coût de service de dix-huit virgule neuf millions (18,9 M\$). Mais le coût de service moyen d'Intragaz à partir de deux mille douze (2012) est vraiment de dix-sept millions (17 M\$). Ça fait que quand on parle de coût de service d'Intragaz, le chiffre représentatif c'est vraiment dix-sept millions (17 M\$).

Puis je voudrais juste, je pense que c'est clair, mais même si le dix-huit point neuf millions (18,9 M\$) pour l'année de transition est plus élevé que le coût de service disons moyen pour le restant de la période, ça ne représente pas un coût additionnel pour le client. Parce que, comme je mentionnais tantôt, simplement en ouvrant le contrat de Saint-Flavien on vient de réduire le tarif d'environ dix millions (10 M\$).

Ça fait que, oui, peut-être que ça

augmente, le coût de service de deux mille onze (2011) est peut-être un million virgule neuf (1,9 M\$) plus élevé que les autres années, mais il y a quand même une économie de dix millions (10 M\$) qui vient plus que compenser ce coût de service plus élevé.

L'autre chose que je voudrais souligner, puis je pense c'est assez clair. C'est qu'on a adopté une approche transparente je dirais avec un grand « T ». Notre dossier contient une information étoffée sur vingt (20) ans. Ça fait que même si notre demande concerne définitivement l'avenir, deux mille un (2001) et suivants, vous avez devant vous un dossier vraiment très étoffé depuis le tout début, depuis le début des opérations.

Puis je dois dire que même moi j'ai appris beaucoup en montant ce dossier-là parce qu'il y a de l'information dont je ne connaissais même pas la source ou l'existence plutôt.

Intragaz a une volonté collective. Même s'il est vrai qu'Intragaz n'est pas un monopole comme Gaz Métro, Gazifère, Hydro-Québec, Intragaz est le fruit d'efforts collectifs de nombreux acteurs qui partageaient la volonté de développer du stockage en franchise.

Entre autres, il y a eu le rôle important du gouvernement. Premièrement, le développement d'Intragaz s'insère carrément dans les nombreuses politiques énergétiques qu'il y a eu à travers les années, que ça soit de développer nos ressources, l'indépendance énergétique, tout ça.

SOQUIP, qui est une société d'État, a joué un rôle de tout premier plan dans le développement d'Intragaz ou du stockage au Québec. On a même eu du financement garanti par la Société de développement industriel qui était aussi une société d'État. Donc, on voit que le gouvernement a joué un rôle actif dans le développement d'Intragaz. Intragaz n'est pas juste apparue toute seule, il y a eu une volonté derrière la création d'Intragaz.

Gaz Métro, naturellement, est le bénéficiaire des services, mais aussi Gaz Métro était le promoteur initial. Ça fait que Gaz Métro voyait définitivement l'intérêt de développer du stockage au Québec.

Il y a eu la Régie qui a adopté l'approche novatrice des coûts évités pour inciter le développement. À mes yeux à moi, c'est un des très bon coups de la Régie. Puis il y a eu les associés

qui ont assumé le risque de développement qui était un risque non négligeable.

Clairement, l'intention était de développer cette ressource stratégique dans une perspective à long terme.

Je vais revenir tantôt, mais il ne faut jamais perdre de vue qu'Intragaz est un actif physique puis à cause de ça ça a des effets sur la façon qu'on doit fixer les tarifs. Ça fait que je vais y revenir plus tard.

Maintenant au niveau de l'enjeu. Vous remarquerez qu'à enjeu il n'y a pas de « x » parce que c'est intentionnel. De notre point de vue, il y a un enjeu. L'enjeu c'est la pérennité du stockage au Québec. Ce n'est pas plus compliqué que ça. Puis cette pérennité-là passe par naturellement un service qui permet, excusez-moi, un tarif qui permet de récupérer le coût de service, un contrat à long terme qui engendre des revenus stables et prévisibles dans le temps, qui est en passant un élément essentiel pour un financement optimal, puis une procédure de renouvellement du contrat qui permettrait de maintenir le niveau de financement dans le temps.

Tous les autres enjeux identifiés sont

reliés à la manière d'assurer cette pérennité-là.

Ça fait que ce sont des enjeux importants, mais l'enjeu principal est vraiment la pérennité du stockage au Québec.

La prochaine diapo pour moi est probablement la plus importante. Ça fait que si vous vous souvenez d'une chose, j'aimerais ça que ça soit celle-là. Moi je l'appelle « la diapo du gros bon sens ».

Je soumets respectueusement que j'ai l'impression qu'on a peut-être, on s'est éloignés de l'esprit initial de la méthode du coût de service. Si on regarde l'histoire, si on regarde les décisions, si on regarde les intentions, tout ça, pour que la Régie puisse déclarer que la méthode des coûts évités permettait d'établir des tarifs justes et raisonnables, bien pour qu'il y ait quelque chose de juste, ça prend une certaine équité, ça prend un certain équilibre.

Ça fait que, oui, on parle beaucoup du fait qu'en vertu de la méthode des coûts évités, si on regarde à la gauche, il y a eu la protection du consommateur. C'est tout à fait vrai. La Régie voulait que les investisseurs assument tout le risque de développement du stockage au Québec.

Donc, les consommateurs étaient protégés de ce risque.

Mais si on regarde l'autre côté de la pendule ou de la balance, pour que les investisseurs prennent ce risque-là il y avait un incitatif. On leur offrait un incitatif pour qu'ils prennent le risque. Ça fait qu'il y avait cet équilibre-là entre les deux.

De façon similaire, on s'est dit O.K. c'est bien beau d'offrir une prime de risque, mais l'avantage de la méthode des coûts évités fait en sorte que, même incluant cette prime de risque-là, le tarif va être quand même comparable aux alternatives. Ça fait que ça ça protège encore le client.

Puis peut-être l'équilibre, le pendant de ça pour l'investisseur, c'était que l'investisseur pourrait profiter d'une approche allégée. Parce que ça a permis aux investisseurs de vraiment se concentrer pendant la période de développement au développement sans être obligés de justifier des coûts tout au long du processus. Ils pouvaient se concentrer à la tâche puis ça faisait en sorte que les clients en même temps étaient protégés.

Mais si on se ramasse dans une situation où

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 27 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
Me Louise Tremblay

est-ce qu'on brise cet équilibre-là, puis on peut le briser de façon importante. Par exemple, si on prend que le coût de service d'Intragaz est à dix-sept millions (17 M\$) puis qu'on veut fixer le tarif à six millions (6 M\$) ou sept millions (7 M\$), oui, ça va avantager les clients, mais à un moment donné on crée tellement un déséquilibre que ça ne fonctionne plus.

On peut penser à l'inverse. Il y a des coûts évités qui sont à trente-huit (38 M\$), quarante-trois millions (43 M\$). Intragaz aimait bien ça. Mais avec des tarifs de quarante-trois millions (43 M\$) puis un coût de service de dix-sept millions (17 M\$), on brise l'équilibre, ça ne marche plus non plus.

Ça fait que pour que la méthode des coûts évités ait du sens il faut maintenir cet équilibre-là entre le consommateur et Intragaz.

Ça fait que je vais y revenir à la question de l'esprit puis je pense vous allez peut-être mieux comprendre pourquoi c'est si important pour moi.

Pour moi la méthode des coûts évités ça a été même plus qu'une approche novatrice qui a offert une prime de risque ou qui a incité les

investisseurs. D'après moi, jusqu'à tout récemment il aurait été très difficile, sinon impossible de calculer avec une précision acceptable un coût de service.

Je vais vous montrer tantôt un graphique qui démontre l'évolution des investissements d'Intragaz dans le temps. Essayer de faire des projections dans le cadre d'un coût de service d'une année à l'autre ça aurait été très très difficile, sinon impossible tant qu'à moi.

Ça fait que ça c'est un autre avantage de la méthode des coûts évités, c'est que ça a facilité l'établissement des tarifs dans une période de fort développement.

Comme j'ai mentionné auparavant, c'est une approche très allégée qui a permis à Intragaz de se concentrer sur le développement du stockage. Mais, tout porte à croire, lorsqu'on lit les décisions antérieures, lorsqu'on lit les interventions à travers les années, que la méthode des coûts évités avait une durée de vie limitée. La Régie a pris soin, dans chacune des décisions, de dire qu'elle adoptait la méthode des coûts évités dans le présent instant, et caetera, donc on pouvait se questionner à savoir est-ce que cette méthode-là va

survivre aux épreuves du temps. Malheureusement, il n'avait pas été prévu comment se ferait la transition aux coûts de service ou à une autre méthode.

La prochaine diapo est tirée directement de notre preuve, mais on a ajouté les dernières projections soumises par Gaz Métro, celles du mois de mai. Nous, c'est ça qu'on voit lorsqu'on compare les différents coûts évités qu'on a reçus pour une période de... basés sur une période de cinq ans depuis le printemps deux mille neuf (2009). Et l'intention, ce n'est pas de passer colonne par colonne, mais je vais juste passer à travers quelques colonnes pour un peu partager avec vous la façon qu'on perçoit ça et que ce n'est pas très sécurisant en bout de ligne.

Si on regarde où il y a la flèche, ça, c'est depuis le mois de mars deux mille neuf (2009), le coût évité le plus bas a été en octobre deux mille dix (2010) et provenait du fournisseur A. Les projections de coûts évités étaient de huit virgule neuf millions (8,9 M\$), si on ajoute le six cent mille (600 000 \$) de valeur en franchise, on est à environ neuf virgule... excusez-moi, six virgule trois millions (6,3 M\$)... c'est ça, six

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 30 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
Me Louise Tremblay

virgule trois millions (6,3 M\$) avec la valeur en franchise.

Ce qui est intéressant, c'est que le même fournisseur qui a soumis ce prix-là qui est le plus faible depuis mars deux mille neuf (2009), si on regarde, juste deux mois auparavant, en août deux mille dix (2010), le même fournisseur avait refusé de soumettre un prix. Puis, c'est très très important qu'on comprenne qu'est-ce que ça veut dire ça. Ça ne veut pas dire que Gaz Métro n'est pas allée voir pour un prix. Ça, ça veut dire que le fournisseur n'était pas en mesure de l'offrir, soit parce qu'il n'avait pas les outils pour offrir ce service-là, soit parce qu'il considérait que son prix n'était carrément pas compétitif ou pour quelque autre raison, mais on ne peut pas inventer un prix par interpellation ou d'autres manières, le prix n'était pas là. Ça fait que si ce mois-là on était allé à ce fournisseur-là pour fixer un coût évité, on n'en aurait pas eu de ce fournisseur-là. On ne l'aurait tout simplement pas eu.

Encore, si on reste à ce mois-là, le mois d'août, le mois où le fournisseur A n'a pas soumis de prix, là on dit, O.K., on irait au fournisseur

B. Mais, pour cette alternative-là qui est le « short haul » hiver, une alternative du marché secondaire, on se rend compte que le prix du fournisseur B était au-delà de trente millions (30 M\$), environ trente-deux millions (32 M\$).

Là, il faut regarder il y a-tu une alternative moins chère. Bien là, l'alternative moins chère, ce mois-là, c'était aussi du fournisseur B qui était dix-sept virgule deux millions (17,2 M\$).

Ça fait que là on est passé du mois d'août, d'une alternative de dix-sept virgule deux millions (17,2 M\$), la moins chère, à une alternative moins chère en octobre à six virgule trois millions (6,3 M\$). S'il n'y a pas de la volatilité, je ne sais pas qu'est-ce que c'est.

Puis là, en mai deux mille onze (2011), le même fournisseur soumet un prix de neuf virgule neuf millions (8,9 M\$) plus six cent mille (600 000 \$) de valeur en franchise. Mais, ce qui est intéressant, c'est, toujours au mois de mai, le fournisseur A a, encore une fois, refusé de coter.

Ça fait que si on regarde l'évolution dans le temps, au mois d'août deux mille dix (2010), le fournisseur A a refusé de coter pour l'alternative

secondaire. Deux mois plus tard, en octobre deux mille dix (2010), c'est lui qui avait l'alternative la plus basse et quelques mois plus tard, en mai deux mille onze (2011), il refuse de coter encore.

Ça fait que si on avait déterminé les coûts évités pour fixer... utiliser les coûts évités pour fixer les tarifs d'Intragaz à ce moment-là et on aurait prix le six point trois millions (6,3 M\$), on aurait utilisé un prix offert par un fournisseur qui n'a même pas soumissionné deux mois avant et quelques mois par après. Ça fait que ça soulève de sérieuses sérieuses questions, à savoir le sérieux d'un tel exercice, est-ce qu'on peut même se fier à un tel estimé.

La prochaine diapo, c'est basé sur la diapo qui est dans notre preuve, mais on l'a mise à jour pour les données de mai deux mille onze (2011) fournies par Gaz Métro. Ça fait qu'ici, je vais me concentrer au début sur les colonnes orangées ou brunes qui sont les projections de coûts évités sur quinze (15) ans.

Ça fait qu'ici, ce qu'on constate, c'est que toutes les projections... ou la projection des coûts évités la plus basse en mai deux mille onze (2011), pour une période de quinze (15) ans, est de

vingt-neuf millions (29 M\$), trente millions (30 M\$) avec la valeur de six cent mille (600 000 \$) en franchise. Toutes les autres alternatives sont plus élevées.

La moyenne des coûts évités en mai deux mille onze (2011) à long terme, pour une période de quinze (15) ans, est de trente-trois virgule cinq millions (33,5 M\$), soit presque exactement le double du coût de service d'Intragaz à dix-sept millions (17 M\$).

Ça fait que si on compare Intragaz, qui est un actif à long terme qui offre des services à long terme, avec ce que le marché anticipe comme étant le coût des options à long terme, Intragaz est à moitié du prix. Ça fait que c'est une comparaison assez élogieuse pour Intragaz.

Une autre chose qui est intéressante dans ce graphique-là. Si on regarde la première alternative qui est l'alternative « short haul » hiver, basée sur le marché secondaire, on constate que, pour une période de cinq ans, c'est l'alternative la moins chère. C'est environ neuf virgule cinq millions (9,5 M\$), si on compare aux autres alternatives.

Mais, si on compare sur une période de

quinze (15) ans, c'est l'alternative la plus chère. Ça fait que c'est le genre d'exercice qui fait en sorte qu'il faut vraiment se questionner sur la pertinence d'utiliser des prévisions à court terme pour établir une valeur, alors que les fournisseurs eux-mêmes... Ce que ça dit ici là, c'est que les fournisseurs eux-mêmes envisagent ou anticipent que le coût de la même alternative va être plus chère à long terme, va être la plus chère à long terme. Ça en dit long ça.

Ça veut dire ça qu'à court terme, il y a peut-être des ressources de disponibles qui permettent d'offrir un prix plus bas, mais qu'à long terme, ces ressources-là vont être soit plus chères ou ne seront carrément pas disponibles.

Il ne faut jamais perdre de vue que la seule raison pour laquelle il y a un marché secondaire, c'est parce qu'il y a un marché primaire. Il faut qu'il y ait des actifs à quelque part pour offrir le service, puis ces actifs-là parfois ont des capacités additionnelles ou excédentaires et qui peuvent créer des opportunités de marché, donc un marché secondaire, mais il faut conserver nos actifs primaires pour pouvoir continuer à se payer du marché secondaire. Puis,

c'est ça qu'on a avec Intragaz.

Si jamais on n'assure pas la pérennité d'un actif qui offre un service primaire, bien, si tout le monde se comporte de même, il n'y en aura plus de marché secondaire là.

C'est ça que ces projections-là disent, ces projections disent que même sur le marché secondaire le marché envisage que cette tentative-là va être plus dispendieuse dans le temps que les alternatives sur le marché primaire.

Ça fait que la conclusion au niveau des coûts évités bien c'est assez simple, je pense que vous allez comprendre par mes commentaires que... l'ensemble de mes commentaires sur la méthode des coûts évités sont quand même assez favorables. C'est une méthode qui a donné d'excellents résultats, mais lorsqu'on regarde la réalité d'aujourd'hui puis la façon que la méthode est appliquée, ce n'est plus viable.

C'est comment qu'on peut utiliser une approche basée sur des conditions de marché ponctuelles, volatiles pour fixer le prix d'un actif à long terme qui par définition a besoin d'une certaine stabilité parce que ses coûts sont fixes.

Comme je vous dis, il y a des scénarios à trente-huit millions (38 M\$), Intragaz n'aura pas besoin, n'aura pas de difficulté avec ces scénarios-là le coût de service est de dix-sept millions (17 M\$), mais lorsqu'on arrive avec des scénarios ponctuels à six millions (6 M\$), huit millions (8 M\$), ça ne marche carrément pas.

Il faut comprendre qu'il y a plusieurs facteurs qui font en sorte que les coûts évités peuvent varier. Les quatre principaux sont ici, le moment, Gaz Métro lorsqu'il va dans le marché pour tenter d'avoir une soumission de prix dépendant quand il y va, ça peut influencer le prix qu'il va recevoir.

L'alternative, tout le monde a reconnu qu'il n'y a aucune alternative qui est parfaitement comparable à Intragaz, ça l'implique automatiquement un jugement. Quelle alternative choisir? Donc ce n'est pas, oui c'est peut-être une méthode objective, mais il faut appliquer du jugement dans son application.

Je pense qu'on a des exemples éloquentes de l'influence que peut avoir le fournisseur sur l'évaluation des coûts évités. Dépendant à qui on parle, on peut avoir du simple au double et même

plus. Donc ce n'est pas des petits écarts. On s'attendrait à des écarts parce que ce n'est pas tous les fournisseurs qui ont les mêmes perceptions du marché, les mêmes outils, tout ça, mais les écarts qu'on constate, ça signale qu'il y a des préoccupations.

Le dernier et non le moindre, la durée du terme. Dans les récents exercices devant la Régie, on a eu tendance à utiliser des termes de cinq ans pour établir les projections de coûts évités. Mais moi je pense que c'est une erreur au point de départ parce que quand on parle d'alternative à Intragaz, Intragaz c'est un actif à long terme qui est là pour offrir des services à très long terme.

Si on compare avec une solution à cinq ans, bien là, on compare vraiment des pommes et des oranges. Même si l'alternative en soi peut être comparable au niveau du fond, juste le fait de choisir un terme si différent, un actif à très long terme avec des ordres de marché de cinq ans, on vient de créer une situation où ce n'est pas comparable. C'est comparer des pommes avec des oranges. Ça fait que le terme de l'alternative doit faire partie de ce qui est considéré comparable ou non.

Ça fait que je reviens à ma diapo d'un peu plus tôt qui présentait le besoin d'un équilibre entre le consommateur et Intragaz. Ici ça nous permet de réaliser qu'il faut atteindre un équilibre entre la protection du client et l'annulation de l'indice à long terme lorsqu'on établit les coûts évités.

Brièvement deux petites diapos sur les mythes et réalités possibles, je ne sais pas si c'est les mythes qui existent, mais un des mythes qui pourrait exister c'est que la méthode des coûts évités a fourni des rendements très élevés aux investisseurs par le passé. Nous on a déposé en preuve que ce n'est pas le cas.

Intragaz ne s'est jamais plaint. Intragaz n'est jamais revenu devant la Régie pour quoi que ce soit, mais lorsqu'on regarde les données historiques depuis le début de la création d'Intragaz on se rend compte que le taux de rendement d'Intragaz est comparable à celui de Gaz Métro.

L'autre mythe qu'il pourrait y avoir, c'est que les investisseurs ont pleinement récupéré leurs investissements. En d'autres mots, ils ont fait un bon rendement les premières années, ils ont pris

leur argent puis ils sont allés investir ça ailleurs. Ce n'est pas le cas. Jusqu'en... Entre mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) et deux mille cinq (2005), les investisseurs ont fait des apports nets de onze millions (11 M\$), ça ça veut dire qu'ils ont contribué plus qu'ils ont reçu à travers les années, soit sous forme de dividendes ou de distribution, mais ils ont carrément réinvesti et plus, leur argent dans l'entreprise.

Ça fait que ça ça témoigne de la volonté des investisseurs de faire grossir l'entreprise, parce qu'ils ont continué à prendre le risque de développement en réinvestissant les profits générés au cours des années.

J'ai maintenant quelques diapos sur l'importance du contexte. Ça c'est un autre sujet qui me tient bien à coeur parce que le contexte qu'on a ici est vraiment unique. C'est sûr que le contexte est toujours important pour la Régie car la Régie doit rendre sa décision sur les faits, c'est bien connu.

Puis malgré le fait que notre dossier contient une preuve étoffée sur vingt ans, le présent dossier ne traite pas du passé, mais bien de l'avenir. On parle de deux mille onze (2011) et

suivants.

Puis pour Intragaz le contexte est particulièrement important parce qu'il est unique. Intragaz opère depuis vingt (20) ans sous un régime incitatif à cent pour cent (100 %). C'est la première fois je pense que la Régie est confrontée à ça. Il n'y a pas d'autres entreprises au Québec qui est réglementée qui ont fonctionné sous un tel régime. Ça, ça veut dire que pendant vingt (20) ans Intragaz a toujours eu l'incitatif d'opérer de façon le plus efficace possible, ses coûts sont, d'avoir les coûts les plus bas possibles, d'investir que ce qu'elle a besoin, sinon son profit s'en trouverait affecté.

Intragaz est une entreprise de très petite taille, ayant des ressources très limitées. Puis une chose qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est même si on a des gros actionnaires, Intragaz est opérée de façon totalement indépendante. On fait tout maison, on fait tout à l'interne. Donc avec une si petite équipe, on est autosuffisant.

On a aucun historique de coûts de service. Intragaz a été en période de développement jusqu'à tout récemment, il y a à peine quelques années. Puis Intragaz a un seul client.

Intragaz ayant toujours opéré en vertu d'un régime incitatif a une forte culture d'efficacité et d'efficience qui empreignent toutes ses décisions. Un bel exemple, ce n'est pas parce que c'est au budget que ça va être dépensé. Naturellement pour nous un budget c'est important, ça sert de guide, mais toute activité est remise en question pendant l'année puis même si c'est au budget, si ce n'est pas requis, on ne le fera pas. Puis si c'est requis puis ce n'est pas au budget, on va le faire. En bout de ligne, on fait ce qui doit être fait.

À cause de tout ça il faut vraiment préserver la culture acquise au fil des ans. Le niveau de dépenses actuelles d'Intragaz reflète cette culture d'efficacité. Dans les circonstances, un facteur de productivité serait non seulement inapproprié, mais punitif. Ça serait comme si on dirait on va fixer les dépenses d'Intragaz à un niveau plus bas que ce qu'elle a besoin pour opérer. Parce que les niveaux de dépenses actuelles ont été, ont été raffinés ou ont été épurés à travers les années. Ça fait que ce n'est pas, Intragaz ne fait pas la transition d'un régime de coûts de service traditionnel à un régime incitatif

où on peut, on peut croire qu'il y a des économies à atteindre. Intragaz a constamment cherché les économies au cours des vingt (20) dernières années.

Intragaz a toujours eu un incitatif à n'investir que ce qui était requis pour atteindre les objectifs, sinon son rendement s'en trouvait réduit.

Un petit commentaire sur la structure corporative, très bref. Au niveau de quand on a commencé à avoir les DDR, c'était évident qu'il y avait un questionnement à savoir c'était quoi le rôle d'Intragaz inc.. C'est-tu un holding qui charge du « overhead » à un peu tout le monde? Mais de la manière qu'il faut voir ça c'est Intragaz inc. et Intragaz SEC forment un tout. Lorsque la compagnie a été créée, étant donné que c'était une société en commandite, ça prenait un commandité et une société en commandite. Essentiellement ce qu'on a dit c'est dans société en commandite il va y avoir certaines activités puis dans le commandité il va y avoir certaines activités, mais ça forme vraiment un tout.

Ça fait que dans Intragaz inc., le commandité, les rôles principaux sont l'administration, la gestion des opérations,

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 43 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
Me Louise Tremblay

l'ingénierie, la géologie. Puis au niveau d'Intragaz SEC c'est vraiment les dépenses reliées, directement reliées aux sites puis à la gestion de projets sur les sites.

On va le voir aussi un peu dans la prochaine diapo. La prochaine diapo a deux objectifs. Un, c'est pour démontrer visuellement la taille d'Intragaz. On a soumis les chiffres, vingt-quatre (24) employés au total. Mais c'est une très très petite équipe puis lorsqu'on dit qu'on a des ressources limitées, bien, on le voit ici.

Mais l'autre chose que cette diapo-là nous montre c'est que le cercle rouge représente vraiment les employés qui font partie de SEC. Puis c'est tellement intégré que même nous on ne faisait pas la distinction parce que ça c'est l'organigramme qu'on utilise à l'interne, nous autres on met tout le monde ensemble, Mais sur papier ou dans les faits, il y a une partie de l'équipe qui travaille officiellement pour SEC puis il y a une partie de l'équipe qui travaille officiellement pour inc.. Mais les deux travaillent, ces gens-là travaillent de façon intégrée dans une compagnie qui est Intragaz.

Au niveau du contexte, la prochaine diapo,

la diapo 19 qui est la reproduction du graphique 1 à la page 6 de notre preuve. Elle est intéressante parce qu'elle démontre vraiment la corrélation étroite entre les investissements qui ont été faits au fil des ans et l'accroissement du volume utile qui est probablement la principale mesure de performance des sites d'entreposage.

Ça fait que la ligne en rouge démontre des investissements cumulatifs depuis le début tandis que la ligne en bleu démontre les volumes utiles en millions de mètres cubes. Ça fait qu'on constate qu'à travers les ans, c'est même surprenant le niveau de corrélation parce que c'est normal qu'il y ait un décalage. À un moment donné on a dû investir dans des choses qui n'avaient pas d'effet direct sur l'accroissement du volume utile. Par exemple, des édifices quand on a bâti les sites, bien ça c'est les édifices ne se traduisent pas immédiatement en augmentation du volume utile. Pareillement il peut y avoir des équipements de déshydratation similairement ou il peut y avoir des décalages des fois entre le moment où tu construis ton investissement et que tu commences à produire. Malgré tout ça, les deux courbes se suivent de façon très étroite à travers les années.

La prochaine diapo, quant à elle, démontre l'évolution des dépenses d'exploitation depuis mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990) en dollars constants de quatre-vingt-dix (90). En d'autres mots, on a éliminé l'inflation.

C'est sûr que la courbe elle va dans toutes sortes de directions parce que c'est une entreprise en développement. Donc, à travers les années parfois il y avait des coûts additionnels soit pour démarrer un site, tout ça.

Mais si on regarde dans une perspective à long terme, les dépenses de deux mille dix (2010) sont à peu près au même niveau que les dépenses de mil neuf cent quatre-vingt-quatorze (1994), puis en deux mille dix (2010) on opère deux sites puis en mil neuf cent quatre-vingt-quatorze (1994) on opérait juste un site. Ça fait que le double d'activités puis les dépenses sont à peu près au même niveau une quinzaine d'années plus tard.

Ça fait que ça ça témoigne de tous les efforts qui ont été faits à travers les années pour avoir des gains de productivité, que ça soit l'automatisation, la réduction des heures supplémentaires, la réduction de l'usage des consultants externes, tout ça a porté fruits puis

on se ramasse où on est aujourd'hui avec
l'entreprise qui est vraiment performante.

Ça fait que le défi qu'on a aujourd'hui ce n'est pas un défi de coûts, ce n'est pas parce que nos coûts sont hors de contrôle puis là, nos tarifs ne fonctionnent plus. C'est les tarifs qui sont le problème. C'est les tarifs sont fixés sur des choses autres que nos coûts puis à cause de l'évolution du marché on se ramasse dans une situation où est-ce que les tarifs ne font plus de sens.

Soyez patients, j'achève. Au niveau de l'importance du contexte, le fameux financement on en parle en long, en large dans notre preuve. Puis je pense qu'on est en droit de se demander qu'est-ce qu'il y a de si particulier dans le cas d'Intragaz au niveau du financement.

Bien, il y a plusieurs choses qui sont particulières. Entre autres, Intragaz a un seul client comme vous le savez, Gaz Métro. On a un contrat à durée déterminée avec ce client-là, que ça soit cinq ans ou quinze (15) ans. Pour un prêteur quand tu as juste un client, la durée du contrat est drôlement importante parce que c'est sa garantie.

Puis en parlant de garantie c'est que nos actifs, même s'ils ont une grande valeur, il n'ont pas une grande valeur pour donner en garantie à une banque. La banque ne peut pas aller chercher des puits puis s'en aller avec ça. Ça fait que le seul actif qu'on a pu donner en garantie ça a été notre gaz coussin. Puis ça, naturellement, la banque quand elle donne une garantie, elle dévalue ton actif, elle ne te prêtera pas cent pour cent (100 %) de la valeur, Mais c'est une partie de notre prêt est garantie avec le gaz coussin de Saint-Flavien.

Ça fait qu'à cause de tout ça, Intragaz n'est pas un candidat ce qu'on appelle le financement corporatif. Un financement basé vraiment sur une cote de crédit où est-ce qu'une entreprise peut simplement emprunter parce qu'elle a des bonnes pratiques, elle a un bilan qui est sain, elle a des bonnes pratiques de crédit.

Nous ça ne fonctionne pas de même. Si on approche un prêteur, il va vouloir : « O.K. Tu as juste un client, contrat à durée de vie, tes actifs ne sont pas vraiment des actifs intéressants pour donner en garantie. » Ça fait qu'elle va vouloir avoir le contrat, elle va se garantir avec le

contrat puis elle va te prêter en fonction de ton contrat.

Le défi de financement est amplifié aussi si on veut atteindre et maintenir dans le temps une structure de capital donnée. Nous autres, historiquement, on a financé, on s'est financés comme on a pu. Puis ce que ça a donné ça c'est des structures en capital qui ont varié d'une année à l'autre puis qu'à un moment donné on réussissait à aller se chercher un emprunt, mais qu'on commençait à rembourser à un moment donné, bien la structure du capital variait, mais là, si on veut tenter d'atteindre une structure de capital donnée puis de la maintenir, qui est aussi dans l'intérêt du client avec la méthode du coût de service. Parce que ce qu'on veut c'est d'essayer de réduire le coût du service dans la mesure du possible. Ça fait que si on peut obtenir un financement plus optimal, on le voit à l'année 1 dans notre année de transition notre coût de service est de dix-huit virgule neuf millions (18,9 M\$), puis à l'année 2 si on réussit à atteindre notre financement cible on tombe à dix-sept millions cinq (17,5 M\$) environ. Donc, il y a un intérêt d'essayer de se financer le plus convenablement possible.

Puis pour faire ça puis pour le maintenir ce financement-là, ça prend à la fois un contrat à long terme et à la fois un mécanisme de renouvellement qui te permet d'éviter d'être obligé de rembourser ta dette. Parce que dès que tu commences à rembourser ta dette ton niveau d'endettement baisse, ta structure de capital vient de changer.

En avant-dernière diapo, juste un petit commentaire sur la portée de durée des contrats. Ça, c'est une réflexion qui est à la lumière des DDR et tout ça. Je pense, c'est important de reconnaître que la portée de la durée des contrats est différente selon la méthode des coûts évités et selon la méthode du coût de service.

En vertu de la méthode des coûts évités, on utilise vraiment les conditions de marché pour fixer un tarif qui peut... par contre, les conditions de marché peuvent évoluer dans le temps. Ça fait que je pense qu'il y a une préoccupation légitime qui a été évoquée dans le temps que, si on a un contrat à long terme, on risque de s'éloigner des conditions de marché qui ont été utilisées pour fixer le tarif.

Mais, en vertu de la méthode des coûts de

service, la réalité est tout autre. Même en vertu d'un contrat à long terme, notre proposition, ce serait de fixer les tarifs annuellement de façon transparente en fonction des coûts. Ça fait que ton tarif, lui, il va évoluer en fonction des conditions même si t'as un contrat à long terme. Donc, il y aura toujours une adéquation entre les tarifs et les coûts tout au long du contrat à long terme.

Et de plus, c'est qu'un contrat à long terme, en vertu de la méthode du coût de service, est favorable pour les clients parce que ça permet de réduire le coût de service en optimisant la structure du capital. On peut aller chercher plus de financement et on peut le maintenir. C'est l'apport « maintien » qui est important ici.

Pour conclure, dernière diapo, il y a un enjeu, c'est que l'enjeu, c'est la pérennité du stockage au Québec. La proposition d'Intragaz représente une bonne nouvelle pour les clients, une baisse de tarifs immédiate de dix-huit virgule cinq pour cent (18,5 %) et une baisse à long terme d'environ cinquante pour cent (50 %).

Les coûts évités à long terme sur une période comparable, quinze (15) ans, en date de

mai, sont le double du coût de service d'Intragaz. Et en bout de ligne, ça revient à ma diapo du gros bon sens là au niveau de l'équilibre. Il faut que les tarifs reflètent le fait qu'Intragaz est un actif à long terme. Ça fait que les tarifs doivent être suffisants pour couvrir le coût de service et ils doivent offrir une stabilité dans le temps. Dans le fond, ce qu'on propose, c'est une approche cohérente avec l'esprit initial de l'approche du coût évité. Merci beaucoup.

Me LOUISE TREMBLAY :

- Q. [8] Merci beaucoup, Monsieur Marois. Monsieur Marois, est-ce que vous avez eu l'opportunité de lire la preuve de la FCEI?
- R. Oui, j'ai lu toutes les preuves.
- Q. [9] Je vais vous référer à un passage de la preuve de la FCEI, plus particulièrement à la page 7 du rapport de monsieur Gosselin où il nous dit ce qui suit, il s'agit du deuxième paragraphe à la page 7 :

Sur la base des informations fournies par Intragaz, la FCEI estime de façon conservatrice la dépense marginale liée au fait d'opérer les sites d'entreposage à environ 4,9 M\$.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 52 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
Me Louise Tremblay

Puisque les revenus basés sur la méthode du coût évité seraient d'au moins 6,3 M\$, il demeurerait économiquement avantageux de poursuivre l'exploitation des sites plutôt que d'y mettre fin.

En tant que président d'Intragaz, quels sont vos commentaires à l'égard d'une affirmation de cette nature-là?

R. Bien, effectivement, j'aurais beaucoup de commentaires à faire sur la preuve de la FCEI, mais je vais me limiter aux effets sur Intragaz de sa principale conclusion.

Je pense, la conclusion dans la preuve de Gaz Métro, la R-3754-2011, il n'y a pas de page, mais à la section 3 où est-ce que la FCEI affirme que le revenu minimal nécessaire pour assurer la viabilité économique de l'activité d'entreposage est d'environ quatre virgule neuf millions (4,9 M\$) est encore plus fort que le passage que madame Tremblay vient de lire.

La première chose que j'ai faite, je suis allé voir la définition de « viabilité » pour m'assurer qu'on parlait de la même chose, puis tous les dictionnaires que j'ai consultés faisaient

référence à ce qui peut... quelque chose qui peut vivre, se développer et qui présente les conditions nécessaires pour durer. Donc, on fait référence à quelque chose de durable lorsqu'on parle de viabilité. Pour moi, quelque chose de durable, on parle du long terme.

J'ai dit, O.K., on va faire l'exercice. Ça fait qu'on a pris la peine de calculer quel serait l'effet de revenu annuel de quatre virgule neuf millions (4,9 M\$) pour Intragaz, puis on a même été généreux, on l'a indexé annuellement.

De tel revenu résulterait entre une perte cumulative de quatre-vingt-dix-huit millions de dollars (98 M\$) sur quinze (15) ans, quatre-vingt-dix-huit millions de dollars (98 M\$). Ça représente à peu près quatre-vingt-treize pour cent (93 %) de la valeur nette de nos actifs, soit une perte nette moyenne annuelle d'environ six virgule cinq millions (6,5 M\$).

Selon mon expérience là qui est basée sur au-delà de vingt (20) années à titre de dirigeant d'entreprise et de plusieurs autres dans la haute direction, laissez-moi vous expliquer que le scénario le plus probable auquel Intragaz serait confronté dans une telle situation ne serait pas un

scénario de viabilité, au contraire.

Les propriétaires d'une entreprise, peu importe lesquels, que ce soit Gaz Métro ou quelqu'un d'autre, n'accepteraient jamais - et j'insiste sur « jamais » - de soutenir une telle perte année après année, c'est impossible.

Les propriétaires sont parfois prêts à faire des sacrifices à court terme pour passer à travers des situations temporaires, dans le but d'améliorer une situation. Puis, je trouve qu'un bel exemple, c'est ce qu'on a devant nous aujourd'hui. Les associés d'Intragaz ont accepté d'ouvrir, de façon prématurée, le contrat de St-Flavien et de subir une perte de revenu importante, dans le but d'améliorer la situation à long terme. Ça, c'est typique d'investisseurs ou de propriétaires.

Mais, quand les perspectives d'amélioration ne sont pas bonnes, ils préféreront de loin mettre fin aux problèmes rapidement, quitte à encourir une perte ponctuelle importante plutôt que de subir une hémorragie à long terme. Les anglais appellent ça un « clean cut », si t'as à couper, tu coupes tout de suite.

En effet, un investissement corporatif,

comme Gaz Métro ou n'importe quel autre investissement corporatif, devrait consolider les pertes d'Intragaz qui sont d'environ six virgule cinq millions (6,5 M\$) par année, dans le scénario mentionné, année après année, ce qui serait très néfaste pour la valeur de l'entreprise.

L'investisseur... les investisseurs n'aiment pas les mauvaises nouvelles, mais ce qu'ils aiment encore moins des mauvaises nouvelles, c'est les mauvaises nouvelles récurrentes. Ça fait que subir une perte d'un coup, ce n'est pas plaisant, mais subir une perte d'année après année après année, il n'y pas d'investisseur qui va tolérer ça.

Ça fait que confronter à une telle réalité, la réaction logique des associés serait de poursuivre les opérations jusqu'en deux mille treize (2013) en vertu du contrat existant de St-Flavien puis ensuite de procéder à la liquidation de l'entreprise.

Donc, c'est inconcevable que la FCEI puisse prétendre qu'un tel scénario pourrait assurer la viabilité d'Intragaz, « viabilité » égalant « durabilité ». Laissez-moi vous dire qu'à quatre virgule neuf millions (4,9 M\$) de revenus par

année, même indexés, il n'y aurait tout simplement pas de stockage au Québec.

- Q. [10] Monsieur Marois, vous avez déposé tantôt là comme pièce B-51 ou Intragaz-1, Document 1 révisé là, les pages 37 et 38, j'aimerais que vous apportiez certaines explications sur les petits changements là qui ont été faits à ces deux pages-là, s'il vous plaît.
- R. Oui, tout à fait. On aurait peut-être pu modifier d'autres sections de la preuve, mais là ça aurait été un peu compliqué. Essentiellement, ce qui est arrivé, c'est suite aux DDR surtout, ça nous a porté à réfléchir puis, on a réalisé qu'il manquait un élément à notre demande.

C'est que dans le calcul des tarifs, on ne soustrayait pas de la dépense d'amortissement, de l'amortissement relié aux actifs qui arrivaient à la fin de leur durée de vie utile.

Ça fait que si, une année donnée, t'as un actif qui arrive à la fin de durée de vie utile, il n'y a plus d'amortissement relié à cet actif-là, mais, nous, on ne l'enlevait pas, on ne le soustrayait pas de notre dépense d'amortissement. Ça fait que, ça, c'était carrément un oubli ou une erreur qu'on veut corriger. Ça fait que c'est

encore une meilleure nouvelle parce que dans le fond ce que ça fait, c'est que ça va réduire la dépense d'amortissement à travers les années en fonction des retraits d'actifs qui sont complètement amortis.

Il va y avoir le corollaire, c'est qu'une petite hausse de la base de tarification, puisque de la manière qu'on a calculé, nous autres, c'est qu'étant donné qu'on prenait trop d'amortissements, bien, on réduisait trop vite la base, mais l'effet net va être positif parce que la dépense d'amortissement va plus que compenser l'augmentation de rendement.

Donc, comme je vous dis, c'est une précision additionnelle au calcul du revenu plafond qui est logique. Puis, comme je vous dis, c'est grâce aux DDR là qu'on a réalisé qu'on avait fait un oubli.

Q. [11] Je vous remercie beaucoup, Monsieur Marois.

Est-ce que vous avez quelque chose à ajouter à votre témoignage?

R. Je ne pense pas.

Q. [12] Parfait. Alors, Madame la Présidente, les témoins sont prêts pour le contre-interrogatoire.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 58 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
Me Louise Tremblay

LA PRÉSIDENTE :

Merci, Maître Tremblay. Alors, avant de débiter le contre-interrogatoire dans l'ordre prévu là dans le calendrier d'audience, nous allons prendre une pause de quinze (15) minutes. Donc, en fait, on va revenir à dix heures quinze (10 h 15). Merci.

PAUSE

LA PRÉSIDENTE :

Veillez prendre place s'il vous plaît. Nous allons donc débiter le contre-interrogatoire des témoins d'Intragaz. Alors, Maître Sarault, la parole est à vous.

CONTRE-INTERROGÉS PAR Me GUY SARAULT :

Merci, Madame la Régisseuse.

Q. [13] Alors bonjour, Messieurs les témoins. Monsieur Marois, entre autres.

R. Bonjour.

Q. [14] Que je connais bien d'une autre vie.

R. Si jeune pourtant.

Q. [15] C'est ça. Monsieur Marois, je voudrais d'abord aller à votre preuve principale Intragaz-1, Document 1 à la page 4, donc dans l'introduction. Et vous nous parlez des décisions qui ont été rendues par la Régie par le passé en matière d'entreposage. Et vous commencez par des décisions

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 59 -

concernant Pointe-du-Lac à la ligne 5 et à la ligne
10 vous dites, et je cite :

À chaque occasion, la Régie a employé
la méthodes des coûts évités afin
d'établir les tarifs applicables.
Cette méthode, différente de celle du
coût de service, fut employée pour des
raisons plus amplement décrites dans
ses deux décisions et principalement
reliée au risque associée au
développement de l'activité
d'emmagasiner au Québec.

Et vous ajoutez à compter de la ligne 15, et je
cite :

Dans le cas du site de Saint-Flavien,
le tarif a été approuvé par la Régie
du gaz naturel dans la décision
D-9406, lequel est d'une durée de 15
ans venant à échéance le 20 avril 2013
et aussi basé sur les coûts équités.

D'entrée de jeu, est-ce que vous pouvez nous
confirmer que la méthode des coûts évités a été
expressément proposée par Intragaz et ses
prédécesseurs à la Régie dans toutes ces décisions-
là?

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 60 -

M. ROCK MAROIS :

R. Dans ces décisions-là, oui. Mais il y avait des précédents qu'on n'a pas mentionnés puis qu'on a mentionnés dans la réponse à une de vos DDR là. Les deux premières décisions qui ont été rendues en matière de stockage au Québec, soit la G-475 et la G-485, les deux décisions étaient basées sur les principes du coût de service, mais pour une foule de raisons, la décision, ces tarifs-là ont fait en sorte que le stockage ne s'est pas développé. Puis par la suite, dans la troisième tentative c'est la méthode des coûts évités qui a permis l'envol du stockage finalement.

Q. [16] C'est ça. Et ce que je veux faire confirmer c'est que cette méthode des coûts évités qu'on retrouve dans les décisions plus récentes, ça a été approuvé par la Régie, mais à la demande des promoteurs?

R. Oui.

Q. [17] Je vais revenir, si vous voulez bien, sur les motifs pour lesquels cette méthode a été proposée par les promoteurs et plutôt que celle du coût de service. Je voudrais d'abord commencer par la décision D-89-21, particulièrement au paragraphe 23. Je ne sais pas si vous l'avez à portée de la

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 61 -

main?

R. Oui, je l'ai.

Q. [18] Oui?

R. Juste un instant.

Q. [19] Ça va?

R. Oui, je l'ai devant moi.

Q. [20] Alors, en outre je suis à la fin du paragraphe 23 avant les items 1, 2, 3, 4. La dernière phrase la Régie dit, et je cite :

En outre, la Régie observe que les risques du projet sont entièrement supportés par SOQUIP et GazPlus, et que Gaz Métro et ses abonnés sont protégés de la manière suivante.

Primo, numéro 1 :

S'il y a des excédents de coûts, ces excédents seront entièrement supportés par les promoteurs.

Est-ce qu'il n'est pas exact effectivement que c'est là, une des distinctions entre la méthode des coûts évités, qui était proposée par les promoteurs, et la méthode du coût de service?

R. La méthode des coûts évités n'est pas fonction des coûts. Donc, automatiquement ça met le promoteur à risque des coûts.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 62 -

Q. [21] Par opposition aux abonnés de Gaz Métro?

R. Oui.

Q. [22] Oui. Item 2 :

Les promoteurs n'ont par ailleurs
aucune garantie de revenu ou de
profit. Ce sont eux qui supportent les
risques entiers du projet.

Encore une fois, est-ce qu'on peut dire que ceci
distingue nettement la méthodes des coûts évités de
la méthode du coût de service?

R. Oui.

Q. [23] O.K. À l'item 3 on dit :

Si le projet avorte pour quelque
raison que ce soit, les risques
financiers entiers sont également
supportés par les promoteurs.

Même question encore, est-ce que ceci ne distingue
pas nettement la méthode des coûts évités par
rapport aux résultatx auxquels on aboutirait avec
une méthode basée sur le coût de service qui est
essentiellement à « cost plus »?

R. Je ne suis pas cent pour cent (100 %) d'accord avec
vous parce que je pense même avec la méthode du
coût de service, ça dépend de la nature du contrat.
Si tu es à coût de service puis que ton contrat

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 63 -

stipule que tu peux percevoir des revenus uniquement si tu livres la marchandise, que tu sois en coût de service ou en coûts évités si tu n'es pas en mesure de satisfaire ton contrat, tu n'aurais pas de revenus en vertu de un ou en vertu de l'autre. Je pense c'est ça peut-être aussi les nuances, surtout au début les nuances entre méthode de coûts évités et coût de service s'est un peu plus complexe que juste la méthode d'établir les tarifs. Parce que dans la 475, entre autres, les préoccupations que la Régie avait soulevées, c'était au niveau de la structure contractuelle que la Régie trouvait qui transférait trop de risques à Gaz Métro, mais la structure du contrat est indépendante de la façon que tu établis tes tarifs. On aurait pu avoir une méthode des coûts évités avec un transfert de risques aux clients aussi. Mais je pense quand on regarde l'évolution de la 475 à la 485 à la D-89, c'est qu'à un moment donné quand la Régie elle a insisté que les investisseurs supportent plus de risques, parce qu'à l'époque son risque, le risque dont elle était vraiment préoccupée, puis elle l'a exprimé clairement dans la G-485, c'était un risque d'échec total. Elle se disait si les actifs vont dans la base de

tarification de Gaz Métro puis c'est un échec total, qu'est-ce qu'on fait avec ces actifs-là. Ça fait que c'est pour ça qu'elle prônait la création d'une société distincte. Après ça, il a fallu avoir un raffinement entre... C'est bien beau d'avoir une société distincte de Gaz Métro, mais à un moment donné dans 485 elle trouvait que le contrat transférait trop de risques aux clients.

Ça fait que c'est pour ça que dans la D-8921 c'est à la fois la méthode des coûts évités et la nouvelle structure contractuelle, je pense, qui a fait en sorte qu'on a trouvé le bon « mix » pour faire décoller le projet.

- Q. [24] Et c'est toujours ce que vous proposez en vertu des contrats qui vont être proposés dans le cadre du présent dossier, c'est-à-dire que si Intragaz ne livre pas de gaz entreposé, il n'y a rien à payer?
- R. Effectivement. C'est sûr que la réalité aujourd'hui est différente de celle de l'époque. À l'époque, les sites n'étaient pas développés, donc il y avait un inconnu beaucoup plus grand.
- Q. [25] Hum, hum. À l'item 5 on dit, ça c'est la page suivante, et je cite :

Quant à Gaz Métro, ses abonnés sont

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 65 -

également protégés par la méthode des coûts évités qui suppose que Gaz Métro et ses abonnés n'auront pas à payer plus que la valeur d'un service équivalent.

Alors, évidemment, ça c'est une distinction, on est d'accord, fondamentale entre la méthode des coûts évités et celle du coût de service parce qu'il se peut, et vous en avez montré certains scénarios, que les coûts évités qu'on devrait payer sur la base des coûts évités seraient inférieurs à votre coût de service? C'est une possibilité.

10 h 25

R. Bien là en assumant qu'on compare des pommes avec des pommes, mais si on retourne à l'époque, à l'époque c'était au moins implicite que les coûts évités étaient plus élevés que les coûts de service. Parce que le tarif approuvé dans la G-485 qui comprenait même une prime de risque puis en passant le taux de rendement qui était utilisé comme taux de base dans la G-485 était le taux de Gaz Métro, comme on propose aujourd'hui.

La Régie avait ajouté une prime de risque puis ça n'avait pas été assez pour faire, pour inciter les investisseurs. Ça fait que là on s'est

ramassé avec une façon de calculer une prime de risque qui était la méthode des coûts évités, qui est avantageuse parce que le tarif est suffisant pour attirer les investisseurs, mais en même temps offrait une protection parce qu'on se comparait à l'alternative. Ça fait que c'est là qu'on a atteint l'équilibre que je vous mentionnais tantôt.

Q. [26] Mais moi ce que je vous dis c'est qu'au plan des principes...

R. Oui.

Q. [27] ... avec la méthode du coût de service, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. [28] On a vu que ce qu'on paie ce sont vos coûts plus un rendement raisonnable sur votre investissement. Essentiellement c'est ça le principe?

R. Les coûts qui comprennent un rendement raisonnable, oui.

Q. [29] Exactement. Donc en vertu de cette méthode-là on n'est pas garanti comme la Régie le dit ici que si des services équivalents coûtaient moins chers, on paie le prix moins cher. On paie toujours le coût de service et si par malheur les services équivalents sur le marché étaient moins chers, bien

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 67 -

c'est le coût de service plus cher qu'on se trouve
à payer?

R. Effectivement, le coût de service n'est pas fixé en
fonction de marché, il est fixé en fonction des
coûts propres à Intragaz.

Q. [30] Donc les risques de payer trop cher par
rapport aux services équivalents sont assumés par
la clientèle de Gaz Métro, selon le scénario que
vous proposez aujourd'hui?

R. Oui, tout comme les risques de payer moins cher.

Q. [31] Je voudrais maintenant aller à la page 6 de la
décision D-9406.

R. Excusez-moi, quelle page?

Q. [32] Page 6.

R. Merci.

Q. [33] On parle des plaidoiries de Gaz Métropolitain.
Ça c'est dans la 9406, donc c'était pour Saint-
Flavien.

R. J'y suis.

Q. [34] Pour le contrat de quinze ans. Ça va?

R. Oui.

Q. [35] Alors on résume ici encore certaines
caractéristiques de la méthode des coûts évités par
opposition aux coûts de service. Au quatrième
paragraphe, page 6, on dit et je cite :

Quant à la tarification basée sur les coûts évités, il se disait convaincu qu'elle assurerait à la clientèle de Gaz Métro un service de qualité à un coût identique à la meilleure alternative.

On est d'accord que cet avantage-là, on ne l'a plus avec la méthode du coût de service? On n'a pas un coût identique à la meilleure alternative?

R. Je ne suis même pas sûr que même avec la méthode des coûts évités que c'était le cas là.

Q. [36] Bien c'est ce qu'il disait.

R. Oui, mais je veux dire dans les faits, on parle de principe, mais dans l'application on voit aujourd'hui la difficulté d'appliquer la méthode, mais effectivement comme vous dites ce n'est pas la même réalité dans la méthode du coût de service qui est basée sur les coûts et non sur les alternatives.

Q. [37] Au paragraphe qui suit immédiatement :

La tarification basée sur la rémunération des investissements soit les coûts réels de réalisation d'un projet en entreposage serait trop risquée pour l'ensemble de la clientèle du Distributeur

comparativement à une possibilité très
mince de bénéfices.

Vous nous dites que cet argument-là ne tient plus
aujourd'hui au plan des principes?

R. Je vous ai perdu, à quelle page?

Q. [38] Toujours dans la même page, le paragraphe qui
suit le quatrième, le cinquième de la plaidoirie de
Gaz Métropolitain demandant à la Régie d'aller pour
les coûts évités dans ce dossier-là?

R. Bien là les circonstances ont évolué depuis ce
temps-là, on parlait du développement du projet...

Q. [39] Hum, hum.

R. ... initialement. Aujourd'hui on a un tout autre
contexte les deux sites ont atteint une certaine
maturité ça fait que...

Me LOUISE TREMBLAY :

Je m'excuse, Madame la Présidente, c'est que là on
est en train de demander à monsieur Marois de
commenter sur la plaidoirie de Gaz Métro dans la
cause de mille neuf cent quatre-vingt-quatorze
(1994) là. Pouvez-vous poser des questions de
faits, Maître Sarault, à monsieur Marois? Ne pas
lui demander de commenter sur une plaidoirie dans
un autre dossier, en plus c'est la plaidoirie de
Gaz Métro là.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 70 -

Me GUY SARAULT :

Écoutez, je pourrais poser mes questions dans l'abstrait également si on veut, parce que lors de sa présentation tantôt, sa présentation PowerPoint je pense que monsieur Marois ne s'est pas gêné pour faire état des avantages et des inconvénients associés à la méthode du coût de service par rapport à celle des coûts évités.

Et essentiellement dans des décisions antérieures, ce que je veux faire valoir c'est qu'eux-mêmes les promoteurs qui étaient Gaz Métro et Intragaz et ses prédécesseurs ont fait valoir certaines caractéristiques associées à la méthode des coûts évités. Alors je peux poser des questions dans l'abstrait ou bien je peux les poser basées sur ce qu'ils disaient eux-mêmes à l'époque, mais ça revient au même.

LA PRÉSIDENTE :

Peut-être s'en tenir au principe qui ont guidé les décisions de la Régie antérieurement là, ça pourrait être suffisant.

Me GUY SARAULT :

Q. [40] Est-ce que vous avez eu le plaisir de lire la preuve de monsieur Bernard Otis dans le présent dossier, il s'agit en l'occurrence de la pièce

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 71 -

ACIG-008 telle que complétée par ACIG-009, l'annexe
2 et ACIG-010, annexe 3?

R. Oui, je l'ai lu attentivement.

10 h 32

Q. [41] Bon. À l'avant-dernier paragraphe de la page
6, monsieur Otis affirme, et je cite :

Fondamentalement, on voit donc que
c'est essentiellement parce
qu'Intragaz n'est pas un monopole,
qu'elle exploite son entreprise dans
un environnement concurrentiel où
d'autres services équivalents sont
disponibles à Gaz Métro, qu'il a été
jugé opportun de ne pas imposer au
Distributeur et à ses clients la
charge d'avoir à payer plus cher à
Intragaz ce que Gaz Métro pourrait
obtenir ailleurs pour un service
équivalent. L'une des conséquences
toute naturelle de l'adoption de cette
méthode est évidemment de faire
supporter aux exploitants de ces sites
d'entreposage, et non pas à la
clientèle de Gaz Métro, les risques
associés à cette activité commerciale.

fin de la citation.

D'entrée de jeu, première question, est-ce que vous êtes d'accord avec moi qu'Intragaz n'est pas un monopole, que c'est une entreprise commerciale privée qui n'est aucunement monopolistique?

M. ROCK MAROIS :

R. Premièrement, je dois dire, je ne suis pas d'accord avec les conclusions de monsieur Otis à cet égard-là.

Q. [42] Ce n'est pas ma question. Ma question...

R. Bien, moi, vous me faites... vous me mettez dans un contexte. Moi, je dois vous dire que je ne suis pas en accord avec ça parce que...

Q. [43] Bon.

R. ... c'est une interprétation des faits de l'époque. Lorsqu'on retourne au début des décisions, au tout début, la logique de la Régie était que la Régie était préoccupée par les risques de développement. C'était ça la préoccupation de la Régie. Elle avait peur d'un échec total puis que Gaz Métro se ramasse avec des actifs qui n'ont pas donné fruit. Tout le reste, toutes les autres décisions découlent de cette même logique-là. Ça fait que ce n'est pas parce qu'Intragaz était dans un marché

concurrentiel. Ce n'est pas parce qu'il y avait un monopole, tout ça, ce n'était pas ça la préoccupation. La préoccupation était les risques de développement.

Ceci étant dit - puis là je vais laisser le soin à mon avocat de plaider ça - mais nulle part dans la loi fait-on référence au fait que le fait d'être un monopole ou non affecte la façon d'établir des tarifs. Un coût de service, c'est un coût de service. Un coût évité, c'est un coût évité. Ça fait qu'Intragaz, ses tarifs sont réglementés par la Régie.

Puis, un troisième point pour répondre à votre question. La concurrence ne se limite pas à Intragaz. Gazifère, Gaz Métro, Hydro-Québec, même s'ils sont des monopoles naturels, ils font face à beaucoup de concurrence. Ça n'empêche pas quand même que les tarifs soient établis en fonction de la méthode du coût de service. Donc, c'est pour ça que je ne suis pas d'accord avec ce type de raisonnement-là.

Q. [44] Seriez-vous d'accord avec moi si je vous suggérais que Intragaz est une entreprise commerciale qui ne constitue aucunement un monopole naturel?

- R. Nous ne sommes pas un monopole naturel, mais nous sommes réglementé.
- Q. [45] Vous êtes réglementé?
- R. Bien oui.
- Q. [46] Est-ce que vous êtes... Bien, écoutez là, vous demandez une certaine méthode pour fixer des prix...
- R. Si on n'était pas réglementé, je ne serais pas ici, Monsieur Sarault.
- Q. [47] ... parce qu'il y a un client qui s'appelle Gaz Métro qui, lui, est réglementé.
- R. Non, non. Voyons donc! Vous devriez lire la loi. Les tarifs d'Intragaz doivent être approuvés par la Régie. Si les tarifs d'Intragaz n'étaient pas approuvés par la Régie, je ne serais pas ici.
- Q. [48] Oui. Mais, on est d'accord qu'il y a des services équivalents que Gaz Métro peut aller ailleurs pour obtenir des services d'entreposage, peut aller chez Union, peut penser à toutes sortes d'avenues, ce qui n'est pas le cas pour les services de distribution dispensés par Gaz Métro à la clientèle que je représente.
- R. Je suis d'accord avec ça.
- Q. [49] Bon. Le reste, on le verra en plaidoirie, comme vous le dites si bien. Vous avez fait état ce

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 75 -

matin, et il en est question à la page... à compter de la page 16 de votre preuve principale Intragaz-1, Document 1, de la problématique du financement d'Intragaz. Ça va?

R. Oui, oui.

Q. [50] D'entrée de jeu et au plan des principes, en prenant pour acquis qu'Intragaz est une entreprise privée non-monopolistique, commerciale et à but lucratif - on s'entend là-dessus, vous êtes là pour faire de l'argent - seriez-vous d'accord si je vous suggérais que la problématique du financement relève d'abord et avant tout des actionnaires d'Intragaz et de ses dirigeants? La responsabilité première pour le financement incombe aux promoteurs et aux actionnaires d'Intragaz et non pas aux clients de Gaz Métro.

R. Bien, il faut revenir au point, au fait que les tarifs d'Intragaz sont réglementés par la Régie. C'est la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui. Et pour avoir... pour qu'un tarif soit considéré juste et raisonnable, il faut que le tarif soit suffisant pour permettre à l'entreprise de se financer. C'est un des principes de base en réglementation. Si une entreprise ne peut pas se financer convenablement, elle ne peut pas

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 76 -

s'acquitter de ses obligations.

Ça fait que, oui, c'est la responsabilité d'Intragaz d'assurer son financement en autant qu'elle a les tarifs pour le faire. Il faut que les revenus soient suffisants pour permettre le financement. Ça fait que c'est pour ça, ça fait partie intégrale de notre demande ici parce que ça fait partie... c'est un des enjeux dans l'établissement de tarifs justes et raisonnables.

Q. [51] O.K. Laissez-moi revenir sur la problématique, mais sur une approche plus concrète. Vous dites, à la page 16, à compter des lignes 28 et 29 de votre pièce Intragaz-1, Document 1, que ce sont plutôt les flux futurs de trésorerie prévus qui permettent à Intragaz d'obtenir la majorité de son financement.

Ma question est la suivante : qu'est-ce qui empêche les actionnaires d'Intragaz de fournir aux prêteurs, aux banques, des garanties supplémentaires différentes pour sécuriser le remboursement des dettes d'Intragaz envers ces créanciers-là?

R. Bien, premièrement, je ne peux pas parler au nom des associés d'Intragaz s'ils sont en mesure ou non de le faire. Je pense que Gaz Métro à ce niveau-là,

il y a des empêchements légaux. Mais, il faut revenir au fait qu'Intragaz, ses tarifs sont réglementés par la Régie. Un des principes en réglementation, c'est le principe du « stand alone ». Ça, ça veut dire que lorsque la Régie détermine qu'un tarif est juste et raisonnable, elle doit évaluer l'entreprise réglementée de façon isolée, est-ce qu'elle va être en mesure de s'acquitter de ses obligations toute seule, sans recourir à un endossement de papa ou de maman. C'est un peu ça qu'on fait ici.

C'est, quand qu'on regarde est-ce qu'un tarif est juste et raisonnable pour Intragaz, il faut que ce tarif-là soit suffisant pour qu'Intragaz s'acquitte de ses obligations toute seule, puis une de ces obligations-là, c'est l'obligation de se financer.

Ça fait que ce serait... si Intragaz devait recourir à l'endossement de ses associés pour se financer, ça reviendrait à dire que les tarifs ne sont pas suffisants. C'est aussi simple que ça, les tarifs ne sont pas justes et raisonnables.

Q. [52] Je voudrais revenir à votre preuve PowerPoint de ce matin, à la page 6.

R. Oui.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 78 -

Q. [53] Vous nous avez dit que :

Intragaz est le fruit d'efforts
collectifs de nombreux acteurs qui
partageaient la volonté de développer
du stockage en franchise [...]

et dans ces acteurs-là, vous mentionnez même le
gouvernement, et vous parliez de financement
garanti par la Société de développement industriel.

R. Ça, c'était dans le cadre d'un programme de
subvention clairement établi qui n'était pas unique
à Intragaz. On est allé... ce n'est pas en tant que
garantie parentale, on a réussi d'avoir une
subvention qui nous garantissait un prêt. Ça fait
que c'est de nature toute autre de qu'est-ce que
vous proposez aujourd'hui là.

10 h 41

Q. [54] Est-ce que c'est votre position aujourd'hui à
l'effet qu'il y a des empêchements légaux ou
autres, qui font en sorte que Intragaz n'est pas en
mesure d'offrir à ses créanciers des garanties
autres que celles relatées dans votre preuve?

R. Moi, ma position, ce n'est pas ça. J'ai commencé en
disant : « Je ne sais pas s'il y a des
empêchements ». Mais, moi, ma position, c'est qu'au
niveau du principe, lorsque la Régie fixe un tarif

juste et raisonnable, il faut que ce tarif soit suffisant pour permettre à l'entité de se financer elle-même, sinon le tarif n'est pas juste et raisonnable. C'est ça ma position.

Q. [55] Pendant...

R. Puis, ça, c'est le principe du « stand alone ».

Q. [56] Pendant combien de temps cette garantie de la Société de développement industriel a-t-elle été en vigueur en faveur d'Intragaz?

R. Environ trois, quatre ans. Ça, c'était des prêts qui étaient spécifiques pour des entreprises en développement. Ça fait qu'on avait eu cette garantie de prêt-là dans le cadre du développement de Saint-Flavien pour les premières années. Mais à un moment donné, lorsque Saint-Flavien a commencé à opérer, on n'était plus éligible à ce genre de garantie de prêt parce que l'entreprise était considérée en opération.

Q. [57] Est-ce qu'il n'est pas exact que cette garantie de la Société de développement industriel était en vigueur en même temps que des tarifs existaient pour les services de Saint-Flavien, des tarifs dûment approuvés par la Régie?

R. Oui, mais, là, vous mélangez les, vous mélangez les choses. En vertu des tarifs antérieurs, c'était des

tarifs basés sur les coûts évités.

Q. [58] Exact.

R. Ça n'avait rien à voir avec les coûts. Ça fait que, là, à un moment donné, il y a plein de choses qui se sont passées dans les faits qui n'étaient pas reflétées aux tarifs. Les tarifs étaient basés sur les coûts... c'était des coûts évités. Mais dès qu'on base les tarifs sur les coûts, il faut s'assurer que les tarifs sont suffisants pour couvrir les coûts de service et de permettre à l'entreprise de se financer. Ça fait partie de l'équation, ça, du revenu requis. On parle de deux dynamiques différentes.

Q. [59] Dans la mesure où la Régie devait décider de maintenir le recours à la méthode des coûts évités qui, comme vous le dites, n'a rien à voir avec le coût de service d'Intragaz, à ce moment-là, est-ce qu'il n'est pas légitime de reformuler la question du financement tel que ça a été envisagé par Intragaz elle-même à une époque où les services de Saint-Flavien étaient tarifés en fonction des coûts évités? On sait que la garantie de la Société de développement industriel existait au moment où les services de Saint-Flavien étaient tarifés en fonction des coûts évités. Pourquoi ça ne serait

plus vrai aujourd'hui si la Régie décide de
maintenir la méthode des coûts évités?

R. Je n'ai pas compris votre point, honnêtement, là.

Q. [60] Ce que je vous dis, c'est que... On est
d'accord que la garantie des prêts, la garantie
procurée par la Société de développement industriel
à Intragaz existait à une époque où les tarifs de
Saint-Flavien étaient tarifés en fonction des coûts
évités selon les tarifs dûment approuvés par la
Régie. On est d'accord là-dessus?

R. Oui.

Q. [61] Bon.

R. Selon la méthode des coûts évités.

Q. [62] Bon. Alors, on le sait, on est d'accord tous
les deux que la Régie n'est pas obligée d'aller au
coût de service, qu'elle peut décider de maintenir
les coûts évités, si elle le désire?

R. Oui. Mais elle doit... Notre demande est faite dans
le contexte d'un coût de service. Ça fait que nous,
ce qu'on demande est consistant avec notre demande.
Je pense que l'autre chose qu'il faudrait
clarifier, c'est que la garantie de prêt qu'on a
eue, là, de la Société de développement industriel,
ce n'est pas une garantie parentale, c'est une
subvention qui prenait cette forme-là. À l'époque,

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 82 -

il y avait différentes subventions. Ça, c'était une subvention.

Q. [63] J'ai employé les mots...

R. Ce n'est pas... Comment je pourrais dire? Ce n'est pas à cause qu'on a réussi à avoir cette subvention-là à un moment que c'est une indication que les tarifs étaient suffisants ou pas suffisants. Les tarifs n'étaient pas basés sur les coûts. Mais aujourd'hui, si on se ramasse, si on essaie de calculer le coût de service puis si on veut déterminer qu'un tarif est juste et raisonnable, il faut que ce tarif-là permette à Intragaz de se financer de façon autonome.

Q. [64] Vous me pardonnerez, Monsieur Marois, quand j'ai lu votre preuve, ce n'est pas « subvention » qui était marqué, c'est marqué « financement garanti par la Société de développement industriel ». C'est ça qui est marqué.

R. Moi, je vous informe que c'était dans le cadre d'une subvention que le gouvernement accordait à Intragaz sous forme de garantie de prêt. Puis j'ai même le communiqué de presse si vous voulez le voir qui venait avec cette subvention-là, qui témoignait de la volonté du gouvernement de s'assurer que le développement de Saint-Flavien se fasse.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 83 -

- Q. [65] Pourriez-vous s'il vous plaît nous rappeler qui sont les actionnaires d'Intragaz inc.?
- R. C'est Gaz Métro et GDF-Suez.
- Q. [66] GDF, c'est Gaz de France Suez?
- R. Suez.
- Q. [67] Et savez-vous dans quelle proportion?
- R. Bien, pour l'activité de stockage, c'est soixante pour cent (60 %) Gaz Métro puis quarante pour cent (40 %) GDF-Suez.
- Q. [68] O.K. Parfait. Toujours dans votre preuve principale, Intragaz-1, Document 1, page 19 cette fois, vous parlez des réductions de tarifs, que vous avez réitérées ce matin, découlant de votre proposition par rapport au maintien du contrat de Saint-Flavien pendant encore deux ans, jusqu'en deux mille treize (2013). Exact?
- R. Oui.
- Q. [69] Malgré ce que vous dites aux lignes 8 à 14 parlant de cette réduction tarifaire, est-ce qu'il n'est pas exact que le scénario, selon votre coût de service, qui va se situer sur l'horizon de quinze (15) ans, là, selon ma compréhension de votre preuve, entre seize et dix-huit millions de dollars (16-18 M\$), que votre coût de service est néanmoins supérieur à certains des scénarios du

fournisseur A qui a été approché par Gaz Métro,
notamment pour l'option 4, qui est de l'ordre de
six virgule trois millions (6,3 M\$) sur cinq ans et
neuf virgule trois (9,3 M\$) sur quinze (15) ans?

R. Bien, là, on mélange les choses. Ce à quoi on fait
référence à la page 19 de notre preuve aux lignes 8
à 14, on explique la réduction de tarifs par
rapport aux tarifs deux mille dix (2010). Je pense
que c'est assez clair. Si on va au tableau 8 à la
page 28, en commençant à la ligne 12, on démontre
clairement qu'en deux mille dix (2010), les revenus
étaient de l'ordre de vingt-trois millions cent
dix-neuf mille cinq cents (23 119 500 \$). Puis qu'à
compter de là, les revenus baissent de façon
consistante jusqu'en deux mille vingt-cinq (2025).
Puis on voit, par exemple, à la deuxième colonne la
réduction dix-huit virgule cinq pour cent (18,5 %)
et le quarante-neuf pour cent (49 %) de baisse sur
quinze (15).

Ça fait que, ça, c'est par rapport aux
tarifs de deux mille dix (2010). Je pense que ce à
quoi vous faisiez allusion dans votre question,
c'est malgré ça, est-ce qu'il y a des scénarios de
coûts évités plus bas? Oui, c'est pour ça qu'on est
ici puis c'est pour ça qu'on demande la transition

vers la méthode du coût de service, parce qu'il y a des scénarios de coûts évités qui sont tellement bas que c'est impossible qu'on poursuive les opérations. C'est deux concepts différents.

- Q. [70] À ce moment-là, dans la mesure où ces scénarios qui coûtent beaucoup moins cher, comme vous le dites, existent bel et bien selon la preuve au dossier, quel est l'avantage pour les clients que je représente, de privilégier votre approche selon le coût de service qui va leur coûter plus cher?
- R. Bien, je ne suis pas d'accord avec ça. Parce que comme je vous dis, c'est pour ça qu'il faut revenir au principe de base, à l'esprit initial de la méthode des coûts évités. De toute évidence, la méthode des coûts évités a été adoptée afin d'établir un tarif qui était suffisant pour permettre le développement de l'entreprise de stockage au Québec et son maintien. Si on utilise certains...

Puis ceci étant dit, on parle du développement d'un actif à long terme, qui offre un service à long terme, puis aujourd'hui c'est, comme j'ai mentionné dans ma présentation, un des problèmes qu'on a avec la méthode des coûts évités,

c'est qu'on est rendu, c'est un peu qu'on utilise la méthode des coûts évités pour magasiner. Au lieu de dire : « O.K., c'est quoi l'esprit, c'est qu'on essaie de faire », on essaie de rémunérer un actif à long terme en comparant avec une alternative qui est comparable.

Puis je vous soumets respectueusement que les scénarios les plus comparables qu'on a présentement devant vous, c'est des scénarios à long terme. Parce qu'Intragaz est ici pour quinze (15), vingt (20), trente (30), quarante (40), cinquante (50) ans. Puis si on se compare avec des coûts évités de quinze (15) ans en date de mai deux mille onze (2011), ils sont à peu près le double du coût de service d'Intragaz. Ça fait que, moi, je vous soumets respectueusement, pour une alternative du moins comparable, au moins en termes d'horizon, Intragaz est à peu près moitié du coût de l'alternative.

Ce n'est pas parce qu'il y a des aubaines sur le marché présentement qui sont peut-être moins chères, des alternatives qui sont offertes par un fournisseur à un moment donné qui, le lendemain, n'est plus là pour l'offrir, qu'on peut conclure qu'Intragaz n'est pas compétitif. C'est comparer

des pommes et des oranges. Puis c'est là, une des principales faiblesses de la méthode des coûts évités, c'est qu'on a perdu, on s'est éloigné de l'esprit initial de cette méthode-là.

Q. [71] Monsieur Marois, l'option 4 du fournisseur A de Gaz Métro sur un horizon de quinze (15)...

R. Vous regardez quoi, Monsieur?

Q. [72] L'option 4 du fournisseur A.

R. De quelle date? Avez-vous une pièce?

Q. [73] Octobre deux mille dix (2010). Dans la preuve de Gaz Métro si vous allez à la page 15 de Gaz Métro-1, Document 1.

R. Oui.

Q. [74] Fournisseur A au premier (1er) octobre deux mille dix (2010) sur un horizon de quinze (15) ans, option 4 « short haul » hiver sur le marché secondaire, neuf virgule deux soixante-sept millions (9,267 M\$). Et l'horizon est de quinze (15) ans, donc d'une durée identique à celle que vous proposez pour votre entente avec Gaz Métro. Ça on est d'accord que c'est considérablement moindre que votre coût de service projet sur la même période?

R. Bien, ça ça démontre la volatilité de la méthode des coûts évités. Moi je vais vous amener à Gaz

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 88 -

Méetro-3 daté du vingt-six (26) mai deux mille onze (2011), à la page 7.

Q. [75] Pour démontrer quoi?

R. C'est le même même tableau.

Q. [76] Hum, hum.

R. Mais daté de mai. Puis dans la colonne

« Fournisseur à quinze (15) ans », ils n'ont fait aucune soumission. Ils n'étaient même pas intéressés. Ça fait qu'une option que vous dites qui était là, en octobre moins chère que le coût de service d'Intragaz n'est plus disponible quelques mois plus tard.

Puis si on prend le tableau mis à jour en mai, le scénario le moins cher, si on exclut le six cent mille (600 000 \$) en franchise, c'est le scénario option 5 du fournisseur B qui est vingt-neuf millions trois cent cinquante-six mille dollars (29,356 \$). Puis si on ajoute le six cent mille (600 000 \$) de valeur en franchise on parle de trente millions (30 M\$). La moyenne de ces scénarios-là c'est trente-trois millions et demi (33,5 M\$), donc le double du coût de service d'Intragaz.

Je trouve vous avez mis le doigt sur un des bobos de la méthode des coûts évités, c'est qu'on

compare deux calculs faits de façon sérieuse à l'intérieur d'une période relativement courte qui donnent des résultats complètement différents. Lequel croire? Quel qui est le bon? On va-tu le refaire demain puis avoir des résultats encore différents?

- Q. [77] Est-ce que, vous, chez Intragaz vous avez fait des démarches pour valider les propositions reçus par Gaz Métro par le fournisseur A et le fournisseur B? Par exemple, avez-vous jugé bon d'aller voir peut-être un fournisseur C ou un fournisseur D pour vous rassurer quant à l'exactitude ou la fiabilité des résultats obtenus?
- R. Non. Puis ça c'est une des réalités de la méthode des coûts évités. Si on regarde l'histoire de la méthode des coûts évités, toutes les causes qui ont été présentées devant la Régie ce n'est pas vraiment la preuve d'Intragaz, c'est la preuve de Gaz Métro. Parce que c'est Gaz Métro qui possède l'expertise pour évaluer les alternatives.

Donc, c'est impossible pour Intragaz de pouvoir valider ou invalider. C'est sûr qu'on se questionne. On est capable de faire des analyses de raisonnabilité puis quand on a des chiffres qui passent du simple au double ou du simple au triple,

ou qu'un fournisseur un mois il est là, l'autre mois il n'est pas là, nous ça nous soulève un questionnement sérieux à savoir comment peut-on se fier sur cette méthode-là pour fixer les tarifs d'un actif à long terme qui a besoin de revenus stables, mais on n'est pas l'expertise pour être en mesure de « second guesser » ou de mettre en doute ce que Gaz Métro fait avec toute son expertise.

- Q. [78] Avez-vous fait part de vos inquiétudes à Gaz Métro quant à la fiabilité ou non-fiabilité des prix qui ont été soumissionnés?
- R. Tout à fait. Puis c'est pour ça que moi je suis rentré à l'entreprise en mars deux mille neuf (2009), puis là on a commencé à suivre l'évolution des coûts évités puis ça variait tellement que là à un moment donné je me suis dit : « O.K., qu'est-ce qui se passe. » J'essayais de comprendre la réalité du marché. Puis c'est pour ça que de fil en aiguille on est arrivé à la conclusion qu'à moins qu'il y aurait un changement important au niveau de la philosophie ou qu'on revienne à l'esprit de base de la méthode des coûts évités, on n'a pas le choix que de passer à la méthode du coût de service.

Ce n'est pas fait de gaieté de coeur ça là, c'est vraiment par nécessité. C'est après mûre

réflexion, après avoir regardé l'évolution des alternatives. On a bien beau se faire croire, se faire accroire que la méthode des coûts évités c'est une méthode objective, ce n'est pas une méthode objective, c'est une méthode subjective, parce qu'il faut émettre des hypothèses, il faut déterminer à quels fournisseurs qu'on parle, il faut choisir un moment dans le temps où on établit la méthode des coûts évités, il faut choisir une alternative qui est comparable. C'est plein de subjectivité.

Ça fait qu'en bout de ligne on peut peut-être vivre avec cette subjectivité-là si les différents scénarios se rapprochent un de l'autre. Mais tant qu'il y a des écarts comme on voit là à n'en plus finir, on n'a pas le choix. Nous autres on a conclu qu'il fallait passer à la méthode du coût de service dans ce contexte-là.

Ça fait que, oui effectivement, on a partagé nos préoccupations comme je l'aurais fait, Gaz Métro c'est mon seul client. Ça fait qu'il faut être assuré qu'il fallait que je parle de ça à mon client pour dire : « Écoute, la méthode actuelle ne marche plus, il faut regarder une solution alternative. »

Q. [79] Alors, ce que vous avez dit à Gaz Métro, si je comprends bien votre témoignage, c'est que les résultats qu'on voit là, il y a tellement de variations, de volatilité, de différences, et caetera, que ce n'est pas fiable, dans ce contexte- là on veut aller au coût de service?

R. Bien, ce n'est pas fiable, ce n'est pas vivable, oui. Ce n'est pas viable.

Q. [80] Mais considérez-vous que les résultats que l'on voit ici sont des résultats fiables devant les écarts énormes que vous avez vous-même constatés non seulement entre le fournisseur A puis le fournisseur B, mais aussi selon les périodes considérées? Vous dites que les résultats il y a des très grands écarts non seulement entre les fournisseurs, mais également entre les dates.

R. Bien, si je regarde la présentation que je vous ai faite tantôt. À la page 12, je mentionne les coûts évités varient de façon importante selon le moment, le moment où on va chercher les coûts évités, l'alternative choisie, ça c'est normal, les alternatives ont des coûts différents ou des valeurs différents, le fournisseur à qui on s'adresse et la durée du terme. Puis il y a peut-être d'autres variables aussi dont je n'ai pas tenu

compte, mais juste dépendant de ces quatre variables-là on va aboutir avec des coûts évités très très différents. Je pense qu'à l'intérieur de notre dossier je pense qu'on passe d'un scénario à six virgule trois millions (6,3 M\$), incluant le six cent mille (600 000 \$), à quarante-huit millions (48 M\$) le plus haut. C'est toute une variabilité ça, là.

Q. [81] Mais devant cette réalité-là est-ce qu'on peut dire, est-ce qu'on peut commencer à douter de la fiabilité des résultats?

R. Bien, on peut douter de la validité de la méthode des coûts évités pour établir un tarif pour Intragaz qui est basé sur un actif à long terme. Ça fait que, oui, tout à fait on peut douter des résultats dans cette optique-là.

Q. [82] Maintenant, seriez-vous d'accord si je vous suggérais que l'un des services alternatifs qui existe pour Gaz Métro c'est une combinaison des services d'entreposage de Union Gas avec du « short haul » de Dawn jusqu'à la franchise de Gaz Métro?

R. Oui. Puis je pense c'était un des scénarios utilisé initialement lorsque les premiers tarifs ont été établis.

Q. [83] Seriez-vous d'accord avec moi si je vous

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 94 -

suggérais que les tarifs d'entreposage de Union
Gas, le prix d'entreposage est basé sur la valeur
du marché?

R. Pour les clients hors franchise en Ontario, oui.

Q. [84] Mais Gaz Métro c'est un client hors franchise?

R. Oui.

Q. [85] Oui?

R. Oui, mais je fais juste la nuance que pour les
clients ontariens les tarifs sont réglementés sur
le coût de service.

11 h 05

Q. [86] Voyez-vous une différence entre établir les
tarifs d'entreposage sur la base de la méthode des
coûts évités ou encore de les établir comme ceux de
Union pour Gaz Métro, sur la base de la valeur au
marché? Voyez-vous une différence entre ces deux
approches-là?

R. J'aurais besoin que vous me répétiez la question.

Q. [87] Voyez-vous une différence conceptuelle entre
établir des prix, tarifs d'entreposage sur la base
des coûts évités, d'une part, et le recours à la
valeur du marché, d'autre part, pour les établir,
comme c'est le cas pour les tarifs de Union qui
sont chargés à Gaz Métro?

R. Ouf! Si je comprends bien la question, vous me

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 95 -

demandez si, si nos tarifs étaient basés sur la valeur de Union qui, elle, est basée sur la valeur du marché, du point de vue de Gaz Métro, le prix payé pour Union et pour Intragaz serait similaire nonobstant la différence au niveau du coût de transport. C'est-tu...

Q. [88] En fait, non, ma question est plus large que ça. C'est une question conceptuelle, si vous voulez.

R. O.K.

Q. [89] Voyez-vous une différence entre une méthode basée sur les coûts évités, d'une part, et une méthode basée sur la valeur au marché, d'autre part?

R. Bien, c'est sûr qu'il y a une relation parce que, t'sais, les coûts évités, veux veux pas, découlent d'un contexte de marché, mais je pense, la différence, c'est que les coûts évités sont spécifiquement dans le contexte de Gaz Métro, t'sais. Pour Gaz Métro, la valeur marchande alternative est de tant, puis là la question est : est-ce que cette alternative-là est comparable ou non à Intragaz. Ça fait que, oui, il y a définitivement au niveau conceptuel une ressemblance, dans le sens que les deux ultimement

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 96 -

découlent de la valeur marchande. Mais, dans le cas des coûts évités, c'est comme la valeur appliquée de façon spécifique à des alternatives...

Q. [90] Disponibles à Gaz Métro.

R. ... disponibles à Gaz Métro. Je ne sais pas si je répons à votre question là.

Q. [91] Oui, ça va.

LA PRÉSIDENTE :

Maître Sarault, est-ce que vous en avez encore pour...

Me GUY SARAULT :

Non. Vraiment, j'achève.

LA PRÉSIDENTE :

Parfait.

Me GUY SARAULT :

Merci.

Q. [92] Je reviens à la preuve de monsieur Otis, aux pages 15 et 16. Il fait état d'une problématique associée aux impôts présumés. Est-ce que vous avez lu cette partie-là de sa preuve?

R. Oui, je suis content que vous le souleviez parce que c'est quelque chose que je voulais... je tenais à adresser.

Q. [93] Bon. Bien, allez-y, faites-vous plaisir.

R. O.K. Bien, je pense... je crois comprendre la

problématique soulevée par monsieur Otis, mais je pense que la problématique n'existe pas parce que, nous, ce qu'on propose, c'est le calcul de l'impôt basé sur les bénéficiaires nets réglementaires sans tenir compte des écarts temporaires.

Si on avait proposé de tenir compte des écarts temporaires, là je suis d'accord avec monsieur Otis qu'on peut anticiper un revirement des écarts temporaires parce qu'au début de sa création, Intragaz a fait beaucoup d'investissements, donc a profité de l'amortissement accéléré. Et tôt ou tard, ça va se renverser ça là parce que, quand t'arrêtes de faire des investissements, à un moment donné, ton amortissement fiscal va devenir plus bas que ton amortissement comptable.

Ça fait que, nous, c'est une des raisons pour laquelle on proposait de ne pas calculer l'impôt en tenant compte des écarts temporaires. Ça fait qu'on a reconnu le problème à la source, puis on l'a adressé à la source. Ça fait que le problème n'existe pas.

Q. [94] Enfin, ça va être ma dernière ligne de questions, Madame la Présidente. À compter de la page 29 de votre preuve principale, Intragaz-1,

Document 1, vous faites état des autres modalités du mécanisme de plafonnement des revenus. En particulier, vous proposez le recours à une année de témoin projetée pour l'établissement du coût de service, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. [95] Un recours à un mécanisme de fermeture des livres.

R. Allégé.

Q. [96] Oui, mais quand même.

R. Oui.

Q. [97] Un recours à des comptes d'écart.

R. Oui.

Q. [98] L'établissement d'un partage des excédents de rendement et des manques à gagner? , page 32.

R. Oui.

Q. [99] Est-ce qu'il n'est pas exact, de manière générale, que ce sont là tous des mécanismes associés aux méthodes qui sont traditionnellement utilisées pour fixer les tarifs d'un monopole réglementé?

R. Bien, je dirais... je dirais de façon plus large, ce sont les mécanismes rattachés au mode de fixation de tarifs qu'on propose qui est un mode basé sur le plafonnement des revenus, basé, lui,

sur le coût de service. Ça fait que ça va ensemble.

On ne peut pas juste venir devant la Régie puis dire, O.K., on voudrait fixer les tarifs basés sur le coût de service puis les ajuster annuellement, sans fournir de détail sur la façon que ça va se faire. Ça fait que c'est typique dans ce sens-là, mais ce n'est pas... c'est typique à la méthode.

- Q. [100] Mais, c'est quand même... Vous êtes d'accord avec moi, vous l'avez fait assez longtemps dans votre carrière, que ce sont tous des mécanismes associés à la détermination des tarifs pour un monopole réglementé.
- R. Bien, c'est parce que typiquement quand on parle de tarifs réglementés, c'est pour des monopoles naturels, mais ici on a un bel exemple où est-ce qu'Intragaz n'est pas un monopole naturel, mais ses tarifs sont réglementés. Les principes qui sont bons dans un devraient être aussi bons dans l'autre. Puis, on a juste à le regarder d'une autre manière.

Si je vous arrivais ici avec des principes complètement farfelus qui sont complètement différents de qu'est-ce qui est appliqué normalement en réglementation, vous me diriez

« bien, ça n'a pas de sens, d'où t'as pris ça? ».

Ça fait que je pense, si on va avec la méthode du coût de service et, la méthode du coût de service basée sur un plafonnement de revenus, il faut avoir une cohérence dans qu'est-ce qu'on propose.

Q. [101] Je vais vous donner un exemple, ça va être ma dernière question. À la page 32, lignes 23 à 25, vous dites, et je cite :

En situation de manque à gagner, Intragaz serait à risque à 100 % jusqu'à concurrence de soixante-quinze (75) points de base. En dessous de ce seuil, Intragaz serait en mesure de récupérer le manque à gagner du client.

Donc, dans l'hypothèse, par exemple, s'il y avait un manque à gagner de la moitié de votre expectative de rendement, je comprends que, ça, c'est les clients qui l'assumeraient.

R. Mais, nous, ce qu'on propose, c'est la symétrie. Ça fait que pareillement s'il y avait un trop-perçu, on le rembourserait s'il excède point soixante-quinze (.75). Bien, quand t'as une mesure symétrique, bien, si t'es en deçà de point

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 101 -

soixante-quinze (.75), t'es en mesure de le récupérer.

Q. [102] Mais, la réponse à ma question spécifique, c'est « oui », c'est les clients qui l'absorberaient.

R. S'il y avait un manque à gagner en deçà du virgule soixante-quinze (.75)?

Q. [103] Oui, oui.

R. Oui.

Q. [104] Tout à fait. Qui pourrait aller par exemple, jusqu'à la moitié du rendement espéré.

R. Oui. Mais, t'sais...

Q. [105] Oui.

R. ... en réglementation, Maître Sarault, vous savez mieux que moi que c'est un tout. Quand on parle de quelque chose de juste et raisonnable, il faut regarder l'ensemble.

Nous, ce qu'on propose, surtout pour fins de simplification, mais on propose d'utiliser le taux de rendement de Gaz Métro puis le ratio d'endettement de Gaz Métro.

Q. [106] Oui, j'ai vu ça.

R. Je pense que dans l'ensemble, le risque qu'on propose est raisonnable dans ce contexte-là. Avec la méthode des coûts évités, Intragaz supportait

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 102 -

bien plus de risques parce qu'une année donnée, nos tarifs n'avaient aucune relation avec les coûts. Ça fait que s'il arrivait quoi que ce soit dans une année, on était à risque d'avoir des manques à gagner et tout ça. Mais, il y avait une reconnaissance d'une prime de risque de bâtie dedans.

Ça fait que, oui, si on veut qu'Intragaz conserve un niveau de risques plus élevé que qu'est-ce qu'on retrouve normalement dans la méthode du coût de service, il faut que ce soit reflété dans le tarif à quelque part. Il faut qu'il y ait une reconnaissance de ce risque additionnel, soit dans un taux de rendement plus élevé.

Ça fait qu'il faut que ce soit... pour que ce soit juste et équitable, il faut justement que les tarifs reflètent le niveau de risques que la compagnie assume.

Q. [107] Très bien. Je vous remercie. Ça complète mes questions.

11 h 00

LA PRÉSIDENTE :

Parfait. Merci, Maître Sarault. Nous allons donc passer au contre-interrogatoire de la FCEI, Maître Turmel.

Maître Turmel, vous aviez annoncé vingt-cinq (25) minutes, est-ce que vous allez faire comme votre collègue ou si dans votre esprit vous comptez respecter le temps qui vous aviez alloué.

CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL :

Bonjour, Madame la Présidente. André Turmel pour la FCEI. Vous m'invitez à être efficace. Alors il y a quelques questions qui ont été abordées qui vont faire en sorte de réduire. Je pense que vingt minutes on devrait certainement en avoir assez. Tout dépendant de la collaboration de monsieur le témoin, mais il y a toujours, c'est un homme d'expérience, alors je pense que ça va bien.

R. Je vais collaborer.

Q. [108] Tout à fait parfait. Alors donc bonjour à tous. Monsieur Marois, simplement pour bien comprendre, vous avez fait référence depuis le début ce matin à bon à la société en commandite, aux associés. À la page 21, 20 de 53, Intragaz-1, Document 1, je vous y référerais.

R. Oui.

Q. [109] Tout à l'heure vous avez parlé, bon dans les faits je comprends et confirmez-moi là qu'il y a quatre sociétés en commandite dans l'univers Intragaz, c'est exact?

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 104 -

R. Oui, dont deux sont pratiquement inactives.

Q. [110] Bon, je veux bien comprendre. Dans tous les cas dans les sociétés en commandite on s'entend qu'il y a toujours un commandité et il s'appelle Intragaz inc.?

R. Tout à fait, oui.

Q. [111] Et Intragaz inc., c'est une société par actions, qu'on dit avant compagnie, c'est exact?

R. Oui.

Q. [112] Et les actionnaires de Intragaz inc., simplement nous rappeler qui sont-ils aux fins de la preuve dans le dossier?

M. ÉMILE GUILBERT :

R. C'est Gaz Métropolitain et GF Suez.

Q. [113] À une proportion de, si vous l'avez?

R. Intragaz inc., c'est cinquante pour cent (50 %) chaque.

Q. [114] Donc cinquante pour cent (50 %) Intragaz, Gaz Métro dans Intragaz inc., et cinquante pour cent (50 %) GDF, Gaz de France, c'est ça?

M. ROCK MAROIS :

R. Oui.

Q. [115] Et je comprends que dans les sociétés en commandite les deux qui sont existantes pour les fins de notre débat ici c'est la société en

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 105 -

commandite, c'est laquelle, c'est?

R. Intragaz, société en commandite.

Q. [116] Tout à fait. Qui elle a des commanditaires
qui sont à la fois GDS et Gaz Métro, c'est exact?

R. Oui.

Q. [117] À hauteur également de cinquante pour cent
(50 %) chacun ou?

R. Soixante (60), quarante (40), soixante (60) Gaz
Métro, quarante (40)...

Q. [118] O.K. Et c'est le cas dans les deux, dans les
sociétés en commandite en général, partout?

R. Les pourcentages peuvent varier, mais c'est les
deux actionnaires, deux associés, excusez.

Q. [119] D'accord. Merci. Deuxièmement, donc une fois
qu'on a clarifié qui sont les protagonistes, je
vous inviterais à prendre la preuve de la FCEI à la
page 3. Vous en avez parlé un peu ce matin, vous
avez parlé de la page 7. Donc à la page 3 de la
preuve de la FCEI, je vais vous laisser vous y
rendre. Je vais vous lire un passage.

R. Page 3.

Q. [120] Oui. Donc le troisième paragraphe, page 3 et
je cite :

Le résultat de cette demande

ici on parle de la demande d'Intragaz

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 106 -

est que les clients de Gaz Métro économiseraient environ 2,5 M\$ par année pour les années 2011 et 2012 comparativement aux tarifs combinés de Pointe-du-Lac (au coût évité) et Saint-Flavien (au tarif en vigueur jusqu'en avril 2013), mais se verraient vraisemblablement facturés environ 10 M\$ de plus par année pour les années 2013 à 2025 que le coût de l'alternative la moins chère pour Gaz Métro.

Alors fin de citation. Je voudrais simplement avoir votre commentaire là-dessus parce que vous comprenez que les consommateurs que je représente bien sûr voient que vous proposez une réduction tarifaire pour les deux prochaines années. C'est ce que vous avez témoigné ce matin, mais nous mesurons que par la suite il y a un impact ou une perte d'environ dix millions (10 M) par année. Alors j'aimerais avoir votre commentaire là-dessus?

R. Bien premièrement je ne sais pas d'où vient le deux virgule cinq millions (2,5 M) par année de réduction parce que nos calculs indiquent que c'est environ cinq millions (5 M) par année, on parle

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 107 -

tout près dix millions (10 M). Ça fait que ça c'est le premier commentaire.

Q. [121] O.K.

R. Le deuxième commentaire, c'est que le dix millions (10 M) n'est déjà plus bon, parce que le dix millions (10 M) était calculé au moment où le coût évité le plus bas était six virgule trois millions (6,3 M). Donc nous autres notre coût de service est d'environ dix-sept millions (17 M), ça fait qu'on parlait d'un écart d'environ dix millions (10 M).

Aujourd'hui le coût évité le plus bas est d'environ dix millions (10 M), ça fait que là tout à coup le dix millions (10 M) en dedans de quelques mois a fondu à six millions (6 M) à peu près, six, sept millions (6-7 M). Ça fait que ça c'est le premier commentaire.

Deuxième commentaire, c'est ça revient à la problématique même qu'on a avec la méthode des coûts évités. C'est oui je peux probablement trouver un scénario en quelque part qui donnerait des résultats plus bas que le coût de service d'Intragaz, mais est-ce que c'est un scénario qui est pertinent. S'il n'est pas pertinent, bien cette réflexion-là ne s'applique pas.

Moi ce que j'ai dit tantôt c'est une

réflexion peu importe l'alternative choisie, une réflexion qui serait au moins un peu plus comparable ça serait au moins de se comparer des alternatives à plus long terme, puis en date de mai, les projections les plus récentes, toutes les alternatives à long terme sont environ le double du coût de service d'Intragaz.

Ça fait que je vous soumettrai que dans une perspective à court terme avec un scénario qu'on ne sait pas s'il est comparable ou non, oui il pourrait potentiellement avoir des économies. Mais dans une perspective à long terme l'information sur les coûts évités indique qu'il a des économies importantes à obtenir en allant avec Intragaz.

C'est une question de choisir les chiffres avec lesquels on se compare puis les résultats vont être en conséquence.

Q. [122] Pour le moment. Mais je comprends que vous...

R. Pour le moment, c'est important ça, c'est un de mes critères.

Q. [123] Mais je comprends que vous ne reprochez pas, évidemment la FCEI a déposé sa preuve à l'époque où le dossier a été déposé. On s'entend.

R. Ça fait juste démontrer jusqu'à quel point ça évolue rapidement parce que la preuve elle, elle

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 109 -

est datée du vingt (20) mai puis on se ramasse avec des coûts évités de pas mal différents de qu'est-ce qui est dans la preuve.

Q. [124] Oui, maintenant parlons de viabilité économique puisque vous en avez parlé ce matin.

R. Oui.

Q. [125] Je comprends que, le message ce matin que vous, que vous faites à la Régie c'est que la méthode du coût évité mettrait en péril l'intégrité financière d'Intragaz. Je veux simplement bien comprendre, est-ce que vous dites à la Régie que si la Régie approuve la méthode du coût évité, vous allez fermer vos installations, vous comme gestionnaire?

R. Ce que j'ai dit, premièrement la présentation que j'ai faite ce matin répondait spécifiquement à la preuve de la FCEI qui disait qu'Intragaz, puis la preuve était plus large, votre preuve disait que l'activité de stockage au Québec peut être viable, viable, c'est-à-dire à long terme, avec des revenus de quatre virgule neuf millions (4,9 M).

Ça fait que j'ai tenté de démontrer que dans la vraie vie ce ne serait pas le cas.

Puisqu'on a dit tout le long dans notre preuve, dans les réponses du DDR c'est que les scénarios

les plus bas entraîneraient la cessation des activités d'Intragaz. Ça fait qu'il y a une nuance puis c'est ça, c'est une des difficultés même de la méthode des coûts évités.

C'est quel scénario qu'on a choisi, mais il y a une tendance naturelle dans l'humain de choisir le scénario le plus bas puis si on choisit le scénario le plus bas bien Intragaz ne peut pas fonctionner à perte à long terme.

Q. [126] Quel est le seuil minimal de revenus qui vous permettrait d'opérer? Parce que si on met de côté le scénario le plus bas, si...

R. Pour assurer la viabilité, donc la survie à long terme d'Intragaz, il faut que les tarifs reflètent les coûts d'opération, les coûts de service qui incluent un rendement raisonnable. Parce que si tu as un tarif qui est plus bas que le coût de service, la fermeture va peut-être être à plus long terme, mais tôt ou tard les actionnaires ou les associés vont être de plus en plus réticents à investir de l'argent dans l'entreprise s'ils ne peuvent pas obtenir un rendement raisonnable à ce qu'ils peuvent avoir ailleurs.

Je veux dire quand on parlait du concept de « stand alone » tantôt, moi puis Maître Sarault,

une des préoccupations à travers les années dans l'industrie de la réglementation, ça a été des, des entreprises réglementées qui avaient des revenus insuffisants pour pouvoir poursuivre leur investissement.

Puis là on se ramassait avec des réseaux délabrés ou en mauvaise condition, parce qu'à un moment donné les compagnies n'étaient plus capables d'attirer les capitaux. Ça fait que c'est une question de temps, si tu ne récupères pas tes coûts avec un rendement raisonnable, c'est aussi dommageable que récupérer un tarif à moitié, qui récupère la moitié de tes coûts, c'est juste une question de temps.

L'un va bien plus vite que l'autre, mais l'autre à long terme tu vas détériorer ton entreprise au point qu'elle ne sera plus viable.

Q. [127] Dans l'état actuel des opérations, vous connaissez bien maintenant la société, vous êtes là depuis deux ans et là on en a parlé généralement, mais de manière un peu plus précise là, avez-vous une idée du seuil minimal de revenus qui vous permettrait d'opérer? Là je parle pour opérer.

R. Dans une perspective à long terme, c'est les tarifs qu'on a. Parce que ça c'est une autre nuance qui

semble échapper à votre preuve, c'est si on parle de court terme, c'est une chose. Oui une entreprise peut fonctionner en autant que ses revenus soient plus élevés que ses coûts variables, peut avoir un incitatif à fonctionner à court terme.

Mais la théorie économique qu'est-ce qu'elle dit elle, c'est que si ce n'est pas le cas, si ta perspective à long terme est que tes coûts vont être en deçà, tes revenus vont être en deçà de tes coûts. La théorie dit tu fermes. Parce qu'à un moment donné à long terme tous tes coûts sont variables.

Ça fait que si vous me demandez c'est quoi les revenus pour assurer la viabilité de l'entreprise puis pour moi viabilité signifie long terme, c'est un tarif qui récupère tes coûts incluant un rendement raisonnable.

Q. [128] Long terme pour vous c'est combien, est-ce qu'on parle de deux ans, cinq ans?

R. Cinq ans, dans l'industrie de l'énergie, s'il y a une des choses que j'ai apprises dans mes vingt-cinq (25) ans de carrière, c'est une industrie qui est basée sur le long terme. Ça fait qu'on parle des cinquante (50), soixante (60), c'est tous des actifs que tu investis qui vont rapporter à long

terme, que tu entretiens pour le long terme. Ça fait qu'on parle, même quinze ans ici qu'on a tendance à traiter de long terme, je pense que c'est relatif. Quinze ans c'est plus long qu'un cinq ans, mais pour moi dans l'industrie de l'énergie du long terme, c'est des vingt-cinq (25), trente (30), quarante (40), cinquante (50) ans, c'est pour ça que tu construis ces ressources-là, c'est des réseaux de distribution c'est fait pour des périodes très, très longues. Pour moi la viabilité c'est long terme.

Q. [129] Mais on s'entend que les derniers contrats qui ont été présentés devant la Régie c'était tous des contrats de cinq ans et puis en même temps à l'époque où vous développiez le site d'entreposage, on s'entend que maintenant le site il est développé, il est « up and running » comme on dit. C'est exact?

R. Oui.

Q. [130] Qu'est-ce qui fait que passer, faire un saut quantique de cinq à quinze ans, quelle est la nature, est-ce que vous prévoyez des investissements importants tels que vous devriez redévelopper? Est-ce qu'il y a une phase de développement prévue qui nécessiterait un long

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 114 -

regard sur une longue période.

11 h 19

R. Non, ce n'est pas ça du tout, c'est que premièrement je n'étais pas là lorsque les contrats de cinq ans ont fait surface, mais ce qu'il faut comprendre pour Intragaz, c'est que des contrats de cinq ans pour Pointe-du-Lac avait un effet, mais ce n'était pas le même effet qu'avec St-Flavien.

St-Flavien c'est le site qui génère trois quarts des revenus d'Intragaz. Ça fait que jusqu'à présent même si on se ramassait avec des contrats plus courts pour Pointe-du-Lac puis avec des revenus plus bas, ça ne nous affectait pas trop, parce que la majorité de nos prêts sont garantis par le contrat de St-Flavien. Il ne faut pas s'en cacher, c'est le contrat qui garantit.

Là c'est pour ça qu'on est deux ans d'avance, là on se dit o.k., on voit le train venir, on voit que le contrat de St-Flavien arrive à échéance, si on se ramasse avec soit des revenus trop bas ou des contrats à court terme, là on va être constamment en train de se refinancer avec tout ce que ça implique.

Ça fait que la situation est très différente. Comme je vous ai dit, on a pu vivre

avec des contrats plus courts avec Pointe-du-Lac, ça ne sera plus la même chose lorsqu'on va parler des deux sites combinés. Ça fait qu'on essaie de façon proactive de corriger la situation aujourd'hui pour quelque chose qui va se produire dans deux ans.

- Q. [131] Si la Régie décide dans sa décision à venir que bon que le tarif est à treize millions (13 M) \$. Concrètement quel est l'impact? Qu'est-ce que vous faites?
- R. Je ne peux pas vous répondre, c'est une question hypothétique. Ce que, je vous rappellerai que notre demande, elle a une demande subsidiaire puis si effectivement la décision de la Régie fait en sorte que nous on juge qu'on n'est pas en mesure d'assurer notre pérennité, notre stabilité financière, tout ça. Ça va être notre demande subsidiaire qui s'applique qui est de fixer un tarif pour Pointe-du-Lac pour deux ans, puis nous amener jusqu'à la fin du contrat de St-Flavien, puis on décidera entre temps la marche à suivre.
- Q. [132] Mais ça pourrait vouloir dire si la Régie allait dans ce sens-là, juste pour bien comprendre, revenir à la Régie pour proposer peut-être une nouvelle, une troisième méthode là peut-être brève,

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 116 -

j'essaie de voir?

R. Bien ça va exiger un temps de réflexion, une réflexion, mais des, des, tu sais le nombre de méthodes, on est quand même limité. Nous autres avant de se présenter à la Régie on a fait beaucoup de réflexion puis on a tenté d'amener quelque chose qui atteignait plusieurs objectifs.

Comme je disais tantôt un naturellement c'est la stabilité financière de l'entreprise, mais l'autre c'est d'avoir une approche tarifaire qui respecte le côté unique d'Intragaz, petite entreprise, un seul client, tout ça. Ça fait que je pense que qu'est-ce qu'on a amené de notre point de vue est quand même assez optimal à ce niveau-là.

Il n'y a pas cinquante-six mille (56 000) alternatives, c'est ça que j'essaie de dire.

Q. [133] Êtes-vous capable de déterminer le niveau de revenus à partir duquel vos activités génèrent un « cashflow » positif?

R. Au niveau « cashflow » sûrement.

Q. [134] Est-ce que je pourrais vous demander, simplement pour qu'on ait un regard là, de prendre un engagement disons pour les cinq prochaines années, donc un tableau qui nous permettrait de comprendre où est le point d'inflexion, parce que

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 117 -

c'est un peu ça que l'on cherche là qui peut peut-être aider la Régie?

R. Bien il faut faire attention là, « cashflow » puis rentabilité c'est deux choses.

Q. [135] Voilà on pourra distinguer.

R. « Cashflow » c'est l'argent qui rentre pour t'aider à payer les « bills », mais à un moment donné il y a des dépenses qui ne sont pas des dépenses de « cashflow » à court terme, mais qui ont besoin d'être couvertes.

Q. [136] Je comprends.

R. Ça fait qu'on n'a pas de problème, je vais juste une grosse mise en garde, il y a une interprétation à donner à « cashflow », ce n'est pas...

Q. [137] On pourrait peut-être, mais je ne veux pas vous interrompre Monsieur Marois. Dans le demande d'engagement, c'est donc je le répète c'est donner le niveau de revenus à partir duquel, premier tableau vos activités génèrent un « cashflow » positif et deuxième tableau, vos revenus qui vous permettent d'opérer et là-dedans vous allez mettre tout ce que vous venez de me mentionner.

Me LOUISE TREMBLAY :

Monsieur Marois, est-ce que vous êtes confortable avec ces engagements-là?

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 118 -

R. Oui. Il va peut-être falloir émettre des hypothèses, mais ça va être lorsqu'on va s'y pencher qu'on va...

Me LOUISE TREMBLAY :

Ou des réserves.

R. Oui, des réserves.

Me LOUISE TREMBLAY :

Merci.

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [138] Je vous remercie. Alors ça serait engagement FCEI-1, pardon, Intragaz-1, o.k. Attendez-moi un instant, je pense que j'ai terminé.

E-1 : Donner le niveau de revenus d'exploitation à partir duquel, premier tableau les activités d'Intragaz génèrent un « cashflow » positif et deuxième tableau là où les revenus permettent d'opérer.

LA PRÉSIDENTE :

Peut-être juste entre temps est-ce que vous avez une idée du délai pour répondre à cet engagement?

R. De prime abord, j'espère demain.

LA PRÉSIDENTE :

Donc demain matin, excellent.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 119 -

R. On va le savoir plus en se mettant à la tâche.

LA PRÉSIDENTE :

S'il y a un changement, peut-être Maître Tremblay nous le signaler. Donc on s'attend à obtenir la réponse demain matin.

Me LOUISE TREMBLAY :

On va tenter de répondre à vos attentes.

LA PRÉSIDENTE :

Merci.

Me ANDRÉ TURMEL :

Alors sur cette collaboration, nous avons terminé, Madame la Présidente.

LA PRÉSIDENTE :

Merci beaucoup, Maître Turmel. Nous allons passer au contre-interrogatoire de S.É./AQLPA avec Maître Neuman.

11 h 25

CONTRE-INTERROGÉS PAR Me DOMINIQUE NEUMAN :

Q. [139] Bonjour, Madame la Présidente, Messieurs les Régisseurs. Bonjours, Messieurs. Dominique Neuman pour Stratégies énergétiques et l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique. Alors, Messieurs, je comprends qu'Intragaz demande à la Régie d'approuver certains principes tarifaires notamment liés à une méthode

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 120 -

tarifaire basée sur le coût de service et le rendement sur l'avoir propre, avec plafonnement de revenus et avec des comptes reportés.

Est-ce que, une fois que la Régie aura rendu sa décision approuvant évidemment ces principes, est-ce qu'Intragaz prévoit soumettre à l'approbation de la Régie un texte de tarifs comme tel?

M. ROCK MAROIS :

R. Sûrement. Comme vous avez pu le remarquer, on est un peu dans une situation de poule et de l'oeuf. Dès qu'on aura une décision de la Régie, étant donné les changements importants, on parle d'ouvrir le contrat de St-Flavien, tout ça d'avance. Là il va falloir s'asseoir avec Gaz Métro puis conclure le contrat en fonction du nouveau contexte et de consigner tout ça dans un texte de tarifs.

Q. [140] Qui sera soumis...

R. À la Régie, oui.

Q. [141] ... à l'approbation de la Régie.

R. Oui.

Q. [142] Donc, ce tarif, ce texte tarifaire exprimera le montant pour l'année numéro un. Et je comprends qu'annuellement vous ne prévoyez pas revenir devant la Régie pour faire approuver la modification au

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 121 -

prix ou montant du tarif qui découlerait de
l'application de la méthode, mais sauf une fois
tous les cinq ans.

- R. Non, non, au contraire. Nous, ce qu'on envisageait, c'est de revenir une fois par année à la Régie, mais ce qu'on souhaitait, c'est une approche allégée. Ça fait que possiblement une étude sur dossier, par exemple, ou le... Dans le fond, s'il n'y a pas d'exception et si la méthode approuvée, c'est ce qu'on propose, ce serait essentiellement l'application d'une formule. Ça fait qu'on soumettrait les dépenses, par exemple, qui seraient les dépenses de l'année précédente qui sont indexées, les ajouts à la base de tarification selon le un million (1 M\$) préétabli. Ça fait que la Régie pourrait se satisfaire qu'on a effectivement bien appliqué la formule. Puis, c'est à souhaiter qu'on pourrait faire ça sans audience publique, mais effectivement, il y aurait un processus annuel d'établissement des tarifs.
- Q. [143] Donc, qui serait... par lesquels les tarifs ne seraient pas seulement montrés, ils ne seraient pas seulement déposés, ils seraient approuvés puisqu'il n'y a pas seulement l'application de la... il y a un certain nombre d'éléments

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 122 -

discrétionnaires là, c'est-à-dire il y a les comptes reportés, il y a différentes choses. Ce n'est pas simplement une équation là.

R. Oui. Bien, il peut y avoir des années où ça pourrait se limiter essentiellement à l'équation là, s'il n'y a pas d'élément qui sort de l'ordinaire. Mais, l'intention, c'était de faire approuver par la Régie les tarifs annuellement dans le cadre d'un horizon de quinze (15) ans. Et ceci étant dit, AECO cinq ans, là on ferait une revue plus en profondeur des paramètres pour s'assurer que la formule est toujours pertinente. Il faut-tu mettre à jour certaines choses. Ça fait qu'on essaie d'atteindre un équilibre entre l'allégement, mais en même temps un processus rigoureux.

Q. [144] D'accord. J'ai remarqué dans la preuve qu'il y a trois éléments qui feraient l'objet d'un retour à la Régie qui est spécifiquement mentionné. Peut-être que j'en oublie, vous me direz si j'en oublie. D'une part, si Intragaz veut adopter un nouvel exogènes - et ça, c'était en réponse à notre demande de renseignements, donc c'est Intragaz-5, Document 13, réponse à SÉ/AQLPA, IG1.13b).

R. Oui.

Q. [145] Oui. D'accord. Mais, je... Oui. O.K. Je

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 123 -

pensais l'énumérer.

R. O.K. Je ne sais pas si vous voulez continuer ou...

Q. [146] Je pensais l'énumérer, O.K., mais si vous avez un commentaire. Oui, oui.

R. Non, bien, je vais vous laisser aller.

Q. [147] Oui. D'accord. Également, si Intragaz prévoit un investissement... des investissements annuels supérieurs à un million de dollars (1 M\$) par an, elle demanderait la permission à Gaz Métro et à la Régie. Ça, c'est à la pièce principale, B-003, Intragaz-1, Document 1, page 21, aux trois-quarts de la page. Et c'est mentionné également à la page 33 à l'item K. Et le troisième élément, si un nouveau prêt est conclu qui modifie la structure de capital, Intragaz reviendrait devant la Régie, c'est Intragaz-1, Document 1, page 27, à la fin de cette page. Mais, vous dites que, de toute façon, vous, vous soumettriez, par un processus que vous souhaitez sans audience, annuellement, votre nouveau tarif pour l'approbation de la Régie. Donc, tous ces éléments-là et d'autres seraient nécessairement inclus.

R. Je pense, peut-être juste commenter comme le troisième point que vous avez mentionné, la structure de capital. C'est en fait un exogène. On

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 124 -

a identifié, nous, dans notre preuve... Si je vous ramène à notre preuve qui est Intragaz-1, Document 1, à la page 33, section H « Facteurs exogènes », on propose trois facteurs exogènes. Le premier, comme vous avez mentionné, c'est le coût du capital en pourcentage ou le taux de rendement sur la base de tarification qui découle en partie de la structure du capital, mais qui peut découler aussi à un changement du coût de la dette ou un changement du taux de rendement de Gaz Métro qui sert de référence.

Le deuxième facteur exogène, c'est un changement dans le taux d'imposition. Et le troisième facteur exogène, ce serait un changement important au niveau des normes et standards de l'industrie. Nous...

- Q. [148] Oui. C'était à ce troisième que j'avais en tête quand je vous avais posé... quand j'avais parlé de ça tout à l'heure, mais je comprends que c'est... il y a trois exogènes.
- R. C'est juste parce que tantôt vous m'avez mentionné, on reviendrait devant la Régie. Mais, la façon que, nous, on prévoyait traiter les exogènes, c'est lorsqu'on soumettrait une demande tarifaire une année donnée, s'il y a des facteurs exogènes à

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 125 -

tenir compte, ils seraient reflétés dans notre demande. En d'autres mots, s'il y avait un changement au niveau du taux d'imposition, bien, la demande qu'on soumettrait à l'année X refléterait déjà ce nouveau taux d'imposition, puis on justifierait pourquoi qu'on a changé de taux d'imposition. Pareillement, s'il y avait un changement au niveau du coût du capital en pourcentage, on l'expliquerait, on le justifierait dans le cadre de la demande tarifaire.

Où il semble peut-être y avoir un peu de malentendu - et c'est peut-être parce qu'on ne l'a pas exprimé assez clairement - c'est les demandes d'investissement qui feraient l'objet tout d'abord d'une entente avec Gaz Métro et, par la suite, d'une demande auprès de la Régie. Et vous faisiez référence à la page...

Q. [149] J'avais deux pages, la page 21...

R. 21.

Q. [150] ... aux trois quarts de la page et la page 33 à l'item K.

R. Le fameux million (1 M\$) par année qu'on propose, si on se fie au nombre de DDR, a soulevé un peu de... beaucoup d'interrogations. Le million (1 M\$) par année a été proposé pour des investissements

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 126 -

qu'on considère peut-être des investissements normaux dans le cours des choses, si on a des choses à remplacer, à réparer, et dans notre industrie des fois, des réparations sont capitalisées, par exemple, des travaux sur des puits. Le but du million (1 M\$) par année était pour ce genre de situation-là.

Il y a d'autres types d'investissement qu'on peut être obligés de faire à travers les années. Un des types d'investissement serait un investissement relié à développer la capacité de nos sites.

Dans ce cas-là, c'est ça qu'on faisait référence dans notre preuve où on indiquait, avant même d'arriver devant la Régie avec une proposition de développer la capacité des sites, on aurait tout d'abord... on se serait tout d'abord entendu avec Gaz Métro, il y aurait eu une entente à ce niveau-là. Et là on se présenterait devant la Régie.

L'engagement qu'on a fait, c'est qu'on ne développerait pas de capacité additionnelle sans obtenir au préalable ou sans obtenir une décision au préalable de la Régie.

Le troisième scénario qui peut se produire - puis c'est là que ça devient un petit peu

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 127 -

difficile à suivre peut-être là - c'est des investissements exceptionnels qui pourraient se produire. Puis, les gens avec les DDR ont tenté autant que possible de nous faire définir c'est quoi, mais on n'était pas capable de le définir parce que ça n'existe pas. Il y a une expression qui dit « on va le savoir lorsqu'on va le voir », bien, c'est exactement ça.

À un moment donné, s'il se produit une situation où est-ce qu'on a un investissement puis on dit « non, ça, ça ne marche pas à l'intérieur de la formule là, il faut aller devant la Régie pour demander l'autorisation », c'est que ce soit tellement gros, tellement exceptionnel que... Mais, je peux vous assurer qu'il faut que ce soit assez gros et assez exceptionnel pour qu'on se présente avec ça là.

Notre intention, nous, ce n'est pas que dès qu'on dépasse le million (1 M\$), de venir frapper à la porte de la Régie. Le meilleur exemple, c'est qu'on demande l'autorisation du million (1 M\$) par année sur... pour au moins les premiers cinq ans. La première année, on est à proche deux millions (2 M\$) dans nos investissements. Ça fait qu'on est déjà presque le double de qu'est-ce qu'on demande

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 128 -

en moyenne, puis on est prêt à vivre avec ça parce que c'est un décalage puis c'est le prix à payer pour une approche allégée, mais...

Ça fait que les deux cas qu'on risque de se présenter spécifiquement devant la Régie pour des demandes d'autorisation préalable, un, c'est l'expansion, le développement. Deux, c'est s'il y a quelque chose de vraiment exceptionnel qu'on dit « non, ça ne marche pas, il faut venir le présenter à la Régie, il faut justifier pourquoi ça ne marche pas, puis il faut ajuster la formule ou les tarifs en conséquence ». Je ne sais pas si ça aide un peu à faire les nuances là, mais effectivement c'est un petit peu peut-être flou.

11 h 36

Q. [151] En tout cas, effectivement ça aide à faire les nuances et je suis content que vous mentionniez justement la proposition d'Intragaz ou sa planification selon laquelle à l'année numéro 1 il y aurait deux millions (2 M\$) d'investis et on réduirait de façon correspondante, enfin ou vous prévoyez réduire de façon correspondante les années ultérieures pour arriver à la moyenne d'un million (1 M\$). Est-ce que c'est comme ça qu'on doit le comprendre?

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 129 -

R. Bien, non. Nous ce qu'on a fait, dans le fond on a fait un processus de réflexion en deux temps. On a regardé en arrière, on a dit O.K. les derniers cinq ans, parce que la raison pourquoi qu'on a utilisé le dernier cinq ans c'est jusqu'en deux mille cinq (2005) on était en fort développement puis il y avait des gros investissements qui se faisaient.

Mais depuis qu'on a atteint une certaine maturité, on s'est dit comment on investit en moyenne pour maintenir le réseau. Puis ça a donné que c'était environ un million de dollars (1 M\$) en moyenne.

Puis on a fait un exercice parallèle où moi j'ai demandé à mes gens en technique puis j'ai dit si vous vous projetez dans l'avenir puis vous pensez ça serait quoi les investissements qu'on aurait à faire pour encore une fois maintenir le réseau ou les sites en bon état d'opération. Puis ça a donné par hasard environ un million (1 M\$). Ça fait que ça nous a satisfaits, nous, que basés sur les derniers cinq ans et basés sur ce qu'on envisageait, qu'un million (1 M\$) par année c'est raisonnable. Et on va l'avoir la chance à la cinquième année, lorsqu'on va faire la mise à niveau, de questionner tout ça puis dire est-ce que

le million est suffisant, est-ce que c'est trop.

Mais ça paraît raisonnable. Ça ne sera pas ça. Je veux dire je peux vous garantir tout de suite que ça ne sera pas exactement un million (1 M\$) par année en moyenne, mais ça devrait être, c'est raisonnable pour l'instant.

Q. [152] Je vais passer, je vais revenir sur la question des investissements. Mais avant j'aimerais aborder avec vous la question de l'entretien que nous avons traitée avec vous à notre question et la réponse que vous avez donnée à notre question de demande de renseignements écrite. C'est Intragaz-5, Document 13, la réponse à S.É./AQLPA-IG-1.13A où nous demandions d'élaborer sur le fait que vous annonciez qu'il y aurait des investissements importants qui sont prévus en entretien. Et nous vous demandions de commenter le risque. Vous indiquez que votre risque c'était surtout qu'en fait il n'y avait pas de risque que vous en fassiez trop puisque vous n'aviez pas d'incitatif à en faire trop, plus d'entretien que ce qu'il serait raisonnable de faire.

Notre préoccupation à la fois par rapport aux dépenses d'entretien et aux investissements n'est pas tellement que vous en fassiez trop, mais

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 131 -

que peut-être, compte tenu notamment de l'intérêt de l'actionnaire principal de votre commanditaire, Gaz Métro qui est en même temps votre seul client, que vous puissiez peut-être être incité à moins en faire parce que si vous en faites plus ça se reflétera dans les tarifs que Gaz Métro aura effectivement à payer.

Donc, ce qu'on essaie de voir c'est étant donné que vous proposez un mode de réglementation allégé où il n'y aurait pas d'audiences comme telles pendant quatre ans avant le prochain retour en audience formelle, quels sont les mécanismes dont la Régie dispose, dont la Régie, qui sont offerts aux différentes parties intéressées qui se présentent devant elle, quels sont les mécanismes que nous avons pour nous assurer qu'Intragaz en fera suffisamment? C'est-à-dire qu'elle n'aura pas tendance à sous-dépenser en dépenses d'entretien ou à sous-investir compte tenu de l'intérêt objectivement divergent de l'actionnaire Gaz Métro qui cherche à avoir logiquement un tarif le plus bas?

R. Peut-être juste premièrement, lorsque j'ai mentionné que notre souhait ça ne serait pas d'avoir d'audiences publiques ça ne veut pas dire

qu'il n'y aura pas de revue du dossier. Je pense ma compréhension d'une revue sur dossier les parties intéressées peuvent avoir l'opportunité de faire des commentaires, tout ça. La seule chose c'est que c'est par écrit plutôt. Ça fait que donc, nous ce qu'on propose implique une transparence annuelle à ce niveau-là.

Deuxièmement, s'il y avait eu une préoccupation à avoir, comment je pourrais dire, ce n'est pas à cause qu'on change de méthode aujourd'hui que tout à coup on devrait être préoccupé si Intragaz ou non va faire qu'est-ce qu'elle doit faire en termes d'entretien. Ça revient à la culture. Nous ça fait vingt (20) ans qu'on fonctionne avec une approche allégée qui d'une manière est moins transparente que qu'est-ce qu'on propose parce qu'on ne venait pas à la Régie régulièrement puis je peux vous assurer, puis preuve à l'appui, qu'on a eu quand même des expertises à travers les années de personnes indépendantes pour différentes raisons, qu'Intragaz est parmi les meilleures. Je veux dire c'est peut-être un petit fleuron québécois, mais c'est quand même un fleuron. Je peux vous garantir que nos installations sont d'une qualité impeccable

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 133 -

comparées à bien d'autres.

Ça fait que ce n'est pas à cause que tout à coup on s'en va avec la méthode du coût de service allégé qu'on devrait être préoccupé que les bonnes habitudes d'Intragaz développées depuis le début vont changer.

C'est au contraire. Nous autres, la raison pour laquelle on demande un compte d'écart, j'espère que ça a ressorti dans le dossier, c'est que nous l'entretien de nos équipements on ne peut pas, comment dire, c'est un peu cyclique d'une année à l'autre. Ce n'est pas un montant stable d'une année à l'autre en partie à cause de la nature de la business.

Je vais vous donner un exemple. Les compresseurs, la façon de les entretenir c'est tu fais des mises au point à des intervalles par exemple de nombre d'heures d'opération. Dans une année donnée, peut-être que tu ne feras aucun entretien sur un compresseur, puis l'année d'après tu vas en faire. Ça fait que ça ça affecte ton niveau de dépenses d'entretien et réparations d'une année à l'autre.

L'autre facteur aussi c'est quand on parle réparation, souvent une réparation c'est imprévu.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 134 -

Tu es obligé de corriger quelque chose, tu as quelque chose qui brise. Ça fait que nous en proposant un compte d'écart c'est justement on veut s'assurer d'avoir les moyens de faire ce qui doit être fait. Ça fait que si à un moment donné s'il y a quelque chose, un entretien qui devrait être fait une année donnée ou une réparation qui se produit, avec un compte d'écart ça ne viendra pas limiter les ressources qu'on a à notre disposition pour faire ce qui doit être fait.

Le meilleur exemple, peut-être un exemple concret. Si on avait un budget de deux cent mille dollars (200 000 \$) une année, puis le deux cent mille dollars (200 000 \$) il était complètement consacré à l'entretien préventif, mais que cette année-là on avait un bris de cent mille dollars (100 000 \$). Sans compte d'écart on se ramasserait avec un budget amputé de cent mille dollars (100 000 \$). Ça fait que si on veut respecter notre budget on serait obligé de vivre avec cent mille dollars (100 000 \$) pour faire l'entretien dont on avait prévu le coup était deux cent mille (200 000 \$).

Avec un compte d'écart ce qui se produirait cette année-là c'est que le cent mille dollars

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 135 -

(100 000 \$) que ça nous coûterait en plus pour les réparations, on le mettrait dans le compte d'écart puis on maintiendrait notre budget de deux cent mille dollars (200 000 \$) pour faire l'entretien qu'on a à faire.

L'autre chose c'est qu'avec un compte d'écart on a aucun incitatif, nous, de couper dans les dépenses d'entretien pour améliorer le « bottom line ». Ça fait qu'on a un incitatif pour faire ce qui était prévu au plan d'entretien.

Puis je peux vous dire que ces choses-là ne sont pas faites au hasard. On a un manuel d'entretien très détaillé qui couvre chaque pièce d'équipement, la fréquence d'entretien, tout ça. Ça fait que nous on respecte notre programme d'entretien selon les échéanciers prévus, selon l'usage prévu. Ça ne changera pas ça là. Puis comme je vous dis le compte d'écart est exactement proposé pour ça pour qu'on ait les ressources pour faire ce qui doit être fait.

On mentionne même je pense c'est dans votre réponse, c'est ça justement la réponse à laquelle vous faisiez allusion, la 1.13, on débute en disant :

L'entretien et les réparations sont

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 136 -

des activités qui doivent se faire.

C'est notre philosophie, nous. S'il y a un entretien qui doit être fait on va le faire, puis s'il y a une réparation qui doit être faite il faut la faire aussi.

11 h 42

Q. [153] Oui, nous sommes d'accord avec le compte d'écart que vous mentionnez, d'ailleurs nous l'avons indiqué dans notre preuve, mais n'y a-t-il pas, vous dites qu'il n'y a aucun incitatif à couper. Mais compte tenu de la présence de l'actionnaire de votre commanditaire qui est en même temps votre unique client, n'avez-vous pas un incitatif à réduire la planification de l'entretien? Je ne parle pas de réparer quand c'est brisé, je parle de planifier de faire de l'entretien préventif.

R. J'ai de la misère à faire le lien quand vous dites de l'actionnaire après ça le client, puis je pense que c'est dans l'intérêt de tout le monde. Si on parle client d'abord, c'est dans l'intérêt de tout le monde qu'on ait des coûts les plus bas possibles, mais les coûts les plus bas possibles il faut que tu les regardes dans une perspective à long terme.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 137 -

Puis dans notre business si on néglige l'entretien, on n'aura pas les coûts les plus bas possibles. C'est une des raisons pourquoi Intragaz est performante aujourd'hui c'est qu'on a fait ce qu'on avait à faire à travers les années puis sinon tes coûts deviennent hors de contrôle.

Mais deuxièmement, moi je peux vous dire nos deux actionnaires, c'est des entreprises qui ont des perspectives à long terme. Ça fait que couper dans l'entretien, ils verraient ça comme des économies de bout de chandelle qui feraient en sorte qu'ultimement on paierait plus cher.

Ça fait que je peux vous dire je n'ai jamais puis je n'anticipe jamais subir de pression pour faire moins d'entretien, au contraire. Mon conseil d'administration me demande souvent des comptes à savoir est-ce que notre programme d'entretien est optimal? Est-ce qu'il est respecté? Ça fait que je peux vous dire que la culture de l'entreprise est très axée sur tout ce qui est préventif.

Parce que nous de la façon que ça se manifeste. C'est que si on ne fait pas ce qu'on a à faire puis on a une pièce d'équipement qui brise de façon prématurée, parce qu'elle a été mal

entretenu, ça risque de nous affecter bien plus parce que si on n'est pas capable d'offrir le service à Gaz Métro on va être en force majeure, on va perdre des revenus. Ça fait que ça serait, ça serait un non-sens pour nous de se rendre vulnérable.

Q. [154] Je ne parle pas seulement d'incident ou de baisse d'entretien ou d'investissement qui pourrait se traduire par des bris et je voudrais attirer votre attention sur un texte pour vous montrer un peu d'autres aspects que j'ai à l'esprit. Il s'agit toujours dans la réponse à la S.É./AQLPA, donc c'est la pièce Intragaz-5, Document 5, réponse à S.É./AQLPA-IG 1.5 e), enfin 1.5. d), d) et e). Nous vous demandons d'élaborer sur un des risques dont vous faisiez état dans votre preuve, en page 9, de Intragaz-1, Document 1 qui était le risque d'intégrité des puits (cimentation surtout à St-Flavien). On vous demandait de décrire ce risque, vous mentionniez qu'il s'agissait du risque lié à l'intégrité de l'assemblage mécanique et/ou à la cimentation du puits, surtout à St-Flavien. Là je suis en train de lire votre réponse à S.É./AQLPA IG 1.5, vous indiquez que « la probabilité de ce risque est relativement faible » et vous indiquez

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 139 -

que :

Les conséquences seraient une migration possible de gaz vers des niveaux supérieurs, le long de la gaine de cimentation. Ces émanations de gaz naturel seraient alors récupérées par les événements des cuvelages supérieurs. Dans certains cas, il est possible que le gaz migre à la surface.

Donc il ne s'agit pas comme tel de bris comme tel, mais de certains, certaines conséquences de nature environnementale qui pourraient peut-être résulter d'une certaine situation quant à l'intégrité des puits.

Par ailleurs à la question e), juste en dessous, nous vous demandions d'indiquer si des événements étaient déjà survenus en ce qui a trait à l'intégrité des deux puits, et je vois que vous mentionnez qu'il y a eu des interventions qui ont été faites, mais je ne sais pas si on a bien, si on s'est bien compris sur le sens du mot événement.

Est-ce qu'il y avait eu des incidents particuliers qui ont justifié ces interventions que vous mentionnez. Je vous pose cette question, c'est

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 140 -

un peu une parenthèse dans ma séquence de questions, puis après je reviendrai sur ma question précédente. Donc à e) vous n'avez pas comme tel spécifié s'il y avait eu des événements qui étaient survenus quant à ces puits?

R. Je ne suis pas certain ce que vous voulez dire par événement, si on a fait des interventions sur des puits c'est parce que c'était des puits pour lesquels on avait des travaux à faire. Donc il y avait des préoccupations d'intégrité, mais honnêtement je ne sais pas qu'est-ce que vous voulez de plus en termes d'événement.

Q. [155] Il n'y a pas eu d'incidents, il n'y a pas eu d'incidents spécifiques qui vous ont amené à faire ces travaux?

R. Je pense qu'une des choses, vous allez me dire que je devance, mais par souci d'efficacité, parce qu'une des recommandations que vous faites dans votre preuve c'est relié aux émanations, puis c'est relié à cette question-là puis il semble avoir une préoccupation, mais...

Q. [156] C'est relié à des facteurs de qualité de service, on va y arriver.

R. Mais moi je peux vous dire, moi ce que je trouve un petit peu difficile dans le contexte actuel,

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 141 -

naturellement, premièrement je pense que votre témoin expert a bien cerné quand il mentionne que je suis un peu tiède à certains de ces propos-là. Pour l'instant, parce que pour l'instant nous on parle de la pérennité d'entreprise, ça fait que pour moi c'est la « top » priorité.

Mais avant de déterminer des facteurs de qualité, tout ça, il faut que je pense comprendre ou analyser la situation à savoir y a-tu un problème, y a-tu quelque chose à améliorer, y a-tu des soucis? Puis ici vous nous avez posé des questions, on y a répondu très candide que oui on a fait des travaux sur des puits, tout ça, puis on a expliqué qu'est-ce qui pouvait se produire s'il y avait des problèmes d'intégrité.

Mais moi je peux vous dire ici haut et fort qu'Intragaz n'a pas de problème d'émanations. Nos émanations qui tiennent même compte, nos principales émanations au site c'est des gaz d'échappement de nos compresseurs. C'est des moteurs qui ont des gaz d'échappement.

Puis même en tenant compte de ces émanations-là on est en deçà des seuils pour le, je vais juste lire, déclaration soit au ministère de l'Environnement ou au fédéral puis les émanations

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 142 -

dues aux puits, c'est une petite, petite, petite fraction de ces émanations totales là.

Puis je vais vous donner des chiffres. À St-Flavien, une année normale, il n'y en a pas d'émanation. Quand il y a des émanations à St-Flavien, c'est parce qu'on a des petits problèmes avec un puits en question, on le répare puis il n'y en a pas.

À Pointe-du-Lac, c'est une autre réalité à cause de l'historique du site, à cause de la composition du sous-sol, il y a un peu d'émanations. Puis je peux vous dire depuis qu'on a pris le contrôle du site, les émanations ont diminué d'environ dix fois par rapport à ce qu'ils étaient dans le temps que les sites étaient en production.

Mais présentement on parle des émanations annuelles à Pointe-du-Lac de moins de dix mille (10 000) mètres cubes, moins de dix mille (10 000) mètres cubes. Ça c'est à peu près trois maisons, l'équivalent de trois maisons. Si on divise ça par trois cent soixante-cinq (365) jours, on parle, je pense que c'est vingt-sept (27) mètres cubes par jour en moyenne.

Dans l'Ouest, le seuil pour déterminer s'il

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 143 -

a un problème ou non avec un puits, c'est trois cents (300) mètres cubes par jour, par jour pour un puits. Nous autres pour l'ensemble des puits à Pointe-du-Lac on parle de vingt-sept (27) mètres cubes.

C'est pour ça quand je lisais vos recommandations de trouver une façon de minimiser les émanations, moi je me suis dit o.k., premièrement c'est prématuré parce qu'on est ici pour assurer la survie de l'entreprise. Mais deuxièmement je me dis il faudrait comprendre s'il y a un problème ou non, s'il y a même un mérite de minimiser quoi que ce soit.

Nous avant qu'on prenne le site, il y avait environ cent vingt mille (120 000) mètres cubes par année d'émanations à cause des vieux puits qui étaient là depuis des années. On a fait des correctifs qui a ramené ça environ à moins de douze mille (12 000), puis dans le certificat d'autorisation qu'on a eu du ministère de l'Environnement on a déclaré douze mille (12 000), puis aujourd'hui comme je vous dis on est à moins de dix mille (10 000) mètres cubes.

On aimerait ça en avoir zéro, mais c'est utopique, à Pointe-du-Lac d'après les connaissances

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 144 -

qu'on a actuellement, tenter de réduire ce neuf mille (9000) quelque mètres cubes par année, je pense que c'est un beau rêve, mais c'est probablement pas réalisable.

Ça fait que c'est pour ça que je suis très, très hésitant à embarquer dans cette voie-là. Puis l'autre chose que vous dites dans votre preuve qui me chatouille, on parle même de mesurer les émanations que je qualifierais de secondaire, du gaz biogénique, mais ça il y en a un peu partout de ça. Puis on a rien à faire avec ça, puis c'est impossible pour nous d'essayer de commencer à mesurer.

Q. [157] C'est pour neutraliser votre mesure, c'est pour neutraliser.

R. Oui, bien ça je peux vous le dire tout de suite...

Q. [158] Ça serait un peu l'exogène des émissions?

R. Il n'est pas question qu'on commence à mesurer le gaz biogénique.

Q. [159] Non, je parle de neutraliser dans le sens pour permettre...

R. Je peux juste vous dire.

Q. [160] ... de déterminer ce qui émane de vos activités par opposition à ce qui n'émane pas de vos activités?

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 145 -

R. Bien on sait qu'est-ce qui émane de nos activités, parce qu'on est capable de le mesurer puis si jamais, ça fait que c'est pour ça que je vous dis je veux répondre à vos questions, mais je tenais à spécifier qu'il n'y a pas de problèmes d'émanations, qu'on est en deçà des seuils de déclaration. La situation est sous contrôle et que dans le fond on est fier des résultats qu'on a à nos deux sites.

10 h 59

Q. [161] Écoutez, je vous félicite pour ce que vous nous dites quant aux résultats que votre entreprise a accomplis depuis quelques années. Et est-ce que ce ne serait pas justement une raison pour que vous soyez d'accord pour inclure un tel facteur de qualité de service relié aux émissions puisque, actuellement, vous le satisferiez pleinement et ça permettrait de s'assurer qu'au fil des années que l'on continue d'avoir ces bons résultats?

R. Oui, mais ce n'est pas...

Q. [162] Actuellement...

R. Ce n'est pas de même que vous l'avez formulé. Vous l'avez formulé, vous parlez de minimisation. Pour moi, minimisation, ça veut dire réduire par rapport à qu'est-ce qu'on a présentement. Puis je voulais

faire la mise en garde en partant que, d'après moi, d'après ma connaissance de l'industrie, on ne peut pas réduire plus qu'on fait là, pas de façon matérielle. Donc, ça serait quoi le facteur de qualité? Qu'on le maintienne. Possiblement. Mais certainement pas qu'on... Je ne pourrais pas acquiescer ou être d'accord avec un facteur de qualité qui ferait en sorte qu'on dirait qu'on minimise qu'est-ce qu'on fait comme c'est là.

Q. [163] Si c'était un facteur qui maintenait, qui vous permettait d'obtenir cent pour cent si vous mainteniez le niveau d'émission à son niveau actuel?

R. Bien, là, il faudrait que ce soit formulé quand même de façon appropriée et prudente. Je ne pense pas que ça pourrait être un montant nécessairement... Comme l'année passée, c'était neuf mille sept cent soixante-dix-sept (9777). Mais ça ne pourrait pas nécessairement... Ça ne devrait pas être ça l'objectif. L'objectif devrait être une fourchette ou quelque chose, un ordre de grandeur. Puis si jamais il y avait une situation qui se démarquait de ça, bien, là, il faudrait la corriger. Ça, un principe de ce genre-là, premièrement, c'est ça qu'on ferait. Mais c'est ça,

il ne faudrait pas que ce soit une cible

contraignante, parce qu'il peut se produire des fluctuations d'une année à l'autre pour des facteurs complètement externes à Intragaz.

Q. [164] Je vous mentionne ça en lien avec votre acétate qui était la numéro 16 que vous avez déposée aujourd'hui. Aux trois quarts de cette acétate.

R. D'accord.

Q. [165] Donc Intragaz indique qu'elle a « toujours opéré en vertu d'un régime incitatif, a une forte culture d'efficacité et d'efficience ». Et aux trois quarts de la page, il est indiqué que « Intragaz a toujours eu un incitatif à n'investir que ce qui était requis pour atteindre les objectifs ». Est-ce qu'on pourrait s'entendre qu'un des objectifs d'Intragaz pourrait être un objectif environnemental de la nature de ce qu'on vient de discuter, c'est-à-dire un objectif de maintenir son niveau d'émission à neuf mille ou dix mille mètres cubes par an comme c'est actuellement?

R. Mais ce que vous venez de citer, là, ça ne fait pas nécessairement référence à ça. Mais je peux vous dire, ici, la citation fait référence au fait que, dans... Comment je pourrais dire? Les investisse-

ments qu'on a faits à travers les années, ce sont des investissements utiles et utilisés parce qu'on n'avait pas d'incitatif à faire des investissements additionnels. Mais je peux vous dire, nous, chez nous à Intragaz de la manière qu'on traite l'environnement, c'est qu'on l'a intégré dans nos façons de faire.

Par exemple, lorsqu'on a choisi des moteurs pour les compresseurs, bien, c'était un des critères. Est-ce qu'on peut avoir un moteur qui est à la fois performant, qui rentre dans nos projections de coûts et qui a un bon historique au niveau des émissions, tout ça? C'est pour ça qu'aujourd'hui, même si on a des compresseurs qui ne sont pas nécessairement jeunes, jeunes, qui sont encore quand même très performants au niveau environnemental, parce que ça a fait partie des critères. Puis pour moi, c'est ça bien gérer l'environnement, c'est de l'intégrer à l'intérieur de tes procédures d'affaires normales.

Q. [166] Ce que vous dites est très encourageant puisque ça nous indique qu'il y a peut-être un moyen de concilier justement ce que l'entreprise s'est donnée comme objectif interne avec une volonté de s'assurer que cela continue sous la

forme que nous proposons...

R. Bien c'est pour ça que je vous ai dit...

Q. [167] ... qu'on va présenter plus tard, qui est celle d'un indicateur de qualité, mais qui permettrait de maintenir cette bonne performance tout au long des années à venir?

R. C'est pour ça que je vous disais tantôt, une des difficultés que j'ai avec ce sujet-là, c'est que je sens, des fois, qu'on en parle un petit peu dans un vacuum, parce qu'il a eu énormément de preuve au dossier au niveau des coûts, tout ça, mais disons, Intragaz en a fait tellement à travers les années puis continue d'en faire tellement au niveau environnemental que n'importe quoi qu'on adopterait devrait tenir compte de cet historique-là et des ressources limitées d'Intragaz. Parce que, moi, pour une petite entreprise, je suis un fervent promoteur d'allouer des ressources limitées à la tâche même plutôt qu'à une formalité autour de la tâche.

C'est pour ça, par exemple, comme une certification ISO-14001, il y a des mérites à ça, mais dans le cas d'Intragaz, avec ses ressources limitées, pour moi, je questionne vraiment la valeur ajoutée par rapport à ce qu'on fait

présentement. Puis la seule façon de pouvoir témoigner de ça, c'est de bien comprendre ce qu'on fait présentement. Il y a tellement de choses. Ça peut paraître des paroles vides, mais, moi, je peux vous dire, puis on a beaucoup de choses à offrir à ce niveau-là qu'Intragaz prend très au sérieux la question environnementale. Donc, c'est pour ça que je vous dis, de déterminer si, oui ou non, quelque chose comme le ISO-14001 serait bon, il faudrait mieux comprendre le point de départ qu'est Intragaz.

- Q. [168] Je vous remercie. J'ai juste un dernier sujet que je veux aborder très brièvement avec vous. D'abord, je veux être sûr d'avoir bien compris que les deux contrats prévus avec Gaz Métro qui feraient suite à l'adoption éventuelle par la Régie des principes tarifaires qu'il n'est pas prévu qu'ils soient eux-mêmes soumis à l'approbation de la Régie, est-ce que j'ai bien compris ça?
- R. Bien, typiquement à ma connaissance, on ne demande pas à la Régie d'approuver les contrats. Mais naturellement le tarif qui ferait partie du contrôle auquel le contrat ferait référence, lui, il serait soumis à la Régie.
- Q. [169] Et vous proposez que, pour ce qui est de

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 151 -

Saint-Flavien, le nouveau tarif, donc le nouveau contrat qui se rapporte à Saint-Flavien débiterait le premier (1er) mai deux mille onze (2011), mais en même temps, et je sais qu'il y a eu des échanges au niveau procédural là-dessus, vous n'avez pas demandé à ce que le tarif actuel, qui est E-2, soit déclaré provisoire. Et en même temps, vous indiquez qu'il y aurait une entente entre Gaz Métro et Intragaz pour que Intragaz rembourse selon des modalités à convenir entre les deux parties l'écart entre les deux tarifs, entre le premier (1er) mai deux mille onze (2011) et la date où il... la date où la décision serait rendue ou le nouveau tarif entrerait en vigueur. J'essaie de voir.

Vous ne voyez pas de problème avec le fait qu'on n'a pas déclaré l'ancien tarif provisoire et qu'il y aurait un nouveau tarif et que, par entente privée, Gaz Métro et Intragaz conviendraient d'un remboursement entre le tarif qui est en vigueur et un autre tarif qui n'est pas... parce que, en ce moment, aujourd'hui, c'est E-2 qui est en vigueur, vous n'auriez pas un problème de ce côté?

R. Non, bien, je veux dire, comme j'ai mentionné plusieurs fois aujourd'hui, on a une situation unique. Puis, ça, je l'ai adressé ce matin à la

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 152 -

diapo numéro 3 de ma présentation.

- Q. [170] Oui, je comprends qu'il y a un besoin de financement, je comprends ça.
- R. Non, non, ce n'est pas ça du tout. Non, c'est parce que, dans le cadre, l'approche qu'on a proposée puis qu'on a adoptée, elle est peut-être plus orthodoxe au niveau de Pointe-du-Lac parce que Pointe-du-Lac, le contrat se terminait le trente (30) avril. Et la Régie a déclaré le tarif provisoire comme on fait normalement. Dans le cas de Saint-Flavien, c'est tout autre. C'est une toute autre réalité. C'est qu'il y a un contrat en vigueur qui est bon jusqu'au vingt (20) avril deux mille treize (2013). On ne peut pas, nous, ouvrir ce contrat-là puis déclarer le tarif provisoire...

On ne pourrait pas non plus à ce moment-ci déclarer un tarif provisoire quand c'est notre principal gagne-pain puis que ce contrat-là est donné à l'institution financière comme garantie. Ça fait que, nous, ce qu'on dit, on a essayé de trouver une façon pratique de gérer tout ça. Ça fait que ce qu'on a dit, c'est que, en autant qu'on puisse avoir une décision qui nous permette essentiellement de signer un nouveau contrat à long terme avec Gaz Métro, qui nous permettrait de

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 153 -

sécuriser du financement, là, on va être en mesure de respecter nos obligations.

Puis, nous, on s'engage, l'engagement qu'on a pris, c'est qu'on va rembourser effectivement la différence, comme si c'était un tarif provisoire, mais c'est fait sur une base volontaire. Mais on doit mettre ça conditionnel parce que le contrat de Saint-Flavien est donné en garantie. Mais on doit encore quarante millions (40 M\$) là-dessus. Si on faisait une gaffe d'ouvrir le contrat ou tout le quarante millions (40 M\$) serait dû demain, on serait en défaut. On ne peut pas se permettre ça. Ça fait qu'il a fallu naviguer dans notre réalité. Puis je pense qu'on a trouvé une solution qui est en bout de ligne gagnant-gagnant, parce qu'en autant qu'on puisse avoir une décision favorable, on va la rembourser cette différence-là.

- Q. [171] L'entente de remboursement entre Intragaz et Gaz Métro, est-ce que cette entente de remboursement, vous envisagez de la faire approuver par la Régie?
- R. Non, parce que, moi, je ne vois pas ça comme une entente. C'est un engagement de la part d'Intragaz. On simule un tarif provisoire dans le fond. C'est ça qu'on dit. Nous autres, on dit, on va rembourser

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 154 -

l'écart entre qu'est-ce qu'on a perçu en vertu du tarif existant pour Saint-Flavien et le nouveau tarif en date du premier (1er) mai deux mille onze (2011), comme si c'était un tarif provisoire, mais c'est la seule façon de procéder, parce qu'il faut être en mesure de remplacer le contrat de Saint-Flavien par quelque chose de suffisant avant de mettre fin au contrat de Saint-Flavien. Sinon on va être en défaut puis avec les conséquences que ça implique.

Q. [172] Je vous remercie beaucoup.

LA PRÉSIDENTE :

Merci, Maître Neuman. Alors ça termine le contre-interrogatoire des intervenants. Il est déjà midi. Je pense qu'on commence tous à avoir un peu faim. Alors on va prendre notre pause lunch. De retour à treize heures (13 h). Et nous allons terminer avec le contre-interrogatoire de la Régie.

Me ANDRÉ TURMEL :

Avec votre permission, seulement une petite correction à la demande d'engagement. Je préfère la faire maintenant. Tout à l'heure, on a demandé l'engagement relatif au, c'était quels étaient les niveaux de revenus à partir desquels les activités génèrent un « cashflow ». Évidemment, on parle de

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - INTRAGAZ
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 155 -

revenus d'exploitation. Probablement que monsieur a compris mais spécifier que je parlais de revenus d'exploitation. Merci.

M. ROCK MAROIS :

R. D'accord.

LA PRÉSIDENTE :

Parfait. Donc de retour à treize heures cinq (13 h 5) sur proposition de mon collègue.

SUSPENSION DE L'AUDIENCE

REPRISE DE L'AUDIENCE

13 h 7

LA PRÉSIDENTE :

Veuillez prendre place s'il vous plaît. Bon retour.

Alors, nous allons poursuivre avec le contre-interrogatoire de la Régie. Maître Ouimette.

INTERROGÉS PAR Me JEAN-FRANÇOIS OUIMETTE :

Alors merci, Madame la Présidente.

Q. [173] Alors, dans un premier temps, je vais référer monsieur Marois à la pièce qu'il a déposée ce matin, la pièce amendée Intragaz-1, Document 1 aux pages 37 et 38 où, si j'ai bien compris, Monsieur Marois, vous avez ajouté à la section 2 de chacun des tableaux une mention concernant l'ajustement des amortissements de l'année précédente relatifs à

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 156 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

des biens dont l'amortissement est terminé. Est-ce que c'était l'essentiel des modifications que vous avez apportées à ce document?

M. ROCK MAROIS :

R. Oui, c'est exact.

Q. [174] O.K. Et l'objectif qui était visé, si je comprends bien, c'était de retirer les montants d'amortissement d'actifs qui étaient complètement amortis?

R. Tout à fait.

Q. [175] C'est exact?

R. Oui.

Q. [176] Et évidemment, on voit que vous modifiez le tableau qui est ici qui fait référence aux revenus plafond deux mille onze (2011) et deux mille douze (2012). Est-ce que ce changement apporte des modifications au revenu requis que vous demandez pour l'année deux mille onze (2011) et deux mille douze (2012)? En fait deux mille onze (2011), je devrais dire.

R. Pour deux mille onze (2011), c'est un effet négligeable s'il y en a un parce qu'il n'y a pas d'actif important qui arrivait à la fin de sa vie utile à la fin de deux mille dix (2010). Deux mille douze (2010), il pourrait y avoir un effet un peu

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 157 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

plus important, juste un instant.

Q. [177] Je peux peut-être vous suggérer, si vous le préférez, de procéder par voie d'engagement. Ça serait peut-être plus simple pour les années deux mille onze (2011) et deux mille douze (2012) nous indiquer les actifs qui arrivent à la fin de leur durée de vie utile et nous indiquer également les impacts sur le revenu requis deux mille onze (2011) et deux mille douze (2012). Si c'est plus simple pour vous.

R. D'accord.

Q. [178] O.K.

R. On devrait être en mesure de vous donner ça demain.

Q. [179] Parfait. Alors, ça sera l'engagement numéro 2.

E-2 (INTRAGAZ) : Pour les années deux mille onze (2011) et deux mille douze (2012), indiquer les actifs qui arrivent à la fin de leur durée de vie utile et indiquer également les impacts sur le revenu requis deux mille onze (2011) et deux mille douze (2012) (demandé par la Régie).

Q. [180] Maintenant je vais vous amener à votre présentation de ce matin à la page 3. Il s'agit ici d'aller chercher peut-être un peu plus de précision sur ce que vous entendiez par la phrase que l'on trouve au haut de la page 3 :

Transition au coût de service allégé
pour l'entité de stockage Intragaz
SEC.

Évidemment, dans votre proposition, ma compréhension c'est que vous allez déposer à la Régie à chaque année un dossier pour faire fixer vos tarifs selon votre proposition, si la Régie acceptait votre proposition, c'est exact?

R. Oui, c'est exact.

Q. [181] D'accord. Donc, un tarif, c'est-à-dire un dossier tarifaire annuel déposé nécessairement sous l'article 25, désignation trois régisseurs, audience publique. Évidemment, vous proposez également de déposer un rapport annuel à chaque année, c'est exact?

R. Oui, un rapport annuel.

Q. [182] Et également, vous vous réservez la possibilité de venir à la Régie pour demander l'autorisation avant d'effectuer certains investissements que vous jugez exceptionnels ou

importants?

R. Ou reliés au développement des sites, oui.

Q. [183] D'accord. Alors, la question était en quoi votre proposition constitue un allègement par rapport à ce qu'on voit habituellement à la Régie?

R. Bien, premièrement, puis là je vais regarder mon avocate là, ma compréhension c'est que pour une demande tarifaire, il n'est pas nécessairement obligé d'avoir une audience publique de par la loi. Ça fait que ça pourrait être sur dossier par écrit.

Q. [184] Puis vous faites la distinction ici entre l'audience publique orale et l'audience publique par voie...

R. Bien, pour moi il y a une différence parce que c'est...

Q. [185] Oui, oui, on se comprend.

R. Mais où c'est allégé c'est... Prenons les dépenses d'exploitation par exemple. Nous ce qu'on propose, puis prenons une année où est-ce qu'il n'y a pas d'exception. Naturellement, quand il y a une exception ça complique les choses. Ça fait que nous on présente notre revenu requis pour disons deux mille douze (2012). Bien, les dépenses vont être établies en fonction des dépenses de deux mille onze (2011) indexées selon le taux approuvé par la

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 160 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

Régie. Ça fait que nous à ce niveau-là, on ne s'attend pas qu'il y ait de débat sur les dépenses, en autant qu'on ait appliqué la formule comme il faut. Ça fait que c'est assez allégé comparé à décortiquer le budget de dépenses en détail. Ça c'est un exemple.

L'autre exemple c'est qu'on n'aurait pas à débattre des additions en capital parce que pour une année normale on ferait juste rajouter le million à la base de tarification déjà prévu à la formule, en autant que la Régie l'approuve. Donc, on vient de régler la base de tarification.

Taux de rendement. Bien, nous ce qu'on dit c'est qu'on aimerait ça utiliser le taux de rendement, le dernier taux de rendement approuvé pour Gaz Métro. Pas de débat sur le taux de rendement. On le met dans la formule en autant qu'on l'applique correctement, c'est quelque chose d'établi.

Donc, les dépenses seraient établies selon une formule. La base de tarification serait établie selon une formule en ajoutant le million. La structure du capital elle serait déjà prédéterminée. Ça fait qu'il ne devrait pas y avoir de débat annuellement une année normale où est-ce

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 161 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

qu'il n'y a pas d'exceptions. Parce que dans le fond la vérification serait est-ce qu'on applique la formule correctement telle qu'approuvée par la Régie.

Ça fait que, d'après moi, si ça fonctionne comme prévu ça devrait être assez allégé.

Q. [186] O.K. Je comprends c'est au niveau, bon, ce n'est pas au niveau nécessairement de la procédure, mais au niveau peut-être de la complexité des dossiers tarifaires ce que vous me dites c'est que pour vous ça serait simplifié étant donné, compte tenu des raisons que vous m'avez données. Disons que le dossier tarifaire devrait se faire d'une façon relativement simplifiée?

R. Oui, parce qu'il n'y aurait pas de justifications à faire. Puis donc, même la partie formelle qui doit se faire, les audiences, qu'elles soient sur papier, devraient être raccourcies et allégées en conséquence.

13 h 14

Q. [187] Je comprends. Je comprends. Maintenant, je vais vous inviter à prendre la demande d'Intragaz, la requête, si vous l'avez avec vous. Alors...

R. C'est gênant, mais je pense que je ne l'ai pas.
Merci beaucoup. Là, je l'ai.

Q. [188] Non, ce n'est pas gênant. C'est assez rare qu'on pose des questions directement sur la requête là, donc... Bon. Évidemment, je vais vous référer à vos conclusions où vous demandez... où Intragaz demande à la Régie de fixer le tarif applicable au service d'emmagasinement souterrain de gaz naturel de la demanderesse au site de Pointe-du-Lac. Et il y a effectivement une autre conclusion qui est similaire pour le site de St-Flavien. Et j'ai compris ce matin, évidemment, que vos tarifs là, n'ont pas encore été déposés à la Régie pour approbation là. J'ai bien saisi que vous attendiez la décision de la Régie avant de déposer les tarifs, exact?

R. Oui.

Q. [189] Et également, à une de nos questions en demande de renseignements, vous nous avez indiqué que la structure définitive des tarifs n'avait pas encore été arrêtée.

R. C'est vrai, c'est correct.

Q. [190] O.K. Et donc, est-ce qu'on doit... est-ce qu'on a bien compris, en fait, que votre proposition définitive de structure tarifaire serait déposée dans un deuxième temps, donc lorsque la Régie aura à ce moment-là rendu sa décision?

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 163 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

R. Oui. Je pense qu'il va falloir que ça se fasse dans un deuxième temps, effectivement.

Q. [191] Et concernant maintenant les tarifs qui sont présentement en vigueur, vous avez répondu à une de nos questions, je crois que c'était la question 2.2, je pense, ou 2... 2.2, de nos demandes de renseignements, où vous avez résumé en gros là, la structure tarifaire des deux sites d'entreposage. Et on voit que pour le site Pointe-du-Lac, il y a essentiellement des primes qui sont fixes là, donc une prime de réservation et une prime de souscription.

Dans le cas de St-Flavien, il y a également des primes fixes, mais il y a également des primes variables. Et j'ai également noté dans votre demande que vous... que votre intention serait de conserver un tarif distinct par site d'entreposage à l'issue de cette cause-ci. Est-ce que jusqu'à ce moment, ça va?

R. C'est exact.

Q. [192] Oui.

R. Oui, oui, ça va.

Q. [193] Et est-ce que... En fait, ma question, c'est de savoir si Intragaz a l'intention de reconduire la structure tarifaire actuellement en place pour

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 164 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

les deux sites afin de récupérer le revenu requis
que vous demandez pour ces deux sites?

R. Bien, je dirais, au moment où on se parle, les chances sont bonnes que la nouvelle structure ressemble de très près à ce qu'on avait auparavant. Mais, étant donné qu'on ne s'est pas encore assis avec Gaz Métro pour finaliser les détails, ce n'est pas impossible que ça pourrait évoluer, mais, je vous dirais que, pour l'instant, ça devrait ressembler à ce qui est là.

Q. [194] O.K. Donc, pour le moment, votre intention, ce serait de renouveler, si on veut, la structure tarifaire qui est présentement en vigueur pour les deux sites, au moment où on se parle.

R. Je dirais que oui. Je dirais que oui.

Q. [195] Bon. Je faisais référence plus tôt que le site Pointe-du-Lac ne comportait pas dans ses tarifs de composantes variables. Est-ce que c'est une possibilité pour Intragaz d'analyser l'opportunité d'ajouter une composante variable pour ce site? Évidemment, je le mets au conditionnel là. J'ai bien compris votre réponse, ce n'était pas nécessairement votre intention. Mais, est-ce que c'est envisageable pour Intragaz?

R. Il ne faut jamais dire « jamais ». Comment je

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 165 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

pourrais dire? La structure du tarif a pour but de refléter le fait que la majorité des coûts d'Intragaz sont fixes, mais, comme je vous dis, lorsqu'on va finaliser le tout, on va s'assurer que la structure est la plus adéquate possible.

Q. [196] O.K. Ce n'est pas exclu, mais vous ne savez pas encore si cette alternative-là ou cette option-là serait une bonne idée en soi.

R. C'est quelque chose sur lequel je ne me suis pas penché, bien honnêtement là, pour l'instant.

Q. [197] O.K. Et dans quel délai prévoyez-vous être en mesure de déposer une structure définitive pour vos tarifs?

R. Bien, naturellement, ça va être fonction de la décision. Une fois qu'on aura la décision, il va falloir la digérer, l'interpréter, s'assurer qu'on la comprend bien. Je ne peux pas vous donner de délai précis, mais j'ai l'impression, c'est une question de semaines là parce que, nous, on va... on sait que le tarif présentement qu'on a, il est provisoire pour Pointe-du-Lac. Ça fait qu'une fois qu'on aura la décision de la Régie, on va vouloir le plus tôt possible mettre en application la nouvelle décision. Parce que nous aussi, on va vouloir se refinancer rapidement.

Pour se refinancer rapidement, bien, il faut qu'on ait un contrat avec Gaz Métro et un tarif approuvé par la Régie. Ça fait que je vous dirais, la façon logique, ça va être une question de semaines après avoir eu la décision qu'on va redéposer ou on va déposer une proposition tarifaire basée sur la décision.

Q. [198] Est-ce qu'un délai de trente (30) jours vous semblerait raisonnable ou si vous préférez... C'est juste aux fins de la décision, évidemment...

R. Oui.

Q. [199] ... lorsque la Régie va rendre...

R. Je comprends. J'apprécie l'occasion d'être consulté là.

Q. [200] Je vous donne l'occasion et pour éviter d'avoir à demander des délais additionnels, le cas échéant.

R. Moi, je dirais que trente (30) jours, c'est raisonnable, oui.

Q. [201] O.K. Maintenant, toujours dans votre requête, concernant la demande subsidiaire, donc si je vous réfère au paragraphe 10c) de la demande, où vous indiquez ou Intragaz indique :

c) subsidiairement, dans l'éventualité où la Régie n'approuverait pas

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 167 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

l'approche tarifaire proposée par la
demanderesse, permettre à cette
dernière de soumettre une preuve
additionnelle au soutien de sa demande
de fixation de tarifs pour le site de
Pointe-du-Lac et maintenir
l'application du Tarif E-2
présentement en vigueur pour le site
de Saint-Flavien jusqu'à la fin du
contrat conclu avec Gaz Métro à
l'égard de ce site, soit jusqu'au 20
avril 2013.

Et dans vos conclusions, vous reprenez
essentiellement, je vous dirais, heureusement la
même idée.

En demandant subsidiairement à la
Régie dans l'éventualité où la Régie
ne fait pas droit aux demandes
d'Intragaz visant l'établissement de
ses tarifs selon un mode de
réglementation allégé de type
plafonnement de revenus...

Et je vous fais grâce du reste. C'est la même chose
que ce j'ai lu plus tôt.

Alors évidemment si la Régie acceptait

votre demande, il n'y a pas de problème. Si par contre la Régie refusait le changement de méthode est-ce que je dois comprendre que dans un cas comme celui-là la conclusion subsidiaire devrait s'appliquer?

R. Oui.

Q. [202] O.K. Et si la Régie acceptait le changement de méthode basée sur le coût de service, mais rejetait certains paramètres proposés par Intragaz ou les modifiait, à ce moment-là selon vous est-ce que la demande subsidiaire devrait s'appliquer?

R. Bon je vais vous donner mon interprétation non juridique. Dans le fond l'intention ici, c'était dans la mesure où que la décision de la Régie nous permet d'atteindre l'objectif ou l'enjeu, l'objectif principal qui est d'assurer la pérennité d'Intragaz, c'est ça qui compte pour nous. Je veux dire qu'il y ait des... des... des modifications par la Régie ou si ça n'affecte pas notre habileté d'assurer notre pérennité, ça devient des... des ajustements secondaires. Ça fait que dans ce sens-là cet article-là ne s'appliquerait pas, mais si la décision fait en sorte que d'après nous on a encore un problème de pérennité, bien il va peut-être falloir aller de l'avant avec la demande

subsidaire pour réfléchir davantage à notre avenir là. C'est quoi la prochaine étape.

Mais l'intention ici c'était vraiment de dire bien tant et aussi longtemps qu'on peut vivre avec la décision de la Régie qu'effectivement elle assure notre pérennité, on n'a pas besoin d'avoir recours à la demande subsidiaire.

Q. [203] Donc à ce moment-là, l'application de la demande subsidiaire, si je peux m'exprimer ainsi, va dépendre de la décision de la Régie, mais vous ne pouvez pas à l'avance nous dire à quel moment elle devrait s'appliquer? Vous comprenez ce que je veux dire.

R. Oui, je sais.

Q. [204] Évidemment si la Régie acceptait votre proposition en entier il n'y aurait pas, il n'y aurait pas de problème. Si la Régie refusait, là, je ne veux pas vous émettre toutes sortes d'hypothèses, mais il y a certains, certains éléments que vous demandez. Si la Régie par exemple n'acceptait pas le niveau des investissements que vous proposez. À ce moment-là, jusqu'à quel point c'est un changement qui serait accessoire ou pas, moi j'en comprends et vous me corrigerez, que c'est peut-être seulement après étude de la décision que

vous pourrez à ce moment-là, vous positionner?

R. Oui, puis je veux dire, je peux vous rassurer que l'intention n'est pas d'utiliser cette demande-là pour des... des écarts accessoires comme vous dites. Parce que je veux dire, j'ai assez d'expérience en réglementation pour savoir que même si on aimerait tout le temps avoir ce qu'on demande, ce n'est pas toujours le cas.

Ça fait que ce n'est pas le but de ça, c'est vraiment plus fondamental comme, comme, ça fait que si la Régie nous donnait un quart de point de plus de rendement par exemple, il n'y aurait pas de problème.

Q. [205] Un quart de point de moins, vous allez me dire que c'est hypothétique. Mais je comprends, je comprends la position d'Intragaz à ce sujet-là. Et maintenant concernant la preuve additionnelle que vous seriez, que vous pourriez déposer éventuellement. Vous avez mentionné ce matin que cette preuve pourrait être de proposer un tarif uniquement pour le site Pointe-du-Lac pour les deux prochaines années, est-ce que j'ai bien, est-ce que j'ai bien compris?

R. Oui, ça serait probablement la forme que la demande subsidiaire prendrait.

Q. [206] O.K.

R. Et la preuve est essentiellement au dossier comme c'est là parce que je pense que Gaz Métro a déposé les coûts évités pour Pointe-du-Lac pour une période de deux ans. Peut-être que cette preuve-là devrait être mise à jour là, mais ça serait ce genre de preuve là, en d'autres mots, des coûts évités pour Pointe-du-Lac pour deux ans, puis après ça on verra.

Q. [207] Mais ce que je comprends c'est que malgré le fait, parce qu'évidemment la preuve est au dossier, effectivement vous avez raison là, je pense que la Régie aurait en fait les... les éléments en main pour le fixer même à l'issue de cette audience-ci, si la Régie refusait votre demande, mais j'essaie de voir vous comment vous voyez ça Intragaz, vous voulez avoir l'opportunité de déposer une preuve additionnelle pour Pointe-du-Lac deux ans, mais qui serait basé sur les éléments qui sont déjà au dossier, est-ce que c'est ce que je comprends ou?

R. Non, mais je pense que je vais vous donner une idée de la preuve qu'on déposerait, ça serait une preuve sur les coûts évités. Mais si je comprends bien votre question ou commentaire, j'ose croire que la Régie n'irait pas d'elle-même à la demande

subsidaire là.

- Q. [208] Non, non, mais vraiment c'est...
- R. Qu'elle rendrait une décision sur notre demande principale, puis que là, nous on déciderait en fonction de la décision de la Régie ça serait quoi la prochaine étape. Je ne sais pas si je répons à votre question là, mais...
- Q. [209] Bien évidemment la Régie devra se prononcer sur votre, sur vos conclusions principales, ça je pense que je suis d'accord, je suis d'accord avec vous à ce niveau-là. Mais on essaie juste de voir, évidemment c'est toujours des hypothèses qu'on émet, je veux dire je ne connais pas encore la décision que la Régie rendra, vous non plus, mais on essaie juste de voir quelle forme pourrait prendre cette preuve additionnelle là et quelle, quelle est la nature de la preuve que vous pourriez être appelé à déposer?
- R. Bien l'intention au moment où on a monté notre dossier, ça aurait été de déposer une preuve, bien en assumant que la Régie rejette notre demande principale, on assume qu'on resterait à la méthode des coûts évités. Ça fait que si on restait à la méthode des coûts évités, bien nous ça serait de déposer une preuve, soit mettre à jour la preuve

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 173 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

qui est déjà au dossier ou utiliser celle qui est déjà au dossier pour fixer le tarif de Pointe-du-Lac pour une période de deux ans pour nous ramener à la fin du contrat de St-Flavien, puis entre temps là, de déterminer des actions à suivre.

Q. [210] O.K. Et dernière question hypothétique sur ce sujet-là. Si la Régie devait se rendre jusqu'à votre demande subsidiaire et vous l'accordez, quel délai vous auriez besoin pour déposer votre preuve additionnelle?

R. Bien ça se... C'est une bonne question. Je pense que le trente (30) jours de tantôt sonne raisonnable, là.

Q. [211] Est-ce que ça va? Oui, O.K.

(13 h 28)

Maintenant à la décision, dans la décision rendue par la Régie en deux mille sept (2007), la D-2007-65, dans le cadre du dossier R-3601-2006. Je ne sais pas si vous l'avez avec vous, je pense ça serait peut-être plus simple si je vous donnais la référence.

R. Oui, je l'ai.

Q. [212] La page 9. Où la Régie reprenait ou résumait votre position et mentionnait ceci :

Intragaz considère qu'il ne serait pas

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 174 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

approprié de modifier les règles du
jeu en cours de route.

Et la Régie un peu plus bas à la même page
acceptait cet argument-là en disant
qu'effectivement la Régie jugeait qu'il ne serait
pas équitable de modifier les règles en cours de
route. Évidemment, ici on comprend que votre
position a changé puis vous avez bien expliqué les
raisons qui vous ont amené à modifier votre
position.

La question qu'on avait pour vous c'est
est-ce que vous avez un cas ou avez-vous
connaissance d'un cas d'un site d'entreposage de
gaz naturel dont la méthode de fixation des tarifs
aurait été modifiée, pour reprendre l'expression
que la Régie a utilisée dans sa décision, aurait
été modifiée en cours de route? Est-ce que vous
avez un cas ou des cas particuliers en tête qui
pourraient ressembler à celui... à celui d'Intragaz
aujourd'hui?

R. Bien, premièrement notre situation est un peu
unique comme j'ai indiqué. Parce que même des sites
ou des entreprises dont les tarifs sont établis sur
les coûts évités je pense c'est assez rare. Ça ne
court pas les rues.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 175 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

Un exemple qui me vient en tête c'est en Ontario. Parce qu'en Ontario jusqu'à environ deux mille six (2006), deux mille sept (2007), deux mille huit (2008), les tarifs disons de Union, par exemple, étaient entièrement réglementés. Puis à un moment donné ils ont décidé de déréglementer une partie des tarifs de Union pour les clients hors franchise. Donc, il y a eu une transition à faire. J'essaie de me souvenir des détails. Dans certains cas je pense que la transition se faisait par exemple à la fin d'un contrat avec le client. Ça fait que le client continuait avec l'ancien tarif jusqu'à tant que son contrat arrive à échéance, la méthode changeait.

Mais, effectivement, il y a eu une transition d'une méthode à l'autre. C'est l'inverse de nous. Ils sont partis de la méthode du coût de service à la méthode... Mais en termes de changement il y a eu un changement. Ça fait que ça se vit ça à l'occasion. Puis comme je disais tantôt, à travers les années la méthode des coûts évités avait plein de mérite, mais je pense une des choses qu'on n'a pas prévu personne c'était une transition éventuelle ça serait comment. Mais la porte a toujours été ouverte qu'il y ait une

transition un jour, sauf qu'on n'y avait peut-être pas réfléchi en détail comment que cette transition-là pourrait se faire.

Mais, heureusement, ici ce qui est positif c'est, oui, il y a une transition, effectivement. Puis, oui, les règles du jeu changent. Mais ça se fait à un moment où on parle d'une baisse de tarifs importante pour le client. On parle d'une baisse importante immédiate puis une baisse à long terme. Ça fait que je pense ça aide disons à faire la transition parce que c'est une transition positive dans le fond.

Q. [213] O.K. Ça va pour cette question. Maintenant concernant les investissements annuels. Intragaz demande à la Régie d'utiliser une valeur d'un million (1 M\$) en investissements annuels pour les cinq premières années aux fins de calcul de la base de tarification. Et dans votre preuve vous vous dites confiant que ce montant devrait être représentatif de la moyenne réelle à long terme.

En demande de renseignements la Régie a questionné certains de ces investissements, c'étaient des investissements qui étaient prévus pour le futur. Et plusieurs de ces investissements étaient considérés comme des investissements

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 177 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

ponctuels. Par exemple, il y avait un montant d'un point six million (1,6 M\$) pour la recomplétion d'un puits, également un autre cinq cent mille dollars (500 000 \$) pour le « work over » d'un autre puits.

Compte tenu que plusieurs dépenses d'investissements prévues pour la période des cinq prochaines années constituent des investissements ponctuels, comment la Régie peut-elle avoir une certaine assurance que ces investissements se feront comme prévus? Et donc, finalement que le million de dollars serait représentatif de ce qui se réalisera réellement dans le futur?

R. Bien, on n'est pas en mesure de fournir une assurance complète que ça va se faire parce que c'est des projections, des provisions. Mais je pense que ce que j'ai essayé de démontrer plus tôt aujourd'hui c'est la raisonnablement de ce montant-là.

Si on regarde les cinq dernières années, c'est ça qu'on a investi en moyenne. Juste cette année en deux mille onze (2011) on a un budget en capital de tout près de deux millions (2 M\$). On a identifié des projets possibles au cours des cinq prochaines années qui donnent environ un million

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 178 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

(1 M\$) par année.

Moi, mon expérience c'est que probablement des projets que vous avez sur votre liste ne se réaliseront pas, mais ils vont possiblement être remplacés par d'autres. Parce que c'est sûr et certain que tu as toujours des investissements à faire, surtout dans une entreprise comme la nôtre. Pour moi un million (1 M\$) ça me paraît un montant raisonnable.

Mais la Régie va voir aussi d'année en année qu'est-ce qu'on va investir. Parce que dans le cadre de notre rapport annuel on va présenter ce qu'on a investi l'année d'avant. Ça fait qu'au moins elle pourra le faire a posteriori. Puis c'est ça dans le fond à la cinquième année, bien, on va remettre tout ça en question.

Ici, cette suggestion-là ou cette proposition-là du million par année faisait partie ou fait partie de notre tentative d'alléger le processus. C'est sûr qu'on pourrait à chaque année présenter un budget en capital, ça serait beaucoup plus précis. Mais là on s'éloigne drôlement de l'allégement parce que là il faudrait défendre les budgets qu'on a l'intention de faire dans l'année. Ça fait que c'est sûr que c'est plus transparent,

c'est peut-être plus rigoureux, mais on perd beaucoup sur l'allégement. Ça fait que c'est un compromis qu'on visait.

Ça fait que, malheureusement, on ne peut pas fournir probablement plus d'assurance qu'on peut là, mais ça me paraît comme un montant raisonnable dans les circonstances.

Q. [214] Mais votre position en fait, parce qu'évidemment j'aurais pu passer un par un, il y a le cas de la bouilloire de cinq cent mille dollars (500 000 \$) que vous admettez vous-même candidement. Vous aviez prévu la remplacer, maintenant ce n'est peut-être plus nécessaire. Il y a également d'autres investissements. Lorsqu'on lit les réponses que vous nous avez données, moi en tout cas quand je lisais les réponses je n'étais pas certain si, effectivement, ces investissements-là allaient...

R. Ils ne sont pas identifiés, la plupart ne sont pas identifiés effectivement. C'est une provision, oui.

Q. [215] Oui. Mais ce que vous me dites c'est que, même si les projets que vous avez identifiés ici ne se réalisent pas, normalement, selon votre expérience ces projets-là devraient être remplacés par d'autres projets. C'est ce que vous me dites?

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 180 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

13 h 35

R. Oui, je pense c'est très réaliste comme résultat.

Ça ne veut pas dire que ça va être au même montant. Mais, il y a un besoin régulier d'investissement en capital pour maintenir le système en bon état de marche.

Q. [216] O.K. Et toujours sur les investissements, vous demandez à ce qu'Intragaz puisse avoir la possibilité de demander l'autorisation de la Régie pour effectuer des investissements exceptionnels si jamais le besoin s'en faisait sentir. Et l'ACIG, si je ne me trompe pas, dans sa preuve ou, en tout cas, dans une de ses correspondances, recommandait qu'un investissement supérieur à deux point cinq millions (2,5 M\$) soit sujet à approbation au préalable par la Régie. Est-ce que vous vous rappelez d'avoir lu ça?

R. Oui, tout à fait. C'était dans sa demande d'intervention.

Q. [217] O.K. Et vous avez indiqué également, à la pièce, si j'ai la bonne référence là, Intragaz-2, Document 13, page 8, qu'Intragaz était à l'aise avec le seuil proposé par l'ACIG.

R. Oui.

Q. [218] Donc, est-ce que je dois en conclure que vous

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 181 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

en faites aujourd'hui votre proposition?

R. Oui, je pourrais.

Q. [219] O.K. Et concernant le choix du seuil ou le fait que vous soyez à l'aise avec ce seuil-là, est-ce que vous pourriez nous motiver pourquoi ce seuil-là serait adéquat pour une entreprise comme Intragaz?

R. Oui, certainement. En termes de demande d'autorisation préalable, moi, une des préoccupations que j'ai depuis le début, ce n'est pas tant le montant, mais le besoin de conserver notre rapidité d'intervention. Par exemple, si jamais on avait un pépin ou une préoccupation avec un puits, il faut peut-être être obligé de réagir rapidement, d'intervenir rapidement.

Parfois on est très limité dans le temps de l'année où on peut intervenir, pour différentes raisons. Ça fait que, moi, c'était une de mes préoccupations premières. C'est que si on est obligé de venir devant la Régie pour une demande d'autorisation préalable, puis on a un puits qu'on a besoin de traiter rapidement, ça a tout le temps été ça, moi, ma préoccupation première.

Ce genre d'intervention-là typiquement va jouer entre un million (1 M\$) et deux millions

(2 M\$), ça fait qu'avec une demande d'autorisation préalable au-delà à deux millions et demi (2,5 M\$), ça devrait nous permettre effectivement de régler un problème de façon urgente sans être obligé de venir devant la Régie. Puis, moi, c'est ça ma préoccupation première.

Ça fait qu'à deux millions et demi (2,5 M\$), ça, ça toucherait vraiment des projets plus de nature exceptionnelle qu'on a assez rarement. Ça fait qu'à ce niveau-là, je trouve, ça rejoint la philosophie de la Régie de dire « O.K. Si tu fais quelque chose qui sort de l'ordinaire, viens nous voir auparavant, puis on va déterminer si on est à l'aise avec ça ». Pour moi, ça a atteint les deux objectifs.

Q. [220] O.K. Et si la Régie retenait effectivement ce seuil de deux point cinq millions (2,5 M\$), alors prenons le cas d'un investissement non prévu de deux millions de dollars (2 M\$) par exemple en deux mille douze (2012), donc je comprends qu'Intragaz ne demanderait pas l'autorisation de la Régie dans un cas comme celui-là, hein, donc...

R. Sauf si c'est relié au développement de la capacité. Ça, on s'est engagé peu importe le montant.

- Q. [221] O.K. O.K. Vous faites bien de faire la distinction, j'avais compris ce matin, mais je n'étais pas certain.
- R. Oui. Notre intention, c'est de dire si on veut accroître la capacité des sites, premièrement, il faut s'entendre avec Gaz Métro que c'est un besoin qu'ils ont, et deuxièmement, on viendrait à la Régie.
- Q. [222] Donc, s'il y a des travaux pour le développement des sites, à ce moment-là le seuil ne s'appliquerait pas.
- R. Tout à fait.
- Q. [223] C'est ce que je comprends.
- R. Tout à fait.
- Q. [224] Parfait. Et concernant, bon, mon exemple que je vous donnais tantôt, de deux millions de dollars (2 M\$), donc je comprends que cet investissement de deux millions (2 M\$) ne serait pas reflété dans les tarifs de l'année suivante. Dans un cas où l'autorisation n'a pas été ou n'était pas requise, à ce moment-là Intragaz fait l'investissement et, lorsque vous revenez, par exemple, l'année suivante, à la Régie pour faire adopter vos tarifs, cet investissement-là ne serait pas reflété dans ces tarifs-là, si ma compréhension est bonne?

R. Bien, selon notre proposition, tout ce qui tombe sous le parapluie du million (1 M\$) qui peut être plus qu'un million (1 M\$), on s'entend là-dessus, une année donnée là, parce que le million (1 M\$) est censé de représenter une moyenne raisonnable, mais on peut avoir un projet de deux millions (2 M\$) une année donnée, comme qui est le cas de cette année. On avait un projet... Ça, on n'a pas l'intention de venir, puis il est automatiquement dans les tarifs par le million (1 M\$), pas peut-être pour le plein montant du projet lui-même, mais le... Ça fait que ce cas-là, il est comme couvert.

Q. [225] O.K.

R. Le cas, la situation de développement où il faudrait faire une demande préalable auparavant, c'est sûr que là il y a un décalage, puis il serait reflété dans les tarifs de l'année suite à l'approbation reçue par la Régie.

Q. [226] Oui.

R. Et dans l'autre cas... Dans le fond, dans ma tête à moi là, la seule situation qui ferait l'objet, probablement qui tomberait sous le seuil ou à l'intérieur du seuil de deux millions cinq (2,5 M\$) pour des demandes d'autorisation, ce serait ce qu'on appelle les projets exceptionnels qui ne sont

pas encore identifiés là. Bien, je peux peut-être vous donner un exemple. Et ce n'est peut-être même pas un bon exemple parce que... Mais, admettons qu'on aurait un problème avec un compresseur, puis ça ne vaut plus la peine de le réparer là, il y aurait un problème majeur, les pièces ne sont pas disponibles, puis on est obligé d'acheter un compresseur de cinq millions (5 M\$). Bien, pour moi là, ça, c'est exceptionnel, puis ça fait l'objet d'une demande d'autorisation préalable. On se présente à la Régie, on dit « écoutez, le compresseur, il est mort. Voici ce qu'il faut faire ». Ça fait que c'est ce genre d'investissement-là qu'on voyait couvert par la demande d'autorisation préalable qui, en même temps, se qualifierait d'exceptionnel.

Q. [227] Et si ce compresseur-là valait deux millions (2 M\$)?

R. C'est une bonne question.

Q. [228] C'est ce point-là que j'essaie de couvrir avec vous.

R. Oui, oui. Non, c'est une bonne question.

Q. [229] J'avais compris les autres... les autres exemples, mais c'est lui qui m'intéresse.

R. Les évidentes sont claires, oui. Bien, de façon

logique, je dirais que... et peut-être il faudrait que j'y pense davantage, mais de façon logique, je me dis, si on est capable de vivre à l'intérieur de notre enveloppe d'un million (1 M\$), même si c'est un investissement de deux millions (2 M\$) parce que, comme je vous dis, on le sait qu'il y a des années qu'on va dépenser moins, des années plus, l'intention, ce serait de vivre à l'intérieur de l'enveloppe de deux millions (2 M\$)... du million (1 M\$), excusez-moi, et de ne pas faire d'autorisation préalable dans ce cas-là...

Q. [230] O.K. Donc, ce serait...

R. ... parce qu'ils seraient en deçà du seuil.

Q. [231] Donc, dans un cas comme celui-là, il n'y aurait pas d'autorisation préalable. Et là la question qui suit, c'est : à quel moment cet investissement-là de deux millions de dollars (2 M\$) qui n'aurait pas demandé d'autorisation préalable sera reflété dans les tarifs, à quel moment?

R. Oui. Bien, il va être reflété dans les tarifs de façon imparfaite par l'entremise du million (1 M\$) par année.

Q. [232] Oui.

R. Mais, à la cinquième année, lorsqu'on ferait la

mise à niveau... Parce que, nous, de la manière qu'on voit ça, c'est pendant la période de quatre ans là ou de cinq ans, on aurait une base de tarification artificielle disons qui reflète un million (1 M\$) par année. Mais là, à la cinquième année quand on se présenterait pour la mise à niveau, bien là, on refléterait le coût réel des investissements, l'amortissement réel, puis là on remet le compteur à zéro, puis on recommence un autre cycle de cinq ans. Ça fait que c'est à ce moment-là que ça se ferait officiellement.

Q. [233] Donc, lorsque vous faites la mise à jour aux cinq ans de la base de tarification, c'est à ce moment-là qu'un investissement de deux millions (2 M\$), tel que nous avons discuté plus tôt là, se refléterait dans les tarifs.

R. Et on a l'exemple cette année ici, hein! Comme je vous dis, même si on propose pour deux mille onze (2011) une allocation de un million (1 M\$) pour fixer les tarifs, cette année on va dépenser plus que un million (1 M\$) ou investir plus qu'un million (1 M\$), mais cet investissement-là va se refléter officiellement dans la base de tarification uniquement lorsqu'on va se présenter à l'année cinq pour mettre tout ça à niveau.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 188 -

INTRAGAZ
Interrogatoire
Me J.-F. Ouimette

13 h 43

Q. [234] O.K. Et pourriez-vous nous préciser quel montant serait ajouté comme tel dans la base de tarification, dans l'exemple de notre investissement de deux millions de dollars (2 M\$) là en deux mille douze (2012), quatre années vont passer, vous allez faire la mise à jour, quel montant allez-vous inclure dans la base?

R. Le coût, le coût historique.

Q. [235] C'est-à-dire?

R. Bien le coût réel de l'investissement.

Q. [236] Le coût réel moins l'amortissement qui aurait été accumulé jusqu'en, ça serait deux mille quinze (2015) ou deux mille seize (2016)?

R. Oui, ça serait le coût, ça serait le coût amorti parce que dans le fond ce qu'on vous présenterait à l'année 5, ça serait les investissements réels bruts qui incluraient disons dans ce cas-là deux millions (2 M), c'est comme si nous pendant ces cinq années là on va garder une base de tarification en parallèle avec les coûts réels, donc avec l'amortissement réel.

Ça fait que la cinquième année quand on va se présenter, on va avoir l'investissement réel au coût, mais on va avoir aussi l'amortissement

accumulé correctement d'année en année, donc pour répondre à votre question, ça va être le net qui va se refléter à l'année 5, la valeur amortie.

Q. [237] Donc on dirait coût, coût d'acquisition moins l'amortissement?

R. Accumulé.

Q. [238] Est-ce que, est-ce qu'il y aura des frais de financement qui s'appliqueront à ce moment-là?

R. Non, ce n'est pas l'intention. Non, parce que nous pour fixer nos tarifs, on est prêt à vivre avec le million par année, sachant qu'il y a des années que ça va être mieux, des années que ça va être moins. Comme je vous dis tout, des fois on dirait qu'on complique les choses, mais tout cet objectif, on fait tout ça pour essayer de simplifier...

Q. [239] Bien oui.

R. ... la fixation des tarifs. Ça fait qu'aujourd'hui c'est peut-être compliqué, mais c'est à souhaiter qu'une fois parti, ça va être plus simple.

Q. [240] Alors ça complète mes questions, Madame la Présidente. Je vous remercie.

LA PRÉSIDENTE :

Merci, Maître Ouimette. Alors la formation va avoir quelques questions pour vous, Michel.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 190 -

PANEL - INTRAGAZ
Interrogatoire
M. Michel Hardy

INTERROGÉS PAR M. MICHEL HARDY :

Q. [241] Bonjour, Monsieur Marois.

R. Bonjour.

Q. [242] Juste pour compléter au niveau de l'allégement réglementaire et une fixation des tarifs annuels.

R. Oui.

Q. [243] Il y a quand même le principe aussi de tout regarder, nous avons un rapport annuel, donc l'équivalent d'une fermeture de livres pour pouvoir établir est-ce qu'il y a un excédent ou pas de rendement. Donc le point soixante-quinze (0,75), est-ce qu'il faut en remettre aux clients, pas en remettre aux clients ou en charger. Donc il y a quand même des efforts à faire dans ça aussi?

R. Oui, effectivement si vous parlez au niveau de la procédure de fermeture de livres en tant que tel, oui. Qu'on souhaite alléger aussi, mais oui effectivement il va falloir faire la revue.

Q. [244] C'est ça parce que j'allais dire justement à l'heure actuelle avec le principe des coûts évités qui était sur une base, disons pour Pointe-du-Lac cinq ans, c'est un mécanisme allégé, alors qu'on va aller vraiment vers un mécanisme, même s'il est simple, même si on a une formule allégée, un peu

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 191 -

PANEL - INTRAGAZ
Interrogatoire
M. Michel Hardy

vous faisiez référence à Gazifère, même si on a un mécanisme allégé, une formule, il y a quand même des activités à faire que ce soit sur dossier ou pas, il y a quand même un certain nombre d'activités, donc un dossier réglementaire, que ce soit par écrit. Donc possiblement demande d'intervention et tout ça et je vois, j'essaie de trouver où est l'allégé dans ça?

R. Bien vous avez très bien saisi, puis je ne sais pas si vous avez remarqué quand j'ai parlé de la méthode des coûts évités ce matin c'est une des choses que moi personnellement je trouve que c'était un des gros avantages de la méthode, c'est son côté allégé.

Parce qu'avec la taille d'Intragaz, Intragaz pourrait se consacrer cent pour cent (100 %) à la tâche. Ça fait que je vous concède tout à fait le fait que ce qu'on propose même si nous on considère ça allégé par rapport à une méthode conventionnelle. C'est drôlement plus lourd que qu'est-ce qu'on a là.

Puis c'est une des choses qui nous préoccupe un peu, dans le sens que si on pouvait garder le meilleur des deux mondes, mais c'est une concession qu'on est prêt à faire dans le sens que

lorsqu'on regarde le sérieux de la chose, qu'on parle de la pérennité de l'entreprise. Si le prix à payer pour assurer la pérennité de l'entreprise c'est un certaine lourdeur relative au niveau réglementaire, que sera sera, là tu sais c'est... Mais tout à fait par rapport à l'ancienne méthode c'est drôlement plus lourd.

Q. [245] Et une autre question aussi quand vous dites que le présent dossier ne traite pas du passé, mais bien de l'avenir. Vous avez dit dans votre présentation de ce matin à la page 15, mais si on procède avec la méthode du coût de service, on va, il faut qu'on tienne compte théoriquement d'une base de tarification qui est basée sur un passé, qui, qui arrive comme ça là, du jour au lendemain, on a cent X millions (100) de base de tarification?

R. Tout à fait.

Q. [246] Donc c'est le passé qui s'impose aujourd'hui puis là il faut prendre ça tel quel? Donc le passé s'impose.

R. Oui, puis c'est pour ça que je pense qu'on a accepté volontiers de répondre aux questions qui touchaient le passé, parce qu'on a reconnu que la Régie a tout à fait le droit de comprendre comment qu'on est arrivé aux investissements d'aujourd'hui.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 193 -

PANEL - INTRAGAZ
Interrogatoire
M. Michel Hardy

Ça fait que c'est, comme je vous dis c'est pour ça qu'on a fourni l'information, mais ceci étant dit on démarre aujourd'hui puis il faut regarder vers l'avenir.

Vous avez sûrement remarqué que dans une de nos réponses à des demandes d'informations on a souligné le fait qu'il y a déjà eu un précédent important devant la Régie puis là je ne me trompe pas c'était Gazifère, dans les années soixante-douze (72), soixante-treize (73). Gazifère avait opéré depuis mille neuf cent cinquante-neuf (1959), donc treize, quatorze ans sans vraiment de réglementation, puis il est arrivé un peu comme nous tout à coup avec des investissements puis la Régie les a reconnus justement sur la base des coûts historiques.

C'est, c'est, ce genre de transition là se fait souvent dans des projets de démarrage où dans le cas de Gazifère par exemple c'était beaucoup plus simple d'adopter les tarifs de Consumers en Ontario plutôt que d'essayer de faire, établir des tarifs sur le coût de service qui existaient à toutes fins pratiques pas, mais les transitions ne sont jamais faciles.

Q. [247] Puis juste pour revenir un petit peu pour

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 194 -

PANEL - INTRAGAZ
Interrogatoire
M. Michel Hardy

compléter la, la, sur les demandes

d'investissement, on a dit que quand c'était quelque chose qui était autre que pour un accroissement de la capacité, disons que le seuil serait à deux millions et demi (2,5 M). Mais accroissement des capacités est-ce qu'il y a un seuil quand même ou cent mille dollars (100 000 \$) viendrait?

R. Bien quand j'ai répondu à votre procureur, j'ai réalisé que j'ai dit oui on va venir pour n'importe quoi, mais effectivement il peut, il peut avoir des petits, des petits projets où ça serait peut-être la perte de temps de tout le monde, parce que des fois, excusez l'expression anglaise, du « tweaking », de l'optimisation, dire on va changer telle composante à cent mille dollars (100 000 \$) puis on peut donner un peu plus, un meilleur service à Gaz Métro.

Je pense que ça serait raisonnable d'avoir un seuil où ça ne vaut même pas la peine de venir devant la Régie.

Q. [248] Est-ce que vous avez une idée de ce seuil-là ou pas?

R. Je vais demander à mon comptable, juste un instant. C'est difficile, c'est difficile de mettre un

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 195 -

PANEL - INTRAGAZ
Interrogatoire
M. Michel Hardy

chiffre. J'ai l'impression que ça va être, puis là je parle, ça va être relativement petit ou plus gros. Comme si on part par exemple que, non, mais dans le sens, mais je veux dire, il n'y aura pas, il n'y aura pas de juste milieu ou si on parle de par exemple augmenter la capacité, il faut soit forer un puits, raccorder un puits, ajouter un compresseur, là tu rentres tout de suite dans les, peut-être les quelques millions.

Les autres projets vont peut-être être de nature plus petites, du fignolement avec les capacités existantes. Ça fait que moi je vous dirais qu'en deçà d'un million (1 M) on devrait être en mesure de couvrir les plus petits projets puis au delà de deux millions et demi (2,5 M) bien là ça serait les, entre les deux je ne suis pas sûr s'il va y avoir grand chose là.

13 h 51

Q. [249] O.K. C'est la raison de ma question, c'est un petit peu, un peu comme les dossiers tarifaires conventionnels on approuve toujours, que ce soit Hydro-Québec, Transporteur, Distributeur, Gazifère, Gaz Métro, on approuve toujours un certain budget de capital qui est un montant inférieur à un seuil et qui couvre aussi à la limite certains

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 196 -

PANEL - INTRAGAZ
Interrogatoire
M. Michel Hardy

développements, mais qui est en bas d'un certain montant. C'était un...

R. Bien, peut-être, puis là je vais peut-être me faire chicaner, mais, moi, je me dis, si on est capable de le faire à l'intérieur de notre enveloppe de millions par année, t'sais, ce serait peut-être déjà un seuil dans le sens que si on peut vivre avec ça, c'est quand même un budget en capital qui est presque octroyé ou général disons en nature, ce serait peut-être... si on a besoin de plus que ça, bien, là, il faut venir devant... ce serait peut-être un compromis raisonnable.

Q. [250] Je vous remercie beaucoup, Monsieur Marois.

R. Merci à vous.

INTERROGÉS PAR LA PRÉSIDENTE :

Merci, Michel. Alors j'aurais peut-être une ou deux questions pour vous, Messieurs.

Q. [251] Comme vous avez pu le constater à la lecture des mémoires de la FCEI, de l'ACIG, bon, ils ont bien résumé les motifs à l'époque qui étaient invoqués par Intragaz pour justifier la méthode des coûts évités. Cette méthode qui a été, comme vous l'avez souligné, adoptée dans un contexte au départ où l'entreprise était en développement et où les actionnaires avaient à prendre des risques

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 197 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
La présidente

importants. La dernière cause qui a été entendue pour Pointe-du-Lac date de deux mille six (2006), donc après la période de développement.

Et en deux mille six (2006), Intragaz a aussi demandé que la méthode des coûts évités soit maintenue. Et j'en conviens que vous n'étiez pas là à cette époque-là, mais, bon, on parle quand même d'Intragaz qui justifiait le maintien de cette méthode-là. Et j'aimerais juste souligner un des motifs qui, à l'époque, était invoqué. Et j'ai eu la chance d'être sur cette cause-là, donc j'ai une bonne connaissance de ce qui a été plaidé à l'époque.

On avait mentionné que, bon, il était approprié, qu'il n'était pas approprié de modifier les règles du jeu en cours de route puisque cela équivaldrait à avoir fait prendre les risques par un tiers et à vouloir, par la suite, en partager les bénéfices une fois que les risques se sont amoindris, bon, tout en étant toujours présents et élevés.

Est-ce qu'on n'est pas face aujourd'hui à une situation où les risques se sont finalement matérialisés et le changement de méthode aurait peut-être pour effet de partager les pertes une

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 198 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
La présidente

fois que les risques se sont matérialisés? Ou si je ne comprends pas bien. Je vous laisse l'occasion de m'expliquer.

M. ROCK MAROIS :

R. Premièrement, vous avez tout à fait raison que je n'étais pas là. Donc, je vais y aller avec ma propre interprétation d'après ce que j'en sais. Premièrement, en deux mille six (2006), il y avait un contexte quand même particulier, parce que, en deux mille six (2006), Intragaz était encore dans un « mind set » dans une optique de développement. Parce que les gros travaux se sont terminés en deux mille cinq (2005). Mais à cette époque-là, on avait encore d'autres projets de développement.

Ça fait que, ça, c'est sûr que ça a conditionné la position de l'entreprise. Les gens qui ont témoigné à l'époque voyaient encore une possibilité de développement qui ne s'est pas matérialisé pour X raison. Mais eux, leur demande de deux mille six (2006) s'inscrivait toujours dans le cadre du développement... ce n'était pas fini encore la période de développement pour eux. Ils étaient encore au milieu de tout ça. Ça, c'est la première chose qui me vient à l'esprit.

L'autre, la citation que vous avez faite où

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 199 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
La présidente

Intragaz mentionnait quelque chose à l'effet que, changer les règles du jeu ferait en sorte que les gens qui ont pris le risque ne pouvaient pas essentiellement en récolter les fruits. Cette position-là, pour moi, est basée sur le fait que, en allant au coût de service, on aurait eu une baisse par rapport au coût évité à l'époque. Il faut que ce soit placé dans le contexte.

Les gens qui défendaient la méthode des coûts évités, c'est parce que, pour eux, c'était des revenus additionnels, puis ça se défendait par le fait que, écoutez, à toutes fins pratiques, on est encore en période de développement, on avait encore des projets importants en deux mille cinq (2005). Ça fait qu'on a développé ces projets-là avec un tarif plus élevé, une prime de risque. Maintenant, si vous nous faites passer à la méthode du coût de service, bien, on va perdre cette prime de risque-là.

Ça fait que je pense que c'est dans ce contexte-là que cette citation a été faite plutôt que de dire, bien, là, on a... plutôt que l'inverse, qu'il y a un risque qui s'est matérialisé puis il faut composer avec. Je ne sais pas si je m'exprime clairement. Mais c'était

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 200 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
La présidente

vraiment dans un contexte où que les gens voulaient préserver les acquis de la méthode du coût évité, en d'autres mots la prime de risque, parce que, à cette époque-là, la situation n'avait pas... l'entreprise était encore en développement.

Moi, aujourd'hui, quand je suis assis, je ne nie pas ça ce qui a été dit il y a quatre ans. Moi, ce que je fais, c'est que je regarde les projections de coûts évités. Puis quand je regarde certaines projections qui sont extrêmement basses puis qu'elles sont basées sur des scénarios que je considère court terme, des cinq ans, des scénarios qui sont là un mois, qui ne sont pas là deux mois plus tard, je me dis, ça ne peut pas être ça qui était l'intention lorsqu'on est allé en méthode des coûts évités pour fixer les tarifs.

C'est pour ça que je vous ai dit que la diapo la plus importante pour moi, c'était ma diapo du gros bon sens et de dire, la méthode des coûts évités fait du sens tant et aussi longtemps que tu peux atteindre cet équilibre-là. Tu fais prendre le risque par l'investisseur mais tu le récompenses par une prime de risque, mais il faut que cette récompense-là ne soit pas trop élevée qu'en bout de ligne, tu fasses payer le client trop cher.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 201 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
La présidente

Tant et aussi longtemps que tu maintiens cet équilibre-là, c'est correct. Mais si ça va trop sur un bord, trop sur l'autre, si on était ici puis on vous demandait un coût évité de quarante millions (40 M\$) parce que c'est ça que ça donne, mais que notre coût de service est dix-sept (17), il y a quelqu'un qui dirait « woh! ». Ça va au-delà de qu'est-ce que la méthode du coût évité avait prévu. Mais l'inverse est vrai aussi.

Puis dans votre question, vous mentionnez : Est-ce que c'est la matérialisation du risque? Si ça l'était, ce serait qu'en allant avec la méthode du coût évité, on acceptait le risque intrinsèque avec la méthode elle-même. En d'autres mots, au début... l'expression anglaise « live by the sword, die by the sword, » Quand Intragaz a proposé la méthode des coûts évités puis la Régie, elle l'a approuvée, il y avait un contexte. Puis ce contexte-là, c'était d'inciter des actionnaires à prendre le risque de développement et de les récompenser en conséquence.

Clairement dans le contexte d'établir un tarif juste et raisonnable, l'intention n'était pas de dire : O.K., là si tu vas avec cette méthode-là, tu vas vivre avec éternellement même si ça donne

des résultats ridicules à un moment donné ou en deça de ton coût de service. C'est là que je veux dire que cette méthode-là a du sens tant et aussi longtemps que l'objectif ou l'esprit est atteint de l'utiliser comme fixer un tarif pour rémunérer un actif dont les coûts d'année en année sont là.

13 h 59

Pour moi, ça s'insère tout. C'est tout logique. C'est que, à l'époque, oui, il y avait un contexte. Le contexte a tellement évolué que, maintenant, ce n'est pas la méthode qui ne fonctionne pas, c'est son application.

Q. [252] Justement, parlant de l'application de cette méthode, je pense qu'on a bien compris que l'expression d'alléger, d'allègement dans votre proposition n'était certainement pas en rapport avec la méthode des coûts évités puisque c'est probablement la méthode qui vous permet un très grand allègement réglementaire et qui nous permet aussi, qui nous accorde un grand allègement. On comprend qu'il y a peut-être un contexte particulier où il est difficile d'appliquer cette méthode-là, qu'il y a des défis à relever avec la méthode des coûts évités.

Mais est-ce que, parce qu'il y a certains

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 203 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
La présidente

défis qui peuvent être liés aux types de services équivalents, bon, je pense qu'on comprend qu'il y a des questionnements quant à ce qui avait été considéré comme un service équivalent, bon, l'ACIG propose une autre approche en ce qui a trait à la notion de services équivalents qui donnent des résultats aussi qui sont différents, mais est-ce que le meilleur des deux mondes ne pourrait pas être d'avoir un tarif fixé sur la base des coûts évités mais qui correspondrait à un tarif qui soit juste et raisonnable et qu'on atteint quand même, qu'on puisse atteindre quand même cet équilibre dont vous parlez qui a été recherché dans le passé et qui a été obtenu, sans pour autant embarquer dans une dynamique qui est totalement différente, qui est celle basée sur le coût de service même avec une approche allégée?

R. Bien, je ne peux pas parler au nom des associés, je peux parler en mon nom personnel. Je dois admettre que je vous rejoins à ce niveau-là. Dans le sens que je suis le premier à reconnaître les avantages de la méthode des coûts évités, pour nous, entre autres, l'allégement, tout ça, la liberté d'action. Mais je peux vous dire, c'est qu'avant de déposer notre demande, ce n'était pas un coup de tête, on y

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 204 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
La présidente

a longuement réfléchi. Puis on n'a pas trouvé de solution avec la méthode des coûts évités. Dans le sens que, puis c'est peut-être... c'est peut-être un manque de précision au niveau de comment calculer la méthode des coûts évités.

Mais comme je vous dis, moi, de la manière que je l'ai regardé, c'est qu'il y avait une tendance à vouloir utiliser les scénarios les plus faibles. Je les voyais les scénarios les plus faibles. Je me disais, ce n'est pas correct parce que ça ne se compare pas vraiment avec ce que, nous, on est, mais si c'est ça les coûts évités, ça ne marche pas. Si on conclut que c'est d'autre chose puis ça peut marcher, en bout de ligne, c'est les résultats qui comptent. Mais comme je vous dis, nous autres, on ne l'a pas trouvé.

Q. [253] C'est beau. Ça termine mes questions. Merci beaucoup. Alors ça va clore, je crois, Maître Tremblay, la preuve en chef d'Intragaz. Alors, on vous remercie pour votre présentation. Nous allons prendre une pause. Est-ce que dix minutes c'est suffisant pour vous permettre, pour permettre à Gaz Métro de s'installer?

Me VINCENT REGNAULT :

Sans problème.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 205 -

PANEL INTRAGAZ
Interrogatoire
La présidente

LA PRÉSIDENTE :

Alors de retour dans dix minutes. À deux heures
vingt (2 h 20).

SUSPENSION DE L'AUDIENCE

REPRISE DE L'AUDIENCE

LA PRÉSIDENTE :

Veuillez prendre place s'il vous plaît. Maître
Regnault, la parole est à vous.

PREUVE DE GAZ MÉTRO (DOSSIER R-3754-2011)

Me VINCENT REGNAULT :

Merci. Bonjour, Madame la Présidente, Messieurs les
Régisseurs. Alors, sans plus tarder, Gaz Métro est
donc prête à faire sa preuve dans son dossier
R-3754-2011. Et vous avez à ma gauche donc Frédéric
Morel et Marie-Stella Downs qui constituent le
panel de Gaz Métro. Je demanderais peut-être à
madame la greffière de les assermenter.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 206 -

L'AN DEUX MILLE ONZE (2011), le vingtième (20e)
jour de juin, ONT COMPARU :

FRÉDÉRIC MOREL, directeur Approvisionnement gazier,
ayant son adresse d'affaires au 1717, rue du Havre,
Montréal (Québec);

MARIE-STELLA DOWNS, conseillère senior -
planification long terme aux approvisionnements
gaziers, ayant son adresse d'affaires au 1717, rue
du Havre, Montréal (Québec);

LESQUELS, après avoir fait une affirmation
solennelle, déposent et disent :

INTERROGÉS PAR Me VINCENT REGNAULT :

Q. [254] Sans plus tarder, peut-être quelques
questions d'intendance usuelles que nous posons au
panel, aux membres du panel avant qu'ils ne
débutent leur présentation, qui sera courte dans le
cas de monsieur Morel et de madame Downs. Monsieur
Morel, votre curriculum vitae se trouve à la pièce
Gaz Métro-4, Document 1 à la page 3. Vous en avez
pris connaissance?

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 207 -

PANEL GAZ MÉTRO
Interrogatoire
Me Vincent Regnault

M. FRÉDÉRIC MOREL :

R. Oui.

Q. [255] Avez-vous des corrections à y apporter?

R. Non.

Q. [256] Madame Downs, votre propre curriculum vitae se trouve à la même pièce, à la page 2. Vous en avez pris connaissance également?

Mme MARIE-STELLA DOWNS :

R. Oui.

Q. [257] Avez-vous des corrections à y apporter?

R. Non.

Q. [258] Alors, la pièce est donc produite par les témoins au dossier de la Régie sous la cote Gaz Métro-4, Document 1, la pièce qui porte la cote Régie B-0027. Également, il y a une série de pièces qui ont été préparées dans le cadre du présent dossier que j'énumère rapidement pour les fins des notes sténographiques. Donc, la pièce Gaz Métro-1, Document 1, qui porte la cote Régie B-0004; la pièce Gaz Métro-2, les documents 1 à 4, qui portent les cotes Régie B-0012, 0014, 0015 et 0017; la pièce Gaz Métro-3, Document 1 et 2, qui portent respectivement la cote B-0020 et B-0022; de même que la pièce Gaz Métro-4, Document 1 dont on vient de parler, en fait, c'est les CV. Également, vous

avez préparé une présentation pour les fins de la présente audience, que nous voyons à l'écran, qui porte la cote Gaz Métro-1, Document 2. Il s'agit de pièces qui ont été préparées par vous ou sous votre supervision?

M. FRÉDÉRIC MOREL :

R. Oui.

Q. [259] Est-ce que vous avez des corrections à y apporter?

R. Madame Downs en a quelques-unes.

Q. [260] Allez-y!

Mme MARIE-STELLA DOWNS :

R. Alors, la première correction, c'est à la pièce Gaz Métro-1, Document 1 à la page 15. Alors, c'est au niveau du coût de service d'Intragaz pour la durée cinq ans. Le chiffre devrait être dix-sept mille quatre cent cinquante (17 450). Et pour la durée quinze (15) ans, le chiffre devrait être dix-sept mille zéro soixante-neuf (17 069). Il y a également à la page 19 à la ligne 21, la référence qui est mise entre parenthèses, l'Annexe 7, on devrait lire « Annexe 6 ». La prochaine correction, c'est à la page 21 à la ligne 18, au niveau de la quantité de l'utilisation de Pointe-du-Lac, c'est marqué « 1 », on devrait lire vingt-six point quatre sept sept

(26,477).

Ensuite, c'est à la pièce Gaz Métro-2, Document 1, à la page 5, donc dans l'avant-dernier paragraphe, on fait référence au prix AECO plus point huit neuf cinq dollars du gigajoule (0,895 \$/GJ), on devrait lire plus zéro virgule soixante-dix dollars du gigajoule (0,70 \$/GJ). Et la correction similaire à la page 6 du même document. Donc, au premier paragraphe de la réponse, on fait encore référence à AECO plus zéro virgule huit neuf cinq (0,895 \$/GJ) où on devrait lire zéro virgule soixante-dix dollars du gigajoule (0,70 \$/GJ). Et ça complète.

Q. [261] Merci, Madame Downs. Alors, est-ce que vous adoptez l'ensemble de ces pièces ainsi que la présentation qui est projetée à l'écran comme étant votre témoignage écrit pour les fins du présent dossier?

M. FRÉDÉRIC MOREL :

R. Oui.

Q. [262] Je vais sans autre formalité produire les pièces au dossier de la Régie. Je présume que vous serez prêt également après votre présentation à répondre aux questions des procureurs des intervenants, de la Régie ou des régisseurs?

R. Avec plaisir.

Q. [263] Je vous laisse donc... La présentation qui est projetée à l'écran, la pièce Gaz Métro-1, Document 2 portera la cote Régie B-0028.

B-0028 : (Gaz Métro-1, Document 2) Présentation
- Renouvellement d'Intragaz.

Alors je laisse aller le panel avec sa présentation. Merci.

M. FRÉDÉRIC MOREL :

R. Merci. Ça va être une très courte présentation. Essentiellement, je vais essayer de vous résumer en quelques minutes pourquoi Gaz Métro croit que renouveler le lien contractuel avec Intragaz basé sur le coût de service d'Intragaz est la meilleure chose qu'on peut faire pour notre clientèle pour approvisionner pour notre clientèle. Intragaz, c'est quoi? C'est du stockage. Et le stockage, c'est un outil stratégique pour un distributeur.

Il appartient au Distributeur de rencontrer la demande de sa clientèle qui varie de façon saisonnière et même à l'intérieur même de la journée. Et on a besoin d'un ensemble de portefeuilles d'outils pour répondre à cette

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL GAZ MÉTRO
Interrogatoire
Me Vincent Regnault
- 211 -

demande-là, et je vous dirais qu'un de ces outils-
là qui est un essentiel, c'est d'avoir du stockage.

Intragaz ce qu'il représente c'est les deux
seuls sites d'entreposage souterrains au Québec. Et
avoir des sites d'entreposage souterrains au Québec
qu'est-ce que ça nous donne, ça accroît la sécurité
d'approvisionnement de notre clientèle.

On a regardé, et je vais revenir dans
quelques instants sur les différentes alternatives
qu'on a regardées par rapport à Intragaz. Mais
l'ensemble des ces alternatives-là, à la plus
simple expression, ça revient par du gaz qui m'est
acheminé de l'Ouest par le tuyau de TCPL, et il y a
seulement un tuyau qui rentre au Québec. Donc, si
jamais j'ai un incident sur ce tuyau-là, peu
importe qui détient le contrat de transport, bien,
je vais être affecté.

Tandis qu'avec Intragaz j'ai, dans
certaines circonstances, du gaz déjà situé dans ma
franchise qui me permet de maintenir
l'approvisionnement de ma clientèle. Ce qui est un
avantage non négligeable, selon nous, parce qu'on
considère que notre rôle premier c'est justement de
desservir nos clients.

On doit cependant évaluer quand on fait un

choix d'approvisionnement quelles sont mes alternatives, si alternatives il y a. Je suis un peu d'accord avec monsieur Marois, il n'y a pas deux alternatives qui sont identiques à cent pour cent (100 %). Donc, on doit quand même regarder, nous, dans l'ensemble de notre plan d'« appro » quelle structure d'approvisionnement alternative on peut choisir pour essayer de répondre à la demande de notre clientèle.

Les différents scénarios qu'on a mis sur la table, je vous dirais qu'essentiellement c'est des achats faits à Dawn en hiver et qui sont jumelés soit du transport acquis auprès de TCPL directement, soit auprès de fournisseurs sur le marché secondaire.

Alors, si je reviens vraiment sur les scénarios rapidement qui font appel, que Gaz Métro contracte directement auprès de TransCanada, quand on a fait l'analyse initiale du dossier, on avait comme base de référence les tarifs de TransCanada qui avaient été approuvés au premier (1er) janvier deux mille dix (2010).

Étant donné qu'on regardait sur des tarifs à très long terme, on avait inflationné ces tarifs-là de deux pour cent (2 %) par année sur un horizon

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 213 -

PANEL GAZ MÉTRO
Interrogatoire
Me Vincent Regnault

de cinq et quinze (15) ans pour avoir une petite idée du tarif.

Ceci dit, les tarifs de TransCanada ça a beau être un marché primaire, on a constaté qu'il y avait une forte volatilité là-dessus aussi. Au lieu d'augmenter de deux pour cent (2 %) par année, en deux mille onze (2011) l'augmentation qu'on a eue par rapport au tarif de deux mille dix (2010) est de quarante pour cent (40 %).

Encore une fois, il s'agit présentement en deux mille onze (2011) le tarif intérimaire, TransCanada cependant a déposé devant l'Office national de l'énergie une demande pour des taux finaux. Et quand on fait la lecture de cette demande-là, on constate que cette augmentation-là peut encore être supérieure, on pourrait voir encore peut-être un dix pour cent (10 %) d'augmentation.

On n'a aucune certitude que la hausse des tarifs de TCPL est terminée. Et quand on constate, quand on compare les scénarios dès maintenant, les scénarios avec les tarifs existants en vigueur, les intérimaires deux mille onze (2011) au coût de service Intragaz, on constate que contracter avec Intragaz à son coût de service est plus économique

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 214 -

PANEL GAZ MÉTRO
Interrogatoire
Me Vincent Regnault

pour ma clientèle qu'acquérir du transport
additionnel auprès de TransCanada et contracter
essentiellement sur le marché primaire. Donc, ce
qu'il nous reste, c'est le marché secondaire.

Tout comme Intragaz a pu le constater, il y
a énormément de volatilité sur les évaluations qui
ont été faites par le marché secondaire. On a fait
faire une série d'évaluations auprès de deux
fournisseurs que je qualifierais de réguliers de
Gaz Métro. Donc, c'est des gens avec qui on
transige sur une base assez régulière qui nous
approvisionnent déjà dans des structures
d'approvisionnement plus complexes. Ce n'est pas
des gens qui ne font que vendre du gaz spot à un
endroit géographique là. C'est des gens qui sont
capables à même de structurer des
approvisionnements qui incluent du transport ainsi
de suite. Alors, c'est deux contreparties qu'on
considère solides et fiables dans le marché.

Et on a été surpris un peu, de la même
façon que monsieur Marois le mentionnait tantôt, de
la divergence d'opinion que deux joueurs sérieux
dans le marché peuvent avoir vis-à-vis
l'expectative future des prix d'offrir un tel
service.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL GAZ MÉTRO
Interrogatoire
Me Vincent Regnault

- 215 -

On a eu un fournisseur qui nous donnait des prix très très élevés, même supérieurs à nos alternatives de contracter directement avec TransCanada, et un autre qui voyait des prix assez bas.

On est retourné récemment faire valider encore si ces offres-là étaient encore valides, et encore une fois la volatilité dans les offres dans le marché c'est ça qui est constant, c'est volatile.

Le fournisseur A qui, jusqu'à maintenant nous offrait les prix les plus bas, s'est désisté pour tous les scénarios qui impliquaient de nous vendre du transport sur le marché secondaire.

Le fournisseur B, lui, ne s'est pas désisté. Cependant, on a vu une réduction de son prix à court terme et à plus long terme. Donc, le scénario de cinq ans, il y a une réduction assez substantielle. Le scénario de quinze (15) ans il y a une réduction aussi qu'on va voir à l'acétate suivante. Mais ça demeure quand même supérieur.

Quand Gaz Métro doit se positionner par rapport à ça, quand on regarde on considère que l'entreposage est un actif important. Si je vais voir mon fournisseur d'entreposage et je lui dis

que sur une base de coûts évités, j'ai un scénario très très bas et qui m'offrait un service, dans le cas du fournisseur A, en date du premier (1er) octobre de cinq millions six cent mille (5,6 M\$) ou dans le scénario le plus récent du fournisseur B à huit millions neuf cent mille (8,9 M\$), et que mon fournisseur me dit : « Bien, à ce niveau-là je n'opère pas », je me dis que je dois nécessairement le regarder sur le long terme. Parce que je ne peux pas dire à mon fournisseur : « Bien, écoutez, je vais pendant quelques années vous abandonner, aller vers un autre fournisseur qui va m'offrir le service ponctuellement à meilleur coût ».

Et dans cinq ans, qu'est-ce que je fais? Dans cinq ans... L'acétate suivante, s'il vous plaît. Merci. Quand je regarde le même fournisseur qui est prêt à me le faire à moindre coût pour un horizon de cinq ans, ce que je constate, c'est que sa propre vision long terme, ça va me coûter beaucoup plus cher que le coût de service d'Intragaz. Et ce n'est pas l'un et l'autre, c'est l'un ou l'autre.

Donc, si je choisissais d'aller, de profiter de l'économie à brève échéance, je mettrais une croix là-dessus. Je ne pourrais pas

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL GAZ MÉTRO
Interrogatoire
Me Vincent Regnault
- 217 -

revenir à Intragaz dans le futur parce que monsieur Marois nous a bien dit que Intragaz n'opérerait pas et cesserait ses activités. Donc, je dois absolument regarder long terme.

Quand je regarde long terme, mes perspectives de marché sont assez élevées. Est-ce que ces chiffres-là vont nécessairement refléter la réalité? Je ne le sais pas, je crois que personne ne le sait. Quand j'ai un fournisseur qui me donne des chiffres très très très bas et un autre qui m'en donne très très élevés, je me dis qu'il y en a un des deux qui se trompent, mais je n'ai aucune idée c'est lequel.

Donc, Gaz Métro croit, quand on regarde tout ça, que conserver des sites d'entreposage d'Intragaz dans son portefeuille, c'est le meilleur choix pour la clientèle. Pourquoi c'est le meilleur choix pour la clientèle? C'est le choix le plus économique à long terme, selon les données qu'on a devant nous. Ça va entraîner une stabilité des coûts et on croit même peut-être à long terme une diminution des coûts à mesure que les actifs vont être amortis, et le dernier et non le moindre, ça accroît de façon substantielle la sécurité d'approvisionnement de Gaz Métro et donc de sa

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

- 218 -

PANEL GAZ MÉTRO
Interrogatoire
Me Vincent Regnault

clientèle.

Donc, quand on regarde l'ensemble du dossier, ça nous semble clair qu'il faut renouveler les sites d'Intragaz sur la base du coût de service, que c'est vraiment le meilleur choix d'approvisionnement pour notre clientèle. Je suis disponible... on est disponible pour répondre à vos questions.

LA PRÉSIDENTE :

Donc, c'est beau, Maître Regnault, vous n'avez pas d'autres questions. On va donc débiter avec le contre-interrogatoire pour l'ACIG, Maître Sarault. Maître Sarault, vous aviez prévu un contre-interrogatoire d'une vingtaine de minutes. Est-ce que c'est à peu près ce que vous prévoyez?

Me GUY SARAULT :

Je pense, ça devrait tenir parce que j'ai déjà posé plusieurs questions ce matin aux gens d'Intragaz et je ne voudrais pas faire de duplication, autant que faire se peut.

LA PRÉSIDENTE :

Parfait. Merci.

CONTRE-INTERROGÉS PAR Me GUY SARAULT :

Q. [264] Effectivement, d'abord, je voudrais, Monsieur Morel, Madame Downs, vous amener à la pièce Gaz

Méetro-1, Document 1, page 15 où on voyait les résultats des propositions que vous avez... des cotations plutôt que vous avez reçues des fournisseurs A et B et que vous réitérez aujourd'hui dans votre présentation PowerPoint sur l'horizon cinq ans et quinze (15) ans, avec une mise à jour au dix-neuf (19) mai deux mille onze (2011). Et comme vous, j'ai fait le saut quand j'ai vu ça, devant l'écart important qu'il y a entre le fournisseur A qui était systématiquement moins cher que le fournisseur B.

Vous avez dit il y a un instant, Monsieur Morel : « Il y en a un des deux qui se trompent en quelque part, la question, c'est de savoir lequel ». Est-ce que je pourrais vous soumettre un troisième scénario? C'est qu'ils se trompent tous les deux. Est-ce que c'est une possibilité ça?

M. FRÉDÉRIC MOREL :

R. Si on essaie d'évaluer quel va être le chiffre exactement précis du marché sur un horizon de quinze (15) ans, je m'attendrais à ce qu'il n'y ait aucun des deux qui tombent pile dessus.

Q. [265] Non, mais même en faisant abstraction du chiffre précis là, appelons-le le « ballpark », quand on voit des écarts de cette ampleur-là là,

c'est du simple au double, comme on l'a souligné ce matin, est-ce qu'on pourrait dire que, de façon générale, ce qu'on voit là n'est pas fiable vraiment? Est-ce qu'on ne peut pas, ni à la hausse ni à la baisse, vraiment se fier à ça?

R. Écoutez, je constate les faits avec vous, je constate que les évaluations que ces fournisseurs-là nous ont données ont varié grandement dans le temps. Et on a même des scénarios où il y a un fournisseur qui nous avait donné un prix, et quelques mois plus tard, refuse de s'avancer sur ce genre de transaction-là, donc...

Q. [266] Mais, je vous dis l'un par rapport à l'autre là.

R. « L'un par rapport à l'autre », vous voulez dire les fournisseurs A et B?

Q. [267] B par rapport à A. Oui.

R. Ils ont effectivement des visions diamétralement opposées du marché.

Q. [268] O.K. Donc, je réitère ma question, est-ce qu'il serait possible qu'ils se trompent tous les deux?

R. Oui, c'est possible.

Q. [269] Oui, c'est ça. Devant les résultats que vous avez commencé à recevoir en octobre deux mille dix

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 221 -

(2010), qui étaient déjà assez différents là entre les deux fournisseurs, avez-vous fait des démarches quelconques pour tenter de valider les résultats? Comme, par exemple, vérifier avec des courtiers, des institutions financières, aller voir un fournisseur C, D ou E. Avez-vous fait quelque chose? Parce que, en tout cas, expliquez-moi ce que vous avez fait quand vous avez reçu ça?

R. Bien, au niveau du choix des fournisseurs qu'on est allé sonder, comme je mentionnais tantôt pendant la présentation, on est allé sonder les fournisseurs qui font ce genre de « deal » structuré là avec nous. Donc, c'est des gens avec qui on a une expérience et qui de notre propre expérience nous donnait les prix les plus avantageux qu'on faisait des structures.

14 h 32

Est-ce qu'on a été surpris? Est-ce qu'on s'est assuré qu'ils avaient bien compris la demande? Tout à fait. Est-ce que on leur a demandé si, de confirmer s'ils seraient prêts à nous offrir le service au prix qu'ils nous soumissionnaient plutôt que juste une soumission théorique?

Et les deux nous avaient confirmé que oui, sujet à obtenir des approbations internes, ils

seraient disposés à offrir le service au prix qu'ils nous fournissaient. Donc c'est le genre de, de recherche qu'on a faite. On n'est pas allé chercher un troisième ou un quatrième fournisseur.

On ne voyait pas ce que ça aurait donné de plus, étant donné qu'on était allé chercher en général les deux fournisseurs qui nous offraient les meilleurs prix de par notre expérience dans ce genre de transaction là.

Q. [270] Et vous n'avez pas non plus jugé opportun de faire une vérification indépendante auprès d'institutions financières qui font des transactions dans le domaine du gaz naturel?

R. Bien dans le cas précis, on fait référence à des transactions où quelqu'un va devoir physiquement livrer du gaz au sein de la franchise de Gaz Métro.

Q. [271] Je comprends.

R. Le nombre de joueurs qui jouent dans ce marché-là est fort limité. On les connaît et ce n'est pas des institutions financières. Il y a un fournisseur qui a des liens avec une institution financière, mais je ne veux pas le nommer.

Q. [272] Non, non, je comprends.

R. Mais je ne peux pas aller voir n'importe qui puis dire bien peux-tu m'évaluer la valeur de livrer du

gaz dans la franchise de Gaz Métro. C'est un marché beaucoup plus restreint que je vous dirais le marché de vendre du gaz à Aeco, où il y a une multitude de joueurs.

Des gens qui vont structurer et aller livrer directement dans le marché, déjà le terrain de jeu est pas mal plus petit au niveau du nombre de contreparties.

Q. [273] Et lorsque vous avez reçu les propositions, est-ce que vous avez confronté individuellement chacun des fournisseurs sans divulguer l'identité de l'autre, dire écoute je ne comprends pas ce qui se passe parce que j'en ai reçu une autre aujourd'hui d'un autre fournisseur qui est diamétralement opposée à la vôtre, comment pouvez-vous m'expliquer ça?

R. Les fournisseurs ne nous divulguent pas l'ensemble de leur portefeuille. Qu'est-ce qui va faire en sorte qu'un fournisseur va être disposé à faire un prix, lui il va regarder l'ensemble des outils qu'il a à sa disposition, l'ensemble des contrats qu'il a, mais il ne va pas venir nous détailler comment il réussit à nous offrir le service.

La seule chose qu'il prend envers nous c'est l'engagement de nous livrer à un point

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 224 -

géographique, il nous fait un prix à cet endroit-
là, à cet effet-là. Ce qu'il a en arrière, c'est
quoi ses hypothèses...

Q. [274] Ses paramètres?

R. ... on ne les connaît pas, il ne nous les
communiquera pas.

Q. [275] Il ne voudrait pas même si vous demandiez?

R. Non, ils ne veulent pas ouvrir leurs livres.

Q. [276] O.K. Est-ce que vous avez eu l'occasion de
lire la preuve de monsieur Bernard Otis?

R. Oui, je l'ai lue.

Q. [277] Je voudrais vous référer à la page 10 de sa
preuve où il fait une affirmation que je voudrais
valider avec vous et je cite :

Contemporainement à tout ceci, Gaz
Métro a accepté de renouveler un
contrat représentant 66 % de son
espace d'entreposage chez Union qui
venait également à échéance en avril
2011 et ce, malgré une hausse
d'environ 25 % des coûts pour ce
service.

Fin de la citation.

Me VINCENT REGNAULT :

Excusez-moi, Maître Sarault, vous avez dit à la

page 10.

Me GUY SARAULT :

Q. [278] De la preuve principale. Est-ce que vous l'avez vu le paragraphe?

R. Oui, je suis à la page 9.

Q. [279] O.K. Parfait. On a le même paragraphe.

R. Oui.

Q. [280] O.K. Parfait. Ma première question, est-ce que cette affirmation est exacte?

R. Oui.

Q. [281] Est-ce que vous pourriez nous dire pour combien de temps vous avez renouvelé cet entreposage chez Union?

Mme MARIE-STELLA DOWNS :

R. En fait le contrat a été scindé, il y avait deux contrats qui venaient en renouvellement, ils ont été scindés en trois contrats, un de deux ans, un de quatre ans puis un de six ans.

Q. [282] Est-ce que ces renouvellements représentaient cent pour cent (100 %) de vos engagements avec Union qui arrivaient à échéance en avril deux mille onze (2011) ou bien s'il y en a que vous n'avez pas renouvelé?

R. On a renouvelé la totalité qui venait à échéance au premier (1er) avril en trois contrats.

- Q. [283] Côté des contrats de transport avec TransCanada Pipelines, quelles sont les durées maximales des contrats que vous acceptez, pour lesquels vous acceptez de vous engager auprès de TransCanada Pipelines pour du transport?
- (14 h 40)
- R. Bien, dans la pratique commerciale de TCPL c'est son tarif, quand ils doivent construire de la nouvelle capacité ils vont exiger un contrat de dix (10) ans. Donc, il n'existe pas de contrat plus long que dix (10) ans présentement sur le réseau de TCPL. Si ça doit être pour une nouvelle capacité ils vont exiger dix (10) ans. Par la suite on a un droit de renouvellement annuel. Donc, on s'est engagé dans des contrats de dix (10) ans déjà, on s'est déjà engagé dans des contrats même plus longs avec Union Gas.
- Q. [284] Je fais référence ici à titre d'exemple au scénario alternatif. Si vous alliez sur le transport marché primaire de TransCanada Pipelines ça serait des contrats de quelle durée ça?
- R. Étant donné qu'il n'y a pas de capacité disponible présentement dans le marché sur ce tronçon-là, bien dans le marché je veux dire dans les mains de TransCanada, ils devraient construire de la

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 227 -

nouvelle capacité. Ils nous demanderaient un
contrat de dix (10) ans minimum.

Q. [285] O.K. Il n'y a aucune capacité. On parle
évidemment de Dawn jusqu'à votre franchise?

R. Oui. Présentement il n'y a aucun capacité
disponible affichée par TransCanada.

Q. [286] Et les contrats de transport sur le marché
secondaire est-ce qu'il est exact de suggérer que
dans la majorité des cas c'est des contrats à court
terme?

R. C'est exact la plupart sont à court terme. Il peut
y avoir des exceptions, mais la plupart sont à
court terme.

Q. [287] Il a été question ce matin lors du témoignage
de monsieur Marois, je lui ai posé la question est-
ce qu'il serait possible pour vos actionnaires ou
pour quelqu'un de garantir vos obligations envers
vos créanciers. Et, bon, on sait que Gaz Métro est
actionnaire à soixante pour cent (60 %) d'Intragaz,
et il m'a soulevé la possibilité de contraintes
légales quant à la capacité de Gaz Métro de
garantir Intragaz. Est-ce que vous avez entendu la
même chose que moi?

R. J'ai entendu la réponse de monsieur Marois, oui.

Q. [288] Et cette réponse-là effectivement qu'il y

aurait des contraintes légales?

R. J'ai entendu, oui, la réponse.

Q. [289] À votre connaissance, et si vous n'êtes pas capable de répondre on pourra en faire un engagement, est-ce qu'il existe effectivement des contraintes légales pour que Gaz Métro puisse se porter garant des obligations d'Intragaz?

R. Je n'ai pas... Je n'ai pas de connaissance particulière au niveau des ententes de financement de Gaz Métro ou des obligations à cet effet-là. Je ne pourrais pas vous répondre par la positive ou la négative à cette question-là.

Q. [290] Est-ce qu'on pourrait en faire un engagement, Maître Regnault, de vérifier.

Me VINCENT REGNAULT :

En fait ce que je proposerais, considérant la nature plus juridique de la question et non pas factuelle. Si c'était factuel je pense que ça serait à propos de faire un engagement mais dans un contexte où on parle plus d'une question juridique ce que je propose c'est plutôt de revenir là-dessus en argumentation.

Me GUY SARAULT :

Mais j'aimerais ça le savoir avant s'il y en a une effectivement qui existe.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 229 -

Me VINCENT REGNAULT :

Bien, je n'ai pas de problème à indiquer à mon confrère en fait ce dont il a été question à ce moment-là. Il y a plusieurs décisions de la Régie, je pourrai fournir les réponses qui ont été, les décisions qui ont été rendues. Mais il y a à ma connaissance au moins deux décisions de la Régie qui viennent traiter de la possibilité ou de l'impossibilité en fait pour Gaz Métro de cautionner de quelconque façon ou garantir les obligations de ses filiales. Alors, il y a deux décisions. Je pourrai sans problème fournir le numéro de ces décisions-là à la Régie puis incidemment à maître Sarault pour qu'il puisse en prendre connaissance.

Me GUY SARAULT :

O.K. Alors, je voudrais que pour les fins de votre réponse à cet engagement vous teniez compte, et on pourra le produire le cas échéant, de la pièce B-0056 qui a été déposée dans le dossier tarifaire de Gaz Métro R-3752-2011, phase 2. Il s'agit du rapport de Standard & Poor's, et selon ce qu'on y rapporte au premier paragraphe on dit que la société en commandite SCGM se serait portée garante d'obligations de Gaz Métro incorporée. Alors en

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 230 -

tenir compte pour les fins de votre réponse à
l'engagement.

Me VINCENT REGNAULT :

Oui.

LA PRÉSIDENTE :

Alors c'est l'engagement numéro 3. Ah! Non, c'est
vrai. Excusez.

Me GUY SARAULT :

Oui, c'est le premier.

LA PRÉSIDENTE :

Oui, 1. Désolée.

LA PRÉSIDENTE :

Est-ce que vous pouvez juste résumer à nouveau
l'engagement?

Me GUY SARAULT :

De confirmer s'il existe ou non des contraintes
légales qui empêcheraient Gaz Métropolitain de se
porter garant des obligations financières
d'Intragaz inc.. Et je demande pour les fins de
cette réponse-là de tenir compte de la pièce du
dossier tarifaire, la B-0056 à laquelle je fais
référence. Ça va?

E-1 (GM) : Existe-t-il des contraintes légales
qui empêcheraient que Gaz Métro puisse

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me Guy Sarault

- 231 -

se porter garante des obligations
financières d'Intragaz en tenant
compte de la pièce B-0056 du dossier
tarifaire (demandé par ACIG)

Q. [291] Vous avez dit qu'il était dans l'intérêt de la sécurité d'approvisionnement des clients de Gaz Métro que Gaz Métro opte plutôt pour les services d'Intragaz même sur la base du coût de service que pour des scénarios alternatifs moins chers, par exemple sur cinq ans parce que vous craignez que si vous n'allez pas chez Intragaz qu'Intragaz va fermer ses portes, qu'il n'y aura plus d'entreposage au Québec. D'où tenez-vous cette information?

14 h 45

R. Bien, dans un premier temps, j'aimerais un peu corriger, je vais oser corriger votre question. Vous semblez me prêter les propos suivants, c'est-à-dire que c'est pour une raison uniquement de sécurité d'approvisionnement que je souhaite voir Intragaz survivre. Ce n'est pas la seule raison. Je vous dirais, la raison principale, c'est quand je regarde la multitude de scénarios qui sont ouverts nous et que je les regarde sur un horizon long

terme, je crois qu'Intragaz, au coût de service, est le scénario le plus économique probablement, une forte, très forte probabilité que ce sera le scénario le plus économique pour ma clientèle.

Q. [292] Hum, hum.

R. En plus de ça, la caractéristique d'un site physique au Québec m'apporte une sécurité d'approvisionnement accrue, donc... Pardon. Ma collègue me fait rappeler que la preuve le décrit également, c'est une situation qu'on a vécue en deux mille cinq (2005) et la présence des sites d'Intragaz nous a permis de maintenir des clients alimentés, quinze mille (15 000) clients.

Donc... mais, pour répondre à votre question, d'où je tiens que si j'abandonne Intragaz pendant cinq ans pour aller vers une alternative, il ne sera pas là dans le long terme, bien, quand je discute avec monsieur Marois, il me dit qu'Intragaz ne va pas rester « standby » pendant un nombre d'années ou opérer à perte pendant un nombre d'années. Les actionnaires vont vraisemblablement choisir de réduire leur perte. Donc, je ne peux pas m'attendre à ce que les sites soient là dans cinq ans, six ans, si jamais je ferais affaires avec quelqu'un d'autre que lui ou s'il devait faire

affaires pendant cette période-là à un prix qui lui rend l'activité économique... c'est-à-dire qu'elle serait non viable.

Q. [293] Alors, d'abord, en tout justice, je vais vous dire où, entre autres, j'avais lu ça là cette fermeture potentielle. C'est à la pièce Gaz Métro-1, Document 1, page 19, dans votre conclusion, aux lignes 10 à 12, vous dites, et je cite :

De plus, l'approche d'opter pour le scénario des coûts évités le plus bas afin d'établir le tarif des sites d'entreposage d'Intragaz, amènerait cette dernière à fermer définitivement les seuls sites d'entreposage au Québec.

fin de la citation.

Ma question est la suivante. Bon. Je comprends que la source de cette information-là serait vos discussions avec monsieur Marois, mais seriez-vous d'accord avec moi qu'on peut concevoir qu'il y a d'autres scénarios qui s'offriraient à Intragaz comme la vente des actions ou des actifs de l'entreprise, une association avec de nouveaux partenaires, la réorganisation de l'entreprise, que la fermeture totale ne constitue, en bout de ligne,

qu'un scénario qui peut s'offrir parmi tant
d'autres?

R. Écoutez, je ne suis pas au fait des opérations
d'Intragaz.

Q. [294] Hum, hum.

R. Je ne suis pas membre du conseil d'administration.
Je ne suis pas officier, je n'ai aucun lien avec
les gens qui le sont. Mais, j'ai eu des
discussions, comme je vous mentionne, avec monsieur
Marois et je n'ai aucune raison de douter de ce que
monsieur Marois me dit.

Q. [295] Alors, tel que promis, ça complète mes
questions. Merci beaucoup.

LA PRÉSIDENTE :

Merci beaucoup, Maître Sarault. Alors, nous allons
poursuivre avec le contre-interrogatoire de la
FCEI, Maître Turmel. J'imagine que vous allez être
aussi discipliné que votre collègue, confrère
plutôt.

Me ANDRÉ TURMEL :

La pression est là.

LA PRÉSIDENTE :

C'est un message inverse.

CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [296] Alors, bonjour. André Turmel pour la FCEI.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 235 -

J'ai trois ou quatre lignes de questions. La première va porter sur l'impact des scénarios alternatifs sur les revenus. Je vous demanderais de prendre la demande de renseignements numéro 2 de la Régie. C'est la pièce Gaz Métro-3, Document 1. C'est donc Gaz Métro-3, Document 1, à la page 6 de 18. Excusez-moi, attendez, je vous envoie au mauvais endroit. C'est plutôt Gaz Métro-3, Document... attendez un instant. Dans l'ordonnancement, GM-3, Document 1. Voilà! C'est ça, c'est bel et bien GM-3, Document 1, page plutôt... le tableau à la page 6, c'est ça. Lorsque vous parlez de l'ordonnancement, la grille, vous l'avez, Madame Downs. O.K.

Mme MARIE-STELLA DOWNS :

R. Oui.

Q. [297] Si je comprends bien le tableau qui est présenté, effectivement, ici, bon, c'est l'ordonnancement utilisé dans les appros par Gaz Métro selon le scénario avec Intragaz et selon le scénario sans Intragaz. C'est exact de comprendre le tableau comme ça?

R. C'est ça.

Q. [298] Oui.

R. C'est un schéma sommaire de la mécanique

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 236 -

d'ordonnancement de nos différents outils
d'approvisionnement.

Q. [299] Dans le scénario sans Intragaz, on voit que, évidemment, Pointe-du-Lac est évidemment à droite dans « sans Intragaz », Pointe-du-Lac n'est plus là, St-Flavien n'est plus là. Est-il exact de dire que dans le scénario sans Intragaz, ça fait augmenter le « short transmission service », le STS/M12, il va y avoir davantage de STS/M12 inutilisés?

14 h 50

Q. [300] Parce que dans les faits il, il, bien qu'il est dans la même hauteur dans les deux scénarios, il sera utilisé, il risque d'être plus souvent inutilisé. Est-ce que c'est exact de comprendre ça?

Mme MARIE STELLA DOWNS :

R. Ça fait effectivement un déplacement étant donné qu'il y a plus de capacité « short haul », les outils se déplacent et le STS devient le dernier outil avant les interruptions.

Q. [301] D'accord. J'ai compris aussi que, je veux peut-être confirmer que le transport STS/M12 lorsqu'il est inutilisé génère des crédits, des crédits STS RAM qui peuvent être utilisés pour générer des revenus d'optimisation est-ce que c'est

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 237 -

exact?

M. FRÉDÉRIC MOREL :

R. Pour le STS, oui, ça n'existe pas pour le M12.

Q. [302] Mais pour le STS?

R. Pour le STS présentement ça existe, oui il y a des crédits qui peuvent être utilisés.

Q. [303] D'accord. Maintenant là ceci étant dit, je vais vous envoyer à GM-1, Document 1, dans votre preuve à la page 23, dans votre tableau sur les revenus. Donc à Gaz Métro-1, Document 1, page 23, on voit que bon évidemment l'élément STS est pris en compte là dans l'analyse des revenus. Donc est-ce qu'il est exact de penser que l'évaluation du coût des scénarios alternatifs ici devrait prendre en compte les revenus d'optimisation additionnels si on a des crédits? Je vous suggère que oui là.

R. Non, il n'y a aucun revenu d'optimisation qui sont pris en compte dans ces scénarios-là. Je vous dirais qu'on regarde également des scénarios sur le long terme ici et essayer de prévoir l'existence des revenus de STS/RAM sur le long terme est assez problématique.

J'ignore si c'est un service qui va continuer, qui va survivre à, au remue-méninges ou remue, remaniement que TransCanada souhaite faire

au niveau de sa tarification. Quelle est la valeur que va avoir, qui va être attitrée, je vous dirais qu'il y a beaucoup trop d'incertitudes pour qu'on puisse mettre une valeur qui va nous donner une quelconque utilité dans une analyse sur quinze ans ou cinq ans mettons.

Q. [304] Bien écoutez, je comprends que vous faites différentes prémisses dans, dans ce dossier sur cinq ou quinze ans ou d'autres en font. On comprend que ce, ces crédits-là ils existent aujourd'hui, c'est exact?

R. Aujourd'hui ils existent, oui.

Q. [305] Tout à fait. Et donc j'essaie de voir et vous me confirmez que si ce tableau-là ne prend pas en compte l'optimisation, alors moi je vous demande de me dire, si on prenait en compte l'optimisation, j'essaie de voir bien oui s'il y aurait un impact sur le tableau page 23, j'imagine que oui, mais je veux vérifier avec vous là. Si on change bref l'élément à STS avec des crédits, il va certainement avoir un impact. Le but de ma question, c'est je vais vous demander de quantifier, de faire, de prendre l'engagement pour quantifier sur, parce qu'ici on a des scénarios alternatifs et de quantifier lorsqu'on prend en

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 239 -

compte les revenus d'optimisation. On vient de déterminer qu'il y a, qu'il peut en avoir, on vient de déterminer qu'il n'y en a pas dans ce tableau-là. Je vous demande le même tableau, mais avec l'hypothèse où il y en aurait. Ça serait l'engagement, Madame la Présidente, si c'est possible, numéro 2.

Me VINCENT REGNAULT :

Mais est-ce que la question c'est justement est-ce que c'est possible? Est-ce que c'est possible?

Mme MARIE-STELLA DOWNS :

R. En fait ce qui est possible de faire c'est d'évaluer la quantité non utilisée de la capacité de transport du STS. Ce qui est plutôt très aléatoire et c'est là qu'on discutait comment qu'on pourrait faire, c'est quelle valeur, quel revenu on va être en mesure de concrétiser sur ces capacités-là.

Alors c'est possible, on va prendre des, on va prendre des hypothèses du genre la moyenne de la dernière année ou des trois dernières années et on va prendre une valeur. Mais encore là est-ce que c'est celle-là qui se concrétiserait c'est une très grosse estimation.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 240 -

Me VINCENT REGNAULT :

Bien honnêtement, je ne vois pas l'utilité de cet exercice-là dans la mesure où on va se, on risque de se perdre dans les hypothèses qui vont donner un chiffre qui pourrait varier au gré des hypothèses qu'on voudra bien lui donner.

Je laisse ça entre vos mains, mais le résultat quant à moi aura aucune ou très peu de valeur probante.

Me ANDRÉ TURMEL :

Écoutez, contrairement à ce que mon confrère vient de dire, je pense que les témoins viennent d'expliquer qu'il y aura des, des, il faudra interpréter le tableau avec circonspection, ils vont établir, je dirais des scénarios dans le scénario, mais on est... cette preuve-là est quand même importante dans le dossier et nous on est pour les consommateurs on veut vraiment connaître l'impact sur les revenus de crédits qui ne sont pas pris en compte.

Ça m'apparaît tout à fait pertinent. On en veut pas, je ne pense pas que ça va demander, le tableau il est déjà là, il est exact. Ça m'apparaît pertinent, Madame la Présidente.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 241 -

LA PRÉSIDENTE :

Je pense que l'engagement sera utile à le réaliser tout en précisant, le cas échéant, les incertitudes qui viennent avec les prévisions que vous aurez à faire des revenus.

Me ANDRÉ TURMEL :

D'accord. Merci.

LA PRÉSIDENTE :

C'est l'engagement numéro 2 pour Gaz Métro.

Me ANDRÉ TURMEL :

Ça serait donc par un engagement quantifier l'impact de chacun des scénarios alternatifs présentés à la page Gaz Métro-1, Document 1, page 23 de 26 relatifs au revenu d'optimisation des crédits STS-RAM.

E-2 (GM) : Quantifier l'impact de chacun des scénarios alternatifs présentés à la page Gaz Métro-1, Document 1, page 23 de 26 relatifs au revenu d'optimisation des crédits STS-RAM (demandé par FCEI).

Q. [306] Alors, maintenant nous allons parler de l'impact des scénarios alternatifs, cette fois-ci

sur ce qu'on appelle la provision additionnelle.

C'est un sujet que vous connaissez bien. Je vous envoie à la demande-réponse Gaz Métro-3, Document 2 page 8. Dans les faits, il s'agit d'une DDR, donc mettez de côté puis utilisez également, si vous le voulez bien, donc votre preuve, votre propre preuve à la page 20. Vous parlez de la provision additionnelle, pour qu'on se comprenne bien. À la page 20 donc de la pièce Gaz Métro-1, Document 1. Vous l'avez, vous l'avez, Madame Downs?

Mme MARIE-STELLA DOWNS :

R. Oui.

Q. [307] Donc, on voit à l'annexe 1 l'analyse pour Pointe-du-Lac, le plan d'approvisionnement on voit la rubrique « demande », la rubrique « approvisionnement » et la rubrique « débit quotidien d'approvisionnement », dix (10) mètres cubes joules. Et à la ligne 20, on voit la provision additionnelle qui est indiquée ici selon l'ensemble des scénarios à mille cent soixante-quatorze (1 174). Vous voyez ça avec moi, Madame Downs?

R. Mille cent soixante-quatorze (1 174) pour la cause tarifaire puis mille cent soixante-dix-sept (1 177) pour les trois scénarios.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 243 -

Q. [308] Oui, excusez-moi j'avais mal lu. Et là, une fois que l'on a vu cette quantité-là et on revient à la DDR. Si le site de Pointe-du-Lac était remplacé par du transport dans le scénario dont on discute, vous indiquez à la DDR que les besoins d'hiver extrêmes subirait une baisse de soixante-dix-neuf dix à la trois (79) (10)3 mètres cubes par jour, est-ce que c'est exact?

R. Oui.

Q. [309] Et ça on retrouve ça à Gaz Métro-3, Document 2 à la page 8 en bas de ligne, la réponse 2.3. Je le redis simplement et je cite à titre informatif :

Pour l'année 2011, les besoins de l'hiver extrêmes considérant des capacités de transport en remplacement des capacités de retrait des sites d'entreposage d'Intragaz subirait une baisse de 79 (10)3 mètres cubes par jour.

Bon. Alors, on a déterminé que c'était exact. J'essaie de voir avec vous l'impact de cette quantité sur l'ensemble et on a fait un petit calcul que je vous suggère là, soixante-dix-neuf dix à la trois (79) (10)3 dont on vient de parler, fois la totalité de dix-neuf point neuf millions

(19,9 M\$). Et le dix-neuf point neuf millions (19,9 M\$) vient du coût total FTSH. Je vous donne un ordre de grandeur et j'essaie de voir avec vous si je vous dis qu'un coût, une réduction d'environ cinq cent mille dollars (500 000 \$) ça aurait un sens certain en matière d'évaluation?

Me VINCENT REGNAULT :

Je m'excuse, Maître Turmel.

Me ANDRÉ TURMEL :

Oui.

Me VINCENT REGNAULT :

Je ne sais pas si mes témoins vous suivent, mais moi je ne vous ai pas suivi.

Me ANDRÉ TURMEL :

D'accord. Je vais recommencer.

Me VINCENT REGNAULT :

Si vous étiez capable de recommencer.

Me ANDRÉ TURMEL :

Oui.

Q. [310] Alors, sur la base de la réduction on a établi que si Pointe-du-Lac était remplacée par du transport, le besoin de l'hiver extrême baisserait de soixante-dix-neuf dix à la trois (79) (10)3 mètres cubes par jour. Et là, ma question c'est combien coûte soixante-dix-neuf à trois (79)3 mètre

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 245 -

cubes par jour? Je vous suggère environ cinq cent mille dollars (500 000 \$) et ceci en utilisant une formule basée sur la totalité du coût FTSH qui est près de vingt millions (20 M\$), près de vingt millions (20 M\$). Donc, est-ce que ça vous apparaît exact l'ordre de grandeur?

R. En fait, oui, ça apparaît exact. Une façon plus simple à utiliser c'est de prendre le soixante-dix-neuf dix trois (79) (10)3m3 fois trois cent soixante-cinq (365) jours contractés fois le tarif de TCPL et ça donne à peu près cinq cent mille (500 000 \$).

Q. [311] Bon. Alors tout à fait. Donc, cinq cent mille dollars (500 000 \$) c'est une réduction qui serait, qui ferait un certain sens? Depuis que la Régie a adopté la notion d'hiver extrême en deux mille six (2006) - corrigez-moi si je me trompe - et depuis que cette notion-là d'hiver extrême existe ou a été reconnu par la Régie pour l'établissement de la provision additionnelle dont on discute, combien de fois la capacité de la journée de pointe a-t-elle été supérieure à celle de l'hiver extrême? Je comprends qu'il y a l'hiver extrême et il y a la journée de pointe. Est-ce que cette capacité de la journée de pointe, a-t-elle été utilisée souvent?

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 246 -

Je vous suggère que « non » ou « très peu », mais
je veux vérifier avec vous.

Mme MARIE-STELLA DOWNS :

- R. En fait, au moment où cette règle-là a été
intégrée, ce n'était même pas l'hiver extrême qui
guidait les outils parce que c'était une marge
qu'on avait entre la journée de pointe historique
et l'hiver extrême. Alors, la provision
additionnelle se situait dans un certain écart.

Depuis deux mille dix (2010), en fait, non,
deux mille onze (2011), c'est la première année où
on est vraiment allé à l'hiver extrême, mais
effectivement, c'est l'hiver extrême qui nous
guide.

- Q. [312] Et compte tenu que l'hiver extrême vous
guide, est-ce qu'il vous apparaît raisonnable de
prendre en compte, au moins partiellement, la
valeur de la réduction dont on vient de discuter là
sur la provision additionnelle dans les scénarios
alternatifs?

M. FRÉDÉRIC MOREL :

- R. Bien, je donnerais peut-être une réponse un petit
peu plus proche de l'orientation que Gaz Métro a
prise dans ce dossier-là. Oui, on peut trouver, on
peut tenter de trouver, encore une fois, des

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 247 -

variations sur des scénarios alternatifs. C est des scénarios alternatifs qui feraient en sorte qu on ne pourrait pas donner une valeur à Intragaz qui ferait qu Intragaz pourrait survivre.

Encore une fois, à ce moment-là, il faut vraiment se questionner sur le long terme. Est-ce qu à long terme, j ai des alternatives qui vont faire en sorte que ma clientèle va être desservie de façon plus économique et avec une grande fiabilité que d utiliser les services d Intragaz, et ce n est pas le cas.

Donc, une fois qu on a fait ce constat-là, venir manipuler les scénarios qui ne font pas la job ne nous a pas paru adéquat ou pertinent, que ça allait contribuer quelque chose à la solution.

Q. [313] Évidemment, je vous pose une question spécifique. Vous me parlez de manipuler là l information et vous me donnez une réponse un peu globale, mais ma question était plus simple là. Je comprends qu il y aurait un certain... il serait raisonnable de prendre en compte et d attribuer une valeur moindre compte tenu de... à la provision additionnelle donc qui fait partie de votre preuve. C était ça ma question là.

Mme MARIE-STELLA DOWNS :

- R. En fait, à la pièce Gaz Métro-3, Document 2, à la réponse pour 2.3, on a expliqué les raisons pourquoi on n a pas modifié les besoins de l hiver extrêmes. Sur une prévision long terme où on juge que la journée de pointe peut très bien devenir l élément déclencheur des outils d approvisionnement, et à ce moment-là, Intragaz, avec les deux capacités maximales qu elle fournit actuellement, on en aurait besoin. Donc, c est sur cette base-là qu on n a pas apporté l ajustement à la baisse sur l hiver extrême.
- Q. [314] D accord. Merci. Maintenant, je vais vous demander d aller à la pièce, on va changer de ligne de questions, on va parler de la flexibilité opérationnelle de Pointe-du-Lac. Allons à Gaz Métro-2, Document 3, page 2 de 25. Donc, c est la demande de renseignements numéro 1 de la FCEI, GM-2, Document 3, page 2.

Vous avez présenté donc, dans ce tableau, les différentes fenêtres de nomination des outils disponibles dans la structure d approvisionnement de Gaz Métro qui sont celles qui apparaissent à la page 2 de 25. Juste m expliquer peut-être comment... Je comprends que cela fonctionne,

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 249 -

premièrement, on me dit que, donc une journée de gaz, c est de dix heures à dix heures (10 h 00-10 h 00), c est exact?

R. C est exact.

Q. [315] Et donc, par exemple, la première ligne, quand on voit dix heures (10 h 00) la veille, une nomination doit être faite pour 1 heure le lendemain. Et là on voit quels sont les services offerts et ainsi de suite. C est comme ça qu on doit lire le tableau, Madame Downs?

R. Effectivement, donc les deux premières lignes se retrouvent le jour avant. Si on veut faire notre planification pour la journée de demain, c est aujourd hui treize heures (13 h) qu on doit fournir les planifications.

15 h 9

Et il y a également une possibilité à sept heures (19 h 00) ce soir de faire une modification pour la planification de la journée gazière qui débute demain dix heures (10 h), donc c'est la façon d'écrire. Et on voit quelles capacités de transport sont possibles d'être nommées aux différentes fenêtres.

Q. [316] Et quand il y a des nominations qui sont faites, évidemment, c'est sur la base d'une

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 250 -

prévision de demandes que vous envisagez dans les heures qui suivent, c'est exact de dire ça aussi?

R. C'est la prévision pour la journée gazière...

Q. [317] Oui.

R. ... qui est considérée.

Q. [318] Et de manière générale, entre... lorsque l'on parle... Vous voyez les deux dernières colonnes, quatre heures (4 h) le matin pour six heures (6 h), donc c'est deux heures de jour, pardon, d'écart, et sept heures (7 h) pour sept heures trente (7 h 30), quand je regarde celle qui est la nomination de quatre heures (4 h) faite pour... Non, excusez-moi, je vais recommencer.

Est-ce que vous mesurez un écart entre la prévision de la demande qui est utilisée pour la nomination de quatre heures (4 h) et celle qui est faite pour la nomination de sept heures (7 h)?

Bref, à quatre heures (4 h), on fait une nomination deux heures avant pour TCPL, STS sur Union, pardon, et à sept heures (7 h), on en fait une pour Pointe-du-Lac. Est-ce qu'il y a un historique d'écart dans la réalisation de la prévision de la demande?

R. Oui.

Q. [319] Oui.

R. En fait, lorsqu'on fait la prévision à quatre

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 251 -

heures (4 h), si les opérateurs sont... jugent requis, la journée gazière se finissant à dix heures (10 h), ça veut dire qu'il reste encore le quart de la journée à passer, hein, de quatre à dix (4 h -10 h), c'est six heures, ça fait qu'il y a encore le quart de la journée gazière de nuit à courir. Alors, oui, il y a des prévisions qui sont faites et qui changent rendu là.

Quand on prend la fenêtre de Pointe-du-Lac qui est à sept heures (7 h) le matin, il reste encore trois heures dans notre journée gazière, donc il y a quand même un trois heures de connaissance du réel qui vient raffiner la provision... la prévision de la demande. Alors, oui, la fenêtre de sept heures (7 h) à Pointe-du-Lac est utilisée.

Et juste pour compléter à ce niveau-là, j'ai sorti des statistiques et c'est une fenêtre qui est toujours utilisée parce que c'est notre dernière possibilité d'aller ajuster les outils d'approvisionnement pour tenter de coller la demande le plus possible dans la journée. C'est notre dernière chance d'ajuster tous nos outils parce que, tous les autres, on ne peut plus rien faire, c'est fini, et c'est avec celui-là qu'on va

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 252 -

faire le - excusez le mot anglais - le « buffer »
pour venir accoter notre demande.

Q. [320] O.K. Mais, tout à l'heure, excusez-moi, deux choses que vous venez de mentionner. La nomination de sept heures (7 h) effective est bel et bien sept heures trente (7 h 30). Vous avez parlé de dix heures (10 h), vous avez dit que vous aviez trois heures là, est-ce que...

R. C'est qu'il reste trois heures dans la journée gazière à estimer qui ne sont pas encore connues au niveau de la demande.

Q. [321] Mais, vous avez une demi-heure quand même pour - comment dire - votre lecture là du... Vous avez jusqu'à sept heures (7 h) pour faire la nomination qui elle entre en vigueur à sept heures trente (7 h 30), c'est comme ça?

R. C'est ça. C'est ça.

Q. [322] O.K. Et vous avez dit que vous l'utilisez encore cette nomination-là. Vous dites que c'est votre dernière, mais à quelle fréquence est-elle utilisée?

R. Je vous dirais que les statistiques que j'ai sorties, on a fait durant l'hiver deux mille neuf, deux mille dix (2009-2010), il y a eu cinquante-deux (52) jours d'utilisation de retrait de Pointe-

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 253 -

du-Lac. Il y a eu cinquante-deux (52) fois où on a utilisé la dernière fenêtre.

Au niveau des injections, on a fait des injections, sur quatre-vingt-dix-sept (97) jours, il y a eu quatre-vingt-dix-sept (97) jours où la dernière fenêtre d'Intragaz a été utilisée. Donc, dès qu'on fait... Et je vous dirais que, dans ces fenêtres-là, il y a plusieurs journées où on a commencé la journée à zéro, donc on ne pensait pas, injection ou retrait, utiliser Pointe-du-Lac, et c'est à la dernière fenêtre où on a pu interpellé les opérateurs d'Intragaz et faire une nomination pour venir justement raffiner la demande.

Et des fois, c'est des valeurs quand même qui peuvent être assez importantes. Alors, oui, c'est une... c'est un outil qui est effectivement très primé pour nous. Nos opérateurs et nos gens à la planification aiment beaucoup cet outil-là parce qu'il nous permet... on a une dernière chance de venir réduire les variations des outils versus la demande.

Q. [323] Je comprends que vous l'aimez, mais parlons des quantités, des quantités. Et je vous soumetts là, dans ma mathématique légendaire, donc que le... pour deux point cinq (2,5) heures qui restent,

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 254 -

effectivement, entre sept heures trente (7 h 30) et dix heures (10 h), la capacité ou - comment dire - oui, la capacité à ce moment-ci... Évidemment, la capacité totale, c'est un million... mille deux cent (1 200) 10(3) m(3) et pour les deux point cinq (2,5) heures, comme il ne reste que deux point cinq (2,5) heures sur vingt-quatre (24) heures, ce serait cent vingt-cinq (125) 10(3). Est-ce que les calculs de monsieur Gosselin sont exacts? Je cherche donc la capacité effective pour les deux point cinq (2,5) heures qui reste, je suggère que c'est environ cent vingt-cinq (125).

R. Excusez. C'est parce que je ne veux pas me tromper dans les unités. En fait, dans les statistiques que j'ai dans la dernière fenêtre on a fait un ajustement là, le mille deux cents dix trois m³ (1 200) (10)3m³ qui est disponible on a fait un ajustement qui était de trois cent quarante-quatre dix trois m³ (344) (10)3m³. Donc, il y a des capacités. Il n'y a pas de notion de ce qu'on appelle « no negative flow rate » sur Intragaz. Ça va en fonction de qu'est-ce qu'il est capable de prendre. Et on a des variations qui peuvent être aussi hautes que le trois cent quarante-trois (343) que je vous donne.

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 255 -

Q. [324] Mais donc, le trois cent quarante-trois (343) dont vous parlez on parle toujours de la capacité effective pour les deux heures et demie qui restent?

R. Oui.

Q. [325] Et il vient d'où ce trois cent quarante-trois-là (343) juste pour comprendre là?

R. En fait c'est une variation entre la fenêtre précédente et celle de sept heures (7 h). Donc, on a demandé une variation de la nomination de douze mille huit cent soixante-dix gigajoules (12 870 /GJ) transformés en mètres cubes ça fait trois cent quarante-trois mille (343 000) mètres cubes.

Q. [326] O.K., parfait. Et donc, j'essaie juste de déterminer, là, on vient de déterminer, comment dire, la capacité qu'il reste. Je vais chercher deux autres données que je veux comparer avec celle-ci là. Vous connaissez la marge de tolérance de TCPL j'imagine?

R. Vous parlez du deux pour cent (2 %) de « load balancing »?

Q. [327] Voilà! Et si je vous suggère, et j'avais préparé avec moi ici de l'information qui vient d'un dossier comme vous êtes l'experte.

Effectivement, deux pour cent (2 %) de la marge de tolérance de TCPL qui représenterait environ huit cents dix à la trois (800) (10)3 mètres cubes. Est-ce que c'est exact de faire cette information-là sur la base suivante? Pour un volume quotidien de vingt mille dix à la trois (20 000) (10)3 mètres cubes, donc vingt mille dix à la trois (20 000) (10)3 mètres cubes ça voudrait dire une marge de tolérance entre dix-neuf mille six cents (19 600) et vingt mille quatre cents (20 400), soit une marge d'environ huit cents dix à la trois (800) (10)3 mètres cubes, est-ce exact? Si on compare les ordres de grandeur.

R. Pouvez-vous reprendre votre calcul?

Q. [328] Oui, oui, bien sûr.

R. Parce que je vois mal la méthode.

Q. [329] Donc, on parle il y a un volume quotidien TCPL vingt mille (20 000), vingt mille (20 000) mètres cubes. Vingt mille dix à la trois (20 000) (10)3 mètres cubes, pardon.

R. Volume quotidien de quoi?

Q. [330] De transport certainement, mais... Donnez-moi un instant pour avoir l'information. Bon. On me demande d'aller « right to the point ». Dans les faits le deux pour cent (2 %) de cette marge de

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 257 -

manoeuvre-là que vous connaissez ça équivaldrait à
combien là à votre connaissance?

Me VINCENT REGNAULT :

À combien de quoi, Maître Turmel?

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [331] À combien en capacité. Parce qu'on compare la
capacité à Pointe-du-Lac.

Mme MARIE-STELLA DOWNS :

R. O.K.

Q. [332] Ça va bien, on est à trois cents (300).

R. Ce deux pour cent-là (2 %), premièrement on dit que
c'est une marge, mais il faut faire attention parce
que c'est une... une... comment on dirait. Je vais
laisser Frédéric justifier après la terminologie
exacte au niveau du « load balancing » comment ça
fonctionne.

Ce deux pour cent-là (2 %) va dépendre du
volume quotidien qui est transporté sur TCPL. Donc,
si on est en été, puis là vous m'excuserez je vais
parler en gigajoules, si on est en été et on a une
demande de trois cent mille gigajoules
(300 000 /GJ), bien, ça va être deux pour cent
(2 %) du trois cent mille (300 000). Si on est en
hiver et on est en journée de pointe, ça va être la
journée de pointe c'est un million de gigajoules

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 258 -

(1 M /GJ), ça va être deux pour cent (2 %) du un million (1 M).

Donc, c'est un seuil de tolérance que TransCanada autorise en variation, mais qui doit être corrigé le lendemain parce qu'après ça, ça coûte très cher. Je vais laisser monsieur Morel compléter.

M. FRÉDÉRIC MOREL :

R. Bien, j'aimerais juste apporter un petit élément à ça. Cette marge-là opérationnelle qu'on a avec TransCanada, bien, c'est ce qu'on doit vivre aujourd'hui également. Et pour respecter cette marge-là, bien, on a besoin d'avoir des outils qui nous permettent de s'adapter à la demande qui, elle, va varier en fonction des besoins de la clientèle.

Et je ne crois pas qu'on peut dire qu'on n'a pas besoin d'Intragaz parce qu'on a cette marge-là, parce qu'aujourd'hui j'ai cette marge-là et j'ai besoin d'Intragaz. Je fais des nominations sur Intragaz jusqu'à la dernière opportunité pour justement respecter cette marge-là opérationnelle.

Q. [333] Monsieur Morel, je ne vous dis pas, prêtez-moi pas d'intentions, je ne vous dis pas que vous n'avez pas besoin. J'essaie de mesurer l'importance

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 259 -

relative de la flexibilité de Pointe-du-Lac avec d'autres outils comme cette marge de tolérance-là que l'on compare. Et là, je m'en viens, je vais vous parler du « line pack ».

Mme MARIE-STELLA DOWNS :

R. Attendez.

Q. [334] Oui.

R. C'est parce que cette marge-là ce n'est pas un outil. Le deux pour cent (2 %) disponible de TCPL n'est pas un outil d'utilisation. Ce sont des barèmes pour limiter les variations qu'un distributeur peut ou un client peut prendre sur les capacités de transport. Mais s'il y a un dépassement de ces valeurs-là ou s'il y a une addition cumulative de ces valeurs-là, il y a des frais qui sont attribués à ça.

Q. [335] Mais ça revient...

R. Donc, ce n'est pas un outil d'approvisionnement.

Q. [336] Je comprends.

R. Il faut faire attention.

Q. [337] Je comprends. Mais ça revient directement à un outil parce qu'il peut être utilisé et je comprends que par la suite le lendemain vous devez le payer. Mais on comprend qu'effectivement ça revient à un outil. C'est ce vous expliquiez, je

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 260 -

peux vous remettre une portion de votre preuve dans le dossier 3732-2010 là, c'est ce que je lis. Je peux vous le lire, on peut le lire ensemble si vous voulez, qui explique un peu ce que c'est le deux pour cent (2 %). Je vais vous le donner, Madame.

Me VINCENT REGNAULT :

Est-ce que c'est bien nécessaire, Maître Turmel, dans la mesure où je pense que les témoins...

Me ANDRÉ TURMEL :

Bien. O.K. C'est parce que je ne voulais pas...

Me VINCENT REGNAULT :

Excusez-moi, laissez-moi juste terminer.

Me ANDRÉ TURMEL :

Oui.

Me VINCENT REGNAULT :

Je me demande si c'est vraiment nécessaire dans la mesure où je pense que les témoins ont clairement expliqué ce qui en était exactement de ce deux pour cent-là (2 %) puis quelle utilisation qui pouvait en être faite ou surtout pas faite là, alors...

Me ANDRÉ TURMEL :

Oui.

Me VINCENT REGNAULT :

Je ne vois pas l'utilité, honnêtement, de mettre d'autres documents d'autres dossiers d'ailleurs qui

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 261 -

sont... dont je ne connais pas le contexte, dans ce présent dossier.

Me ANDRÉ TURMEL :

C'est simplement, Madame la Présidente, c'est que madame Downs expliquait bien ça, sauf que là elle vient limiter... elle vient nous dire que ça existe, oui, c'est une réalité, mais que dans les faits, ce n'est pas un moyen d'approvisionnement ou de flexibilité, mais... donc on ne peut pas en tenir compte. Moi, je lis le contraire. Elle nous dit que, dans les faits, si c'est utilisé, on en paie à posteriori le lendemain et c'est un peu ce que disait le... Je veux simplement là aider la témoin... le témoin avec ce qui a été dit. Et ça fait exactement moins d'un an, dans le dossier 3732-2010, parce que...

Et la pertinence de tout ça, Madame la Présidente, c'est qu'on veut mesurer l'importance relative de Pointe-du-Lac avec ce moyen-là, avec le moyen de la marge de tolérance et la dernière, ce sera ma dernière question, relativement au « line pack » qui est un espace de pression qui est disponible aussi, me dit-on, et qui est un moyen de gérer les approvisionnements.

Alors, nous, nous sommes dans la

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 262 -

détermination de l'importance de Pointe-du-Lac. On nous dit que c'est un outil qu'aime beaucoup Gaz Métro, on n'en doute pas. Maintenant, quelle est sa force relative dans tout ça?

Me VINCENT REGNAULT :

Je ne suis pas certain, avec toutes les explications qui ont été fournies, de l'utilité d'aller de l'avant. Peut-être juste laisser un instant aux témoins.

M. FRÉDÉRIC MOREL :

R. Écoutez, il faut vraiment faire, encore une fois, tel que madame Downs l'a fait, la différence entre une marge tarifaire au niveau TransCanada avant qu'ils appliquent des pénalités et un outil qu'on peut utiliser.

D'ailleurs, dans les documents de TransCanada, c'est clairement indiqué que ce n'est pas parce qu'ils ne vont pas charger de pénalité s'il y a une erreur, il y a un écart à l'intérieur de deux pour cent (2 %) que ça devient qu'on a un droit d'utilisation de le faire. Ce n'est pas le but non plus, ce n'est aucunement l'intention derrière ça.

Pourquoi cette marge de tolérance-là existe? C'est parce qu'en cours de journée, bien,

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 263 -

on se fie sur des compteurs, puis deux compteurs, le compteur de Gaz Métro et le compteur de TransCanada vont avoir des erreurs, normalement. Ça ne veut pas dire que les deux compteurs sont mauvais. À l'intérieur d'une certaine marge de manoeuvre, vous allez... Gaz Métro va présumer qu'on prend un certain volume en fonction de la pression et ainsi de suite, et TransCanada va mesurer quelque chose de différent, légèrement différent.

Donc, ces marges-là de deux pour cent (2 %), à la base, c'est pour ça. De là à les convertir en outil et d'aller dire « bien, la tolérance pour l'erreur de lecture des instruments, je vais essayer d'aller la chercher », non, ce n'est pas comme ça que ça fonctionne, et TransCanada ne nous laisserait pas fonctionner comme ça.

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [338] Entendons-nous bien, Monsieur Morel, on ne veut pas les convertir en outil, on mesure simplement les quantités et la réalité quotidienne. Et ma dernière question, vous connaissez le « line pack »? « Line back », c'est au football...

R. Oui.

Q. [339] ... mais « line pack »... O.K. Et pourriez-vous expliquer, bien, ce que c'est? Je comprends que dans le tuyau, passez-moi l'expression, il y a une pression qui peut être moindre et qui soudainement peut être augmentée, donc c'est ce différentiel de pression-là, est-ce que c'est, en mes termes, est-ce que c'est exact de définir de cette façon? Si c'est exact, et un. Et deux, quelle est l'ampleur ou le niveau de la flexibilité offert par le « line pack »?

R. Donc, effectivement, le « line pack », qu'est-ce que c'est? C'est le gaz qui est présent à l'intérieur de notre réseau. La quantité de gaz qui demeure résidante dans notre réseau, si vous me permettez l'expression, est constamment remplacée par du nouveau gaz, mais la quantité de gaz qui demeure là dans le réseau pour que les conduites soient toujours alimentées, cette quantité-là va varier en fonction des pressions qu'on va accepter dans le réseau.

Les pressions, il y a une marge minimum et il y a une marge maximum. Donc, en variant un peu à l'intérieur des marges de pression maximum et minimales, on peut temporairement magasiner un peu de gaz dans notre réseau. Ceci dit, encore une

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 265 -

fois, on a besoin de cette marge de manoeuvre-là parce que c'est à cette variation-là de pression que les opérateurs vont réagir dans le cadre d'une journée. En constatant que la pression diminue, on constate qu'on a besoin de plus de gaz dans un endroit géographique de notre réseau.

Donc, est-ce que la quantité de gaz dans notre réseau varie sur une base quotidienne? Oui, ça varie. La variation quotidienne moyenne est environ quatre mille gigajoules (4000 GJ).

C'est possible de faire un peu plus. Je crois que le maximum qu'on pourrait faire, c'est vingt mille (20 000). Mais même là, c'est amener le réseau à ses limites en espérant que le lendemain, il y a une consommation énorme. Si la prévision ne se réaliserait pas, bien, on ne saurait plus où mettre le gaz.

Q. [340] Excusez-moi! Quatre mille gigajoules (4 000 /GJ) versus trois cent trente (330) 10(3) m(3), est-ce qu'on est dans les mêmes...

Mme MARIE-STELLA DOWNS :

R. Quatre mille gigajoules (4 000 /GJ), c'est à peu près cent cinq (105) 10(3) m(3).

Q. [341] O.K. Si on se résume, cent cinq (105) 10(3) m(3) pour le « line pack », trois cent et quelque,

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 266 -

sauf erreur, pour Pointe-du-Lac et pour TCPL, la marge de tolérance est environ plus ou moins huit cents (800). C'est ce que j'ai compris. Corrigez-moi si je me trompe. Donc je termine là-dessus. Ma question c'est : Est-ce que Pointe-du-Lac est si important que ça dans la flexibilité que vous recherchez?

M. FRÉDÉRIC MOREL :

R. Oui.

Q. [342] Malgré les chiffres qu'on vient de discuter?

R. Je considère que Pointe-du-Lac, c'est un outil que je peux utiliser pour répondre aux variations de la clientèle, de la demande de la clientèle. Je ne considère pas que le LBA en est un. Et le « line pack » est très, très, très limité comme utilisation. Et il faut quand même... C'est la dernière chose qui reste dans le réseau là. Quand les clients se mettent à consommer, ils vont directement tirer dans le « line pack ». Je ne suis pas le seul à le contrôler, si vous me permettez l'expression.

Q. [343] En terminant donc, deux, trois dernières questions, Madame la Présidente. Dans ce dossier-ci, évidemment, Gaz Métro, on l'a vu, je pense que c'est clair, est à la fois client unique

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 267 -

d'Intragaz, est à la fois actionnaire et porteur de parts d'Intragaz inc. et de la société en commandite Intragaz. Ma question c'était, la genèse de ce pourquoi nous sommes ici, est-ce que c'est Intragaz qui est allé voir Gaz Métro pour lui demander, pour l'informer de la situation qui nous a mené à ici, ou c'est l'actionnaire qui est allé voir Intragaz pour dire : « Écoute, il faut que tu fasses mieux »?

R. Écoutez, je ne peux pas commenter sur ce qui s'est passé au niveau de l'actionnariat d'Intragaz. Je ne suis pas impliqué dans ces transactions-là. Je peux vous dire qu'est-ce qui s'est... mon implication à moi dans le dossier puis l'implication de mon équipe. On avait des contrats qui venaient à échéance. Donc, on avait les contrats de Saint-Flavien et de PDL. Le contrat de Saint-Flavien contenait une clause de renouvellement avec un délai précisé. Je crois que c'était de trois ans.

Donc, c'est suite à l'arrivée du terme de ce contrat-là qu'on a entamé des discussions avec Intragaz pour voir sur quelle base pourraient être renouvelés ces contrats-là, et qu'on a commencé à faire des évaluations, un questionnement sur quelle

serait la valeur d'Intragaz, encore une fois sur la base des coûts évités. Par la suite, on a constaté, Intragaz a constaté que les chiffres qu'on obtenait dans certains, selon certains scénarios ne leur assuraient pas la viabilité. C'est là qu'on a discuté du coût de service.

Q. [344] O.K. Donc, concrètement, c'est vous qui, comme tous vos autres fournisseurs, entre guillemets, c'est vous qui allez voir Intragaz pour dire : « Regarde, je vois que les contrats arrivent à leur terme et, bon, maintenant, il faut qu'on discute un peu du proche avenir? » C'est comme ça un peu que, si je résume ce que vous me dites, là?

R. Bien, je vous dirais que, dans ce cas-là, c'est conjoint. Parce qu'une partie ou l'autre pouvait envoyer un avis de renouvellement pour le contrat de Saint-Flavien. De mémoire, c'est Intragaz qui l'a envoyé en premier.

Q. [345] D'accord. Je vous remercie. Ça termine mes questions.

LA PRÉSIDENTE :

Merci, Maître Turmel. Alors, considérant l'heure, on va terminer l'audience aujourd'hui et poursuivre le contre-interrogatoire demain matin. On va

R-3753-2011
R-3754-2011
20 juin 2011

PANEL - GM
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

- 269 -

débuter avec SÉ/AQLPA et la Régie par la suite. On a prévu demain terminer la preuve des intervenants. Je me croise les doigts pour qu'on puisse terminer demain en fin d'après-midi la preuve de toutes les parties afin que vous puissiez bénéficier d'une journée avant le début des plaidoiries jeudi matin. Alors sur ce, bonne fin de journée et à demain.

AJOURNEMENT

Nous, soussignés, ROSA FANIZZI et CLAUDE MORIN, sténographes officiels dûment autorisés à pratiquer avec la méthode sténotypie et sténomasque certifions sous notre serment d'office que les pages ci-dessus sont et contiennent la transcription exacte et fidèle de la preuve en cette cause, le tout conformément à la Loi;

Et nous avons signé :

ROSA FANIZZI
Sténographe officielle

CLAUDE MORIN
Sténographe officiel